INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 328 - MAI 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 328

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Prix soutenus par la demande en VBF et l'allègement du marché européen
    - Le commerce extérieur en repli au premier trimestre
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Du mieux sur les prix
- Femelles
  - Europe
    - Les cotations ont poursuivi leur hausse
- Maigre
  - La hausse des cours des mâles se poursuit
- Veaux de boucherie
  - Les cours ont décroché, le marché est encombré
- Veaux nourrissons
  - Pas de remontée saisonnière des cours

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Léger rebond de la collecte européenne
  - Les États-Unis et la Nouvelle-Zélande abondent le marché
- Marché des produits laitiers
  - Tous les voyants au vert
- France
  - Bonne résistance de l'excédent commercial au reflux de la collecte française

Viande ovine
- France
  - Une demande moins active après Pâques
- UE et monde
  - Des prix soutenus en Europe

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Recul de ressource laitière début 2021

La filière caprine a bien rebondi en 2020…de bon augure pour 2021 malgré la hausse de l'aliment !

Marchés fluides pour les gros bovins finis, difficultés pour les veaux

Dernière révision le 18 mai 2021

Les cotations des vaches restent soutenues par une demande ferme en France comme en Europe. Celles des JB se sont nettement redressées grâce à l'allègement global du marché européen.

Sur les marchés des broutards, la hausse saisonnière reste timide en mâles quand les cours en femelles sont soutenus par une demande dynamique. Le marché du veau de boucherie reste encombré et pèse sur celui des veaux nourrissons.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

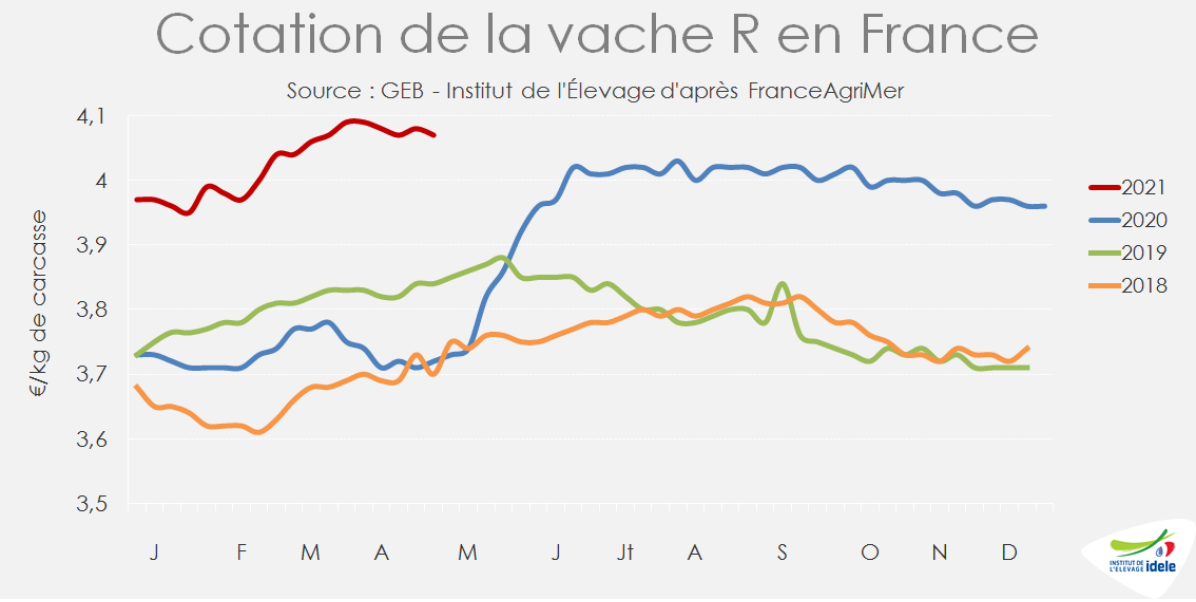
Prix soutenus par la demande en VBF et l'allègement du marché européen

Dernière révision le 18 mai 2021

Les cotations des vaches restent soutenues par la demande ferme pour la viande française. Celles des JB se sont nettement redressées grâce à l'allègement global du marché européen. Le marché est fluide.

La vache R ondule au-dessus des 4 €

La demande toujours forte pour la viande française continue de soutenir les prix des femelles. En semaine 18, la vache U cotait 4,68 €/kg (+7% /2020 et +5% 2019), la vache R 4,07 €/kg (+9% /2020 et +6% /2019), la vache O 3,23 €/kg (+8% /2020 ; = /2019) et la vache P 3,00 €/kg (+10% /2020 et +4% /2019).



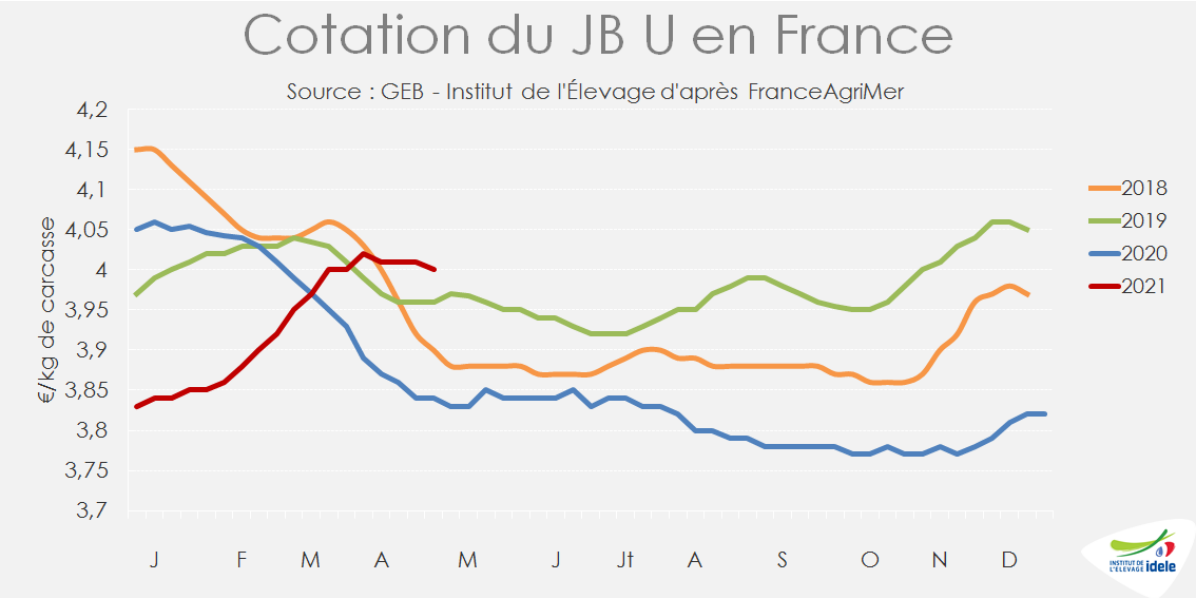
Avec la fermeture des restaurants depuis novembre et le renforcement du télétravail depuis début avril (37% des salariés seraient à 100% en télétravail d'après une enquête du Ministère du travail), les Français continuent de prendre plus de repas à leur domicile. Les ventes de viande dans les circuits de détail, où la viande française est privilégiée, restent donc particulièrement dynamiques (lire notre article sur la consommation).

L'offre abattue est par ailleurs plutôt abondante par rapport à l'an dernier, mais également par rapport à 2019, année normale. Sur les semaines 15 à 18 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de femelles étaient en hausse significative : +7% /2019 pour les vaches laitières, +6% /2019 pour les vaches allaitantes et +6% pour les génisses de type viande. Cette production haussière est loin d'encombrer le marché français qui est en demande. Elle confirme toutefois la poursuite de la décapitalisation dans les deux cheptels. Au 1er avril, le cheptel français de vaches allaitantes était en baisse de -1,9% /2020 et celui de vache laitières de -2% /2020.

Dans les autres pays européens, l'offre est orientée à la baisse et les prix caracolent à de hauts niveaux (lire notre article sur les vaches en Europe), ce qui diminue le risque d'une baisse des prix français à l'approche de la réouverture des restaurants. Les cours devraient donc rester bien orientés.

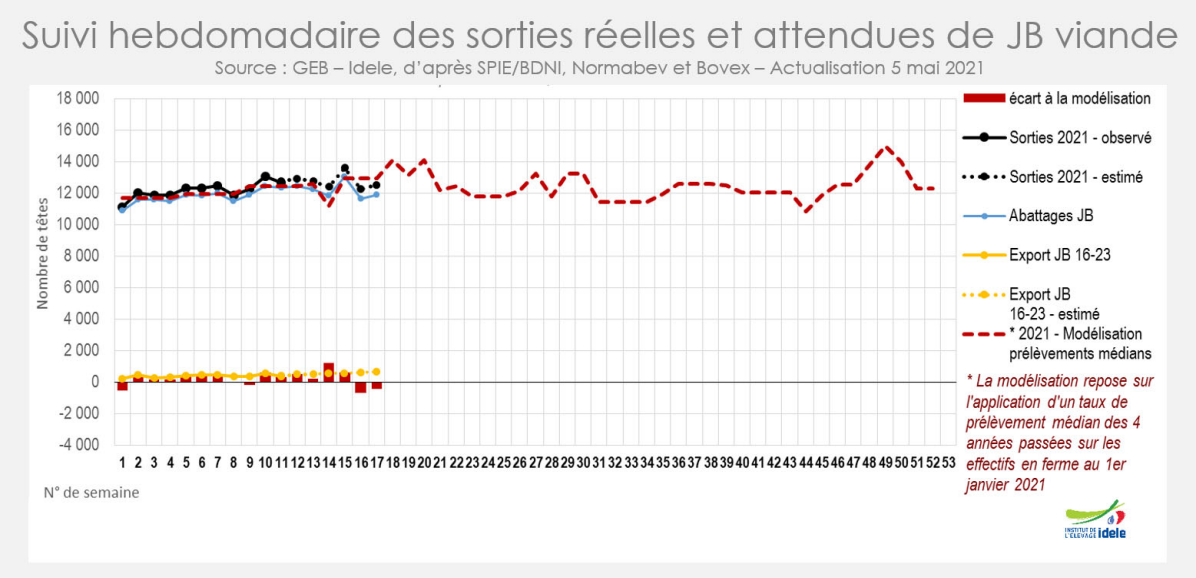
Les cours des JB sont remontés au-dessus du niveau de 2019

Les ventes toujours dynamiques vers l'Allemagne, où l'offre est en retrait, ainsi que la nette remontée des cours en Pologne et en Espagne (voir l'article sur les JB en Europe) ont permis aux cours des JB français de se rétablir bien au-dessus du niveau des années précédentes. Le JB U cotait 4,00 €/kg de carcasse début mai (+4% /2020 et +1% /2019), le JB R 3,82 €/kg (+5% /2020 et +1% /2019) et le JB O 3,35 €/kg (+5% /2020 et +1% /2019).



Les abattages de JB de type viande sur les semaines 15 à 18 étaient en hausse de +10% /2020, mais stables /2019 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. L'évolution pour les JB de type lait est encore plus marquée (+19% /2020, mais -1% /2019). Le printemps 2020 avait été marqué par un encombrement du marché et des difficultés à sortir les animaux. 2021 signe un retour à la normale avec des sorties redevenues fluides.

Par ailleurs, les sorties de JB depuis le début de l'année sont légèrement supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO, ce qui traduit un rythme de prélèvement plus dynamique des mâles en ferme que la tendance des 4 années antérieures. Au 2 mai, l'écart à la modélisation cumulé depuis le début de l'année atteignait +3 500 têtes.



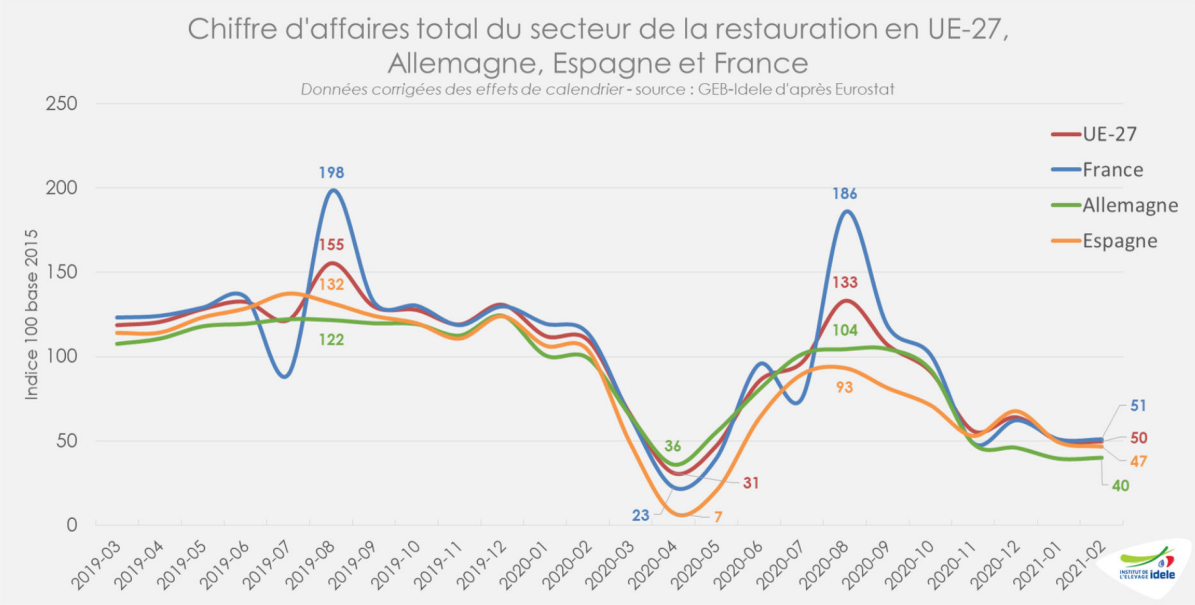
Le commerce extérieur en repli au premier trimestre

Dernière révision le 12 mai 2021

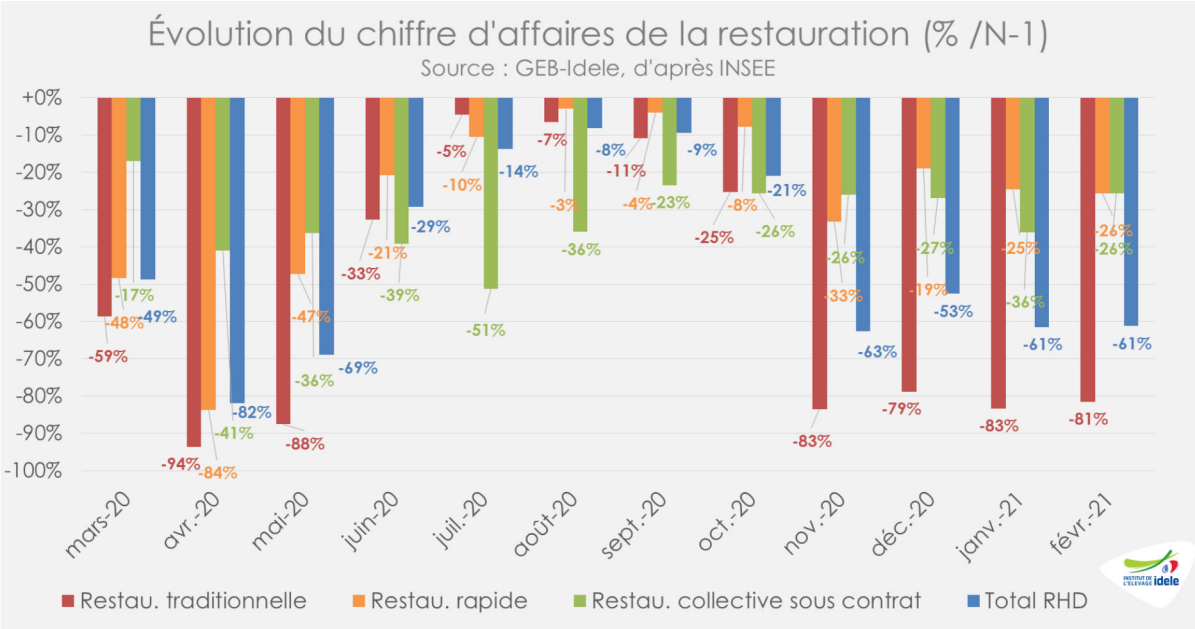
Alors que les restrictions pèsent toujours sur le secteur de la restauration, les achats au détail des ménages sont demeurés soutenus, bénéficiant à nouveau à la viande française en mars. Sur le 1er trimestre 2021, le commerce extérieur français de viande bovine a flanché.

La restauration hors domicile attend la fin des restrictions

Avant que l'allègement des restrictions autour de la RHD ait débuté dans l'Union européenne, le chiffre d'affaires du secteur est resté faible en février dernier, en baisse de -55% par rapport à février 2020, niveau cependant supérieur au creux du 1er confinement. Les replis sont d'ampleur similaire en Espagne, en Allemagne et en France.

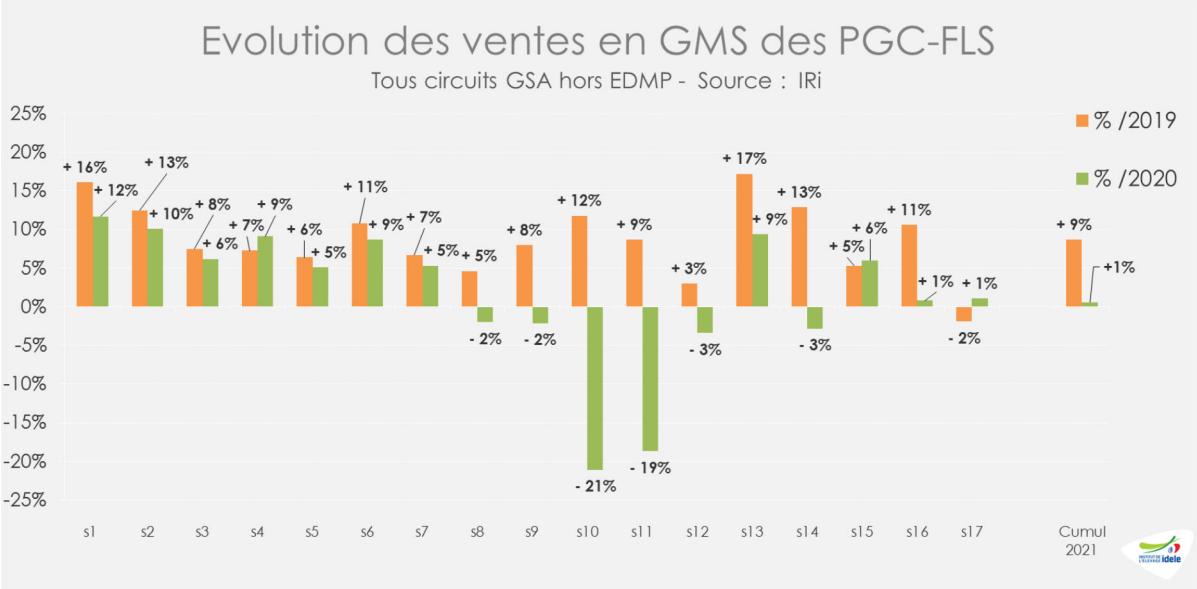


En France, c'est à nouveau le chiffre d'affaires de la restauration traditionnelle qui a subi les plus grandes pertes en février (-81% /2020). Les restaurations collective et rapide ont mieux résisté (-26%) grâce aux ouvertures partielles d'un côté et à la vente à emporter et aux livraisons de l'autre. La situation globale du secteur ne s'améliorera pas avant le 19 mai prochain, date provisoire de réouverture partielle des restaurants (terrasses).

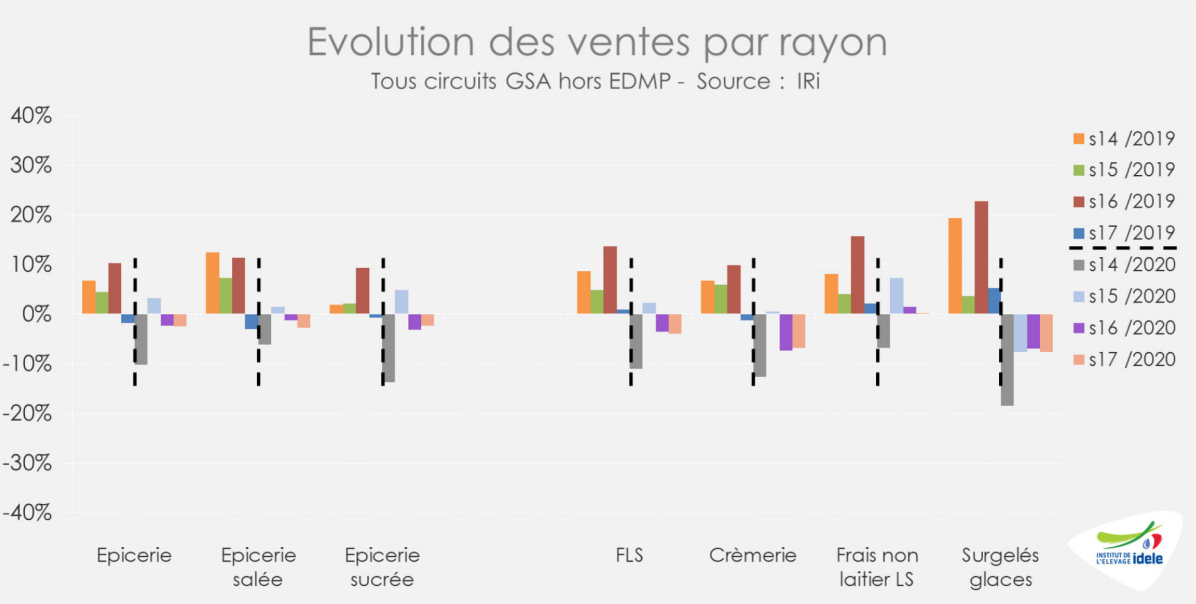


Des ventes au détail toujours dynamiques

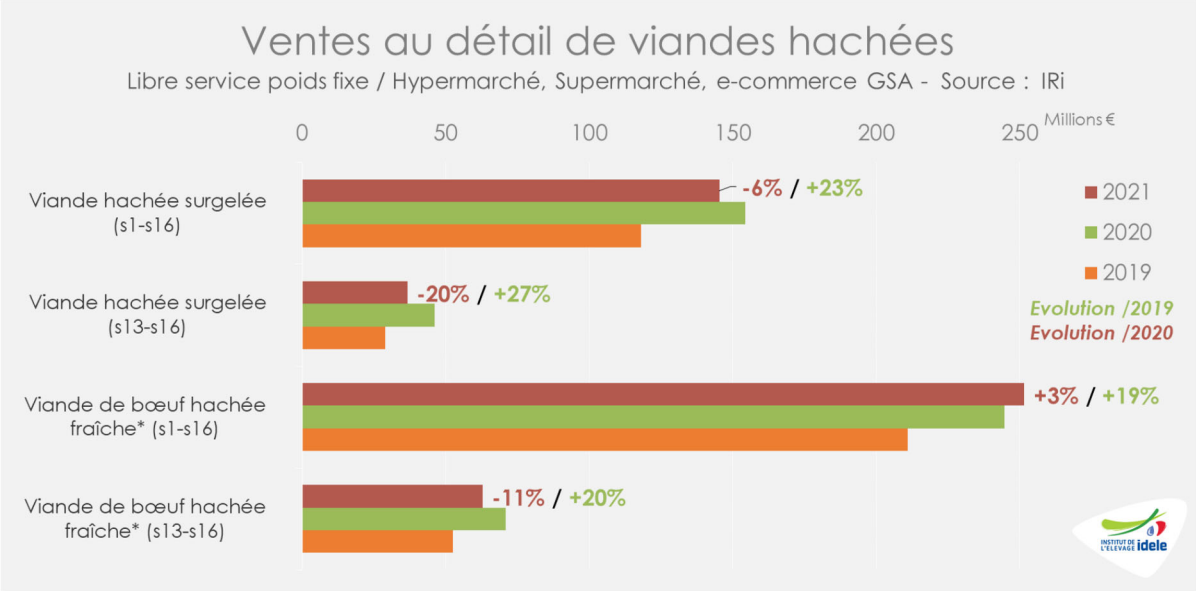
Hormis les semaines 10 et 11 durant lesquelles les achats dans les magasins de détails avaient été exceptionnels en 2020, liés au 1er confinement et à des achats de paniques et autres constitutions de stocks, les niveaux de ventes de produits de grande consommation et de produits frais en libre-service (PGC-FLS) observés actuellement sont proches de ceux du début de la pandémie en France et bien supérieurs à ceux de 2019. En cumul depuis le début de l'année, les ventes de PGC en GMS ont été globalement en hausse (+1% /2020 et + 9% /2019).



Entre les semaines 14 et 17, les ventes de surgelés (dont les viandes congelées) se situaient à des niveaux intermédiaires entre 2019 et 2020, les premières semaines de confinement en 2020 ayant été marquées par des phénomènes de stockage. Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) ont globalement été supérieures aux deux années précédentes sur la même période.



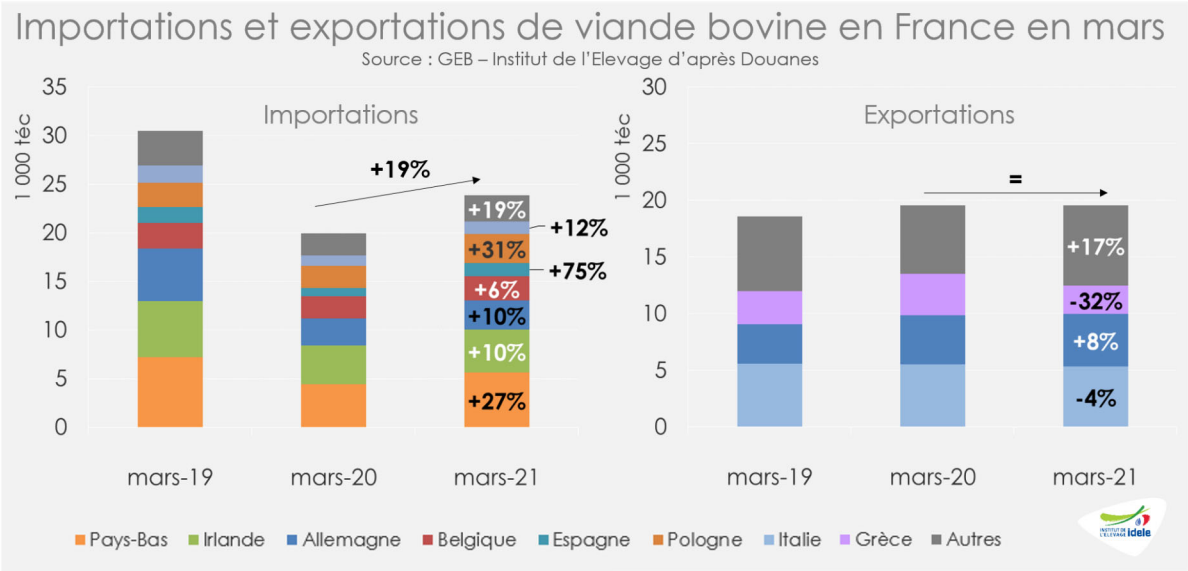
Les ventes de viandes hachées atteignent désormais des niveaux intermédiaires entre les deux années précédentes. Entre les semaines 13 et 16, les ventes de haché frais ont été dynamiques (+22% /2019), mais moins soutenues que lors du 1er confinement (-11% /2020). Ce constat est encore plus marqué pour les ventes de haché surgelé, stocké par les ménages en 2020 (+27% /2019 mais -20% /2020). Il faut noter que du 29 mars au 4 avril 2021 (semaine 13) les crèches, écoles, collèges et lycées étaient encore ouverts, avant une fermeture stricte anticipée en semaine 14, à la différence de 2020 où tout était fermé à cette période. Or les familles avec enfants sont de loin les premiers ménages acheteurs de haché.



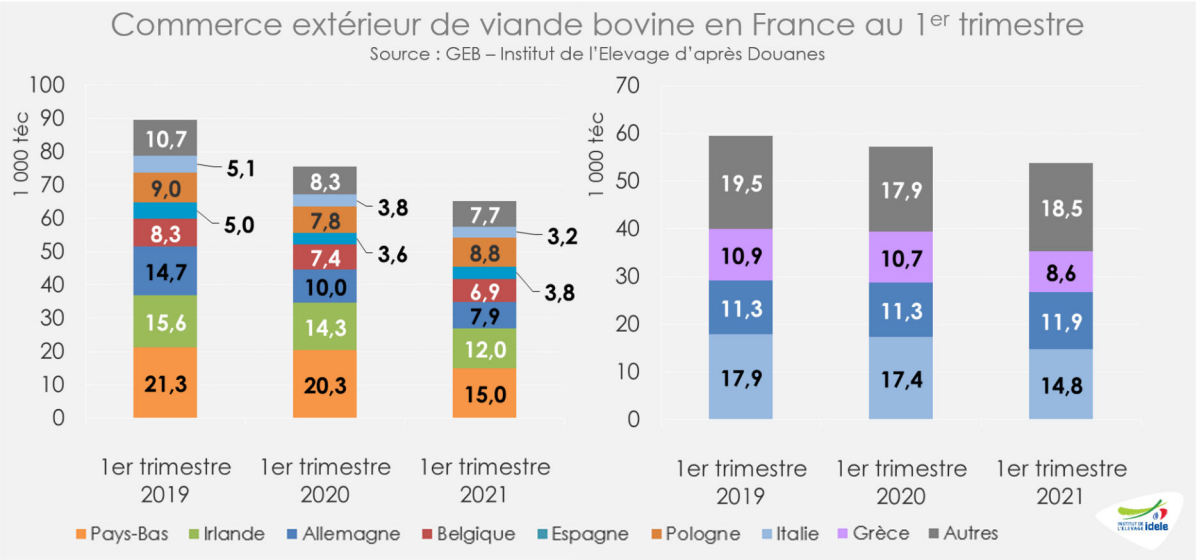
Importations intermédiaires en mars entre les deux dernières années

Pour la première fois depuis longtemps, les **importations** françaises ont augmenté en mars 2021 d'après les Douanes. Mais cette hausse est un « trompe l'œil », le commerce extérieur de mars 2020 ayant été sérieusement affecté par les premières restrictions liées à la pandémie de Covid-19 et ayant un jour ouvré de moins. A 23 900 téc (+19% /2020 mais -21% /2019), les importations sont restées à un faible niveau. Si toutes les origines ont progressé sur un an, aucune n'atteint le niveau de mars 2019.

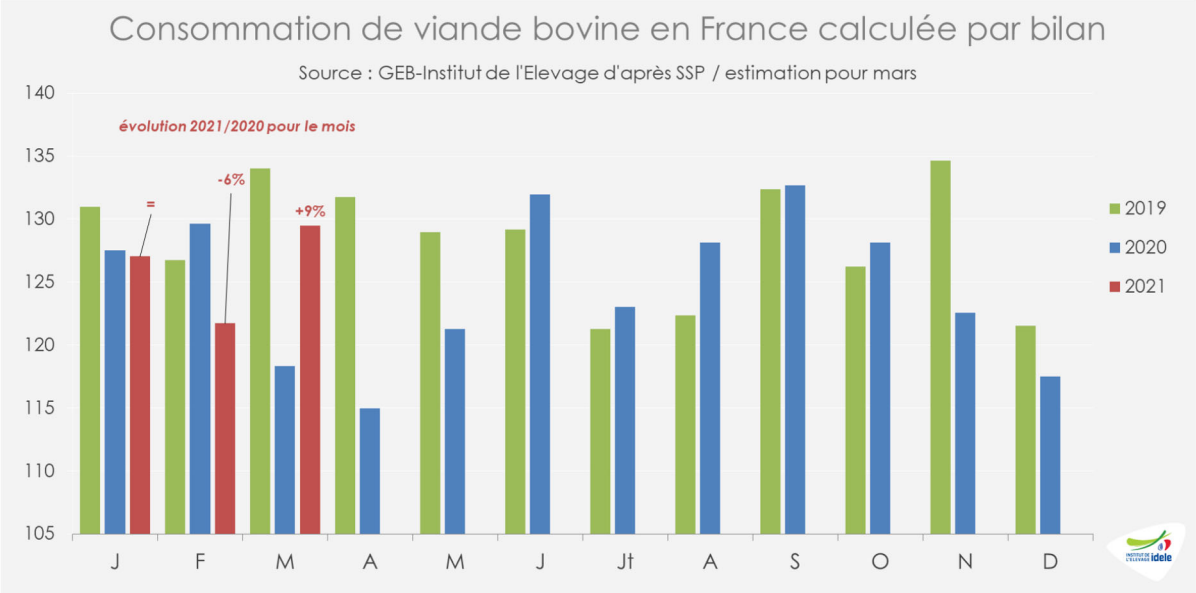
Les **exportations** françaises de viande bovine ont mieux résisté à 19 600 téc (= /2020 et +8% /2019) grâce notamment aux envois vers l'Allemagne (+8% /2020 et +35% /2019 à 4 600 téc) mais aussi à d'autres destinations plus secondaires comme la Belgique (+20% /2020 à 2 300 téc) et les Pays-Bas (+25% à 1 300 téc). Les exportations de viande bovine vers la Grèce (-32% /2020 et –14% /2019 à 2 500 téc) et dans une moindre mesure vers l'Italie (-4% /2020 et –5% /2019 à 5 300 téc) étaient cependant en retrait par rapport aux deux campagnes précédentes.



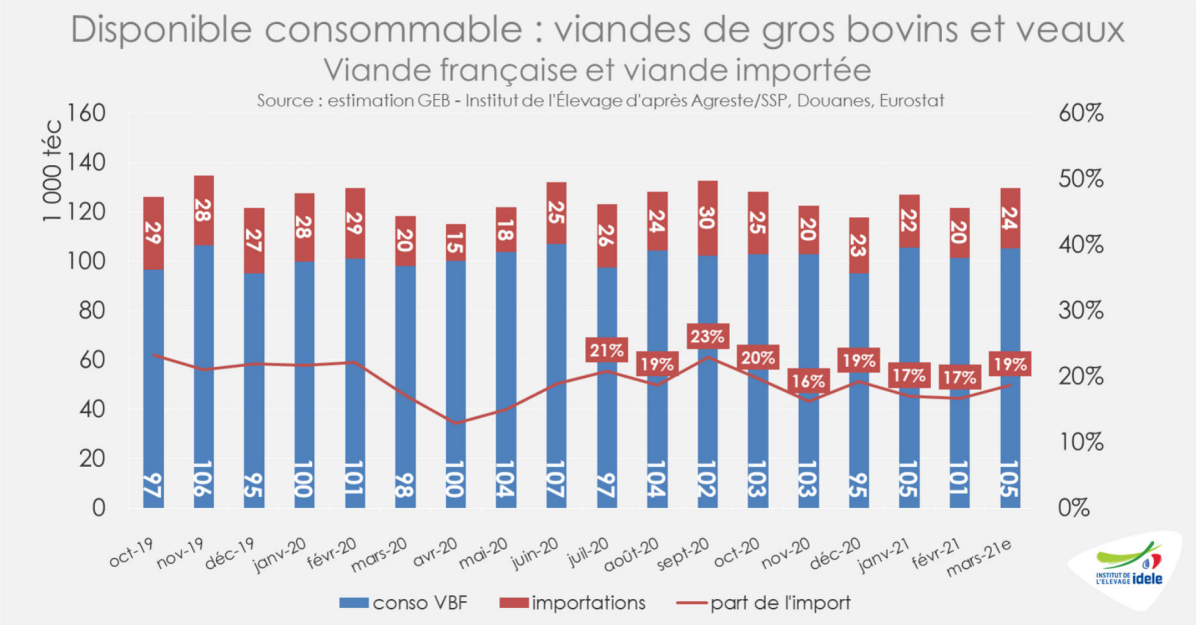
Sur l'ensemble du 1er trimestre 2021, le commerce extérieur de viande bovine en France s'est globalement contracté par rapport aux deux années précédentes, de façon plus marquée du côté des importations (-14% /2020 et -26% /2019 à 65 200 téc) que des exportations (-6% /2020 et -9% /2019 à 53 800 téc).



En mars 2021, **la consommation calculée par bilan** aurait été en hausse marquée mais par rapport à un mois de mars 2020 affecté par le début de la pandémie avec 121 600 téc (+9% /2020 mais -3% /2019). Au 1er trimestre, la consommation a atteint 378 200 téc (+1% /2020, mais -3% /2019).



Malgré un très léger rebond des importations, la part de celles-ci dans les disponibilités totales reste basse, à 19% en mars 2021. Sur le 1er trimestre 2021, **la consommation de viande bovine française (veau inclus) en France aurait globalement progressé** à 312 200 téc, au-delà des deux années précédentes (+4% /2020 et +3% /2019).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Du mieux sur les prix

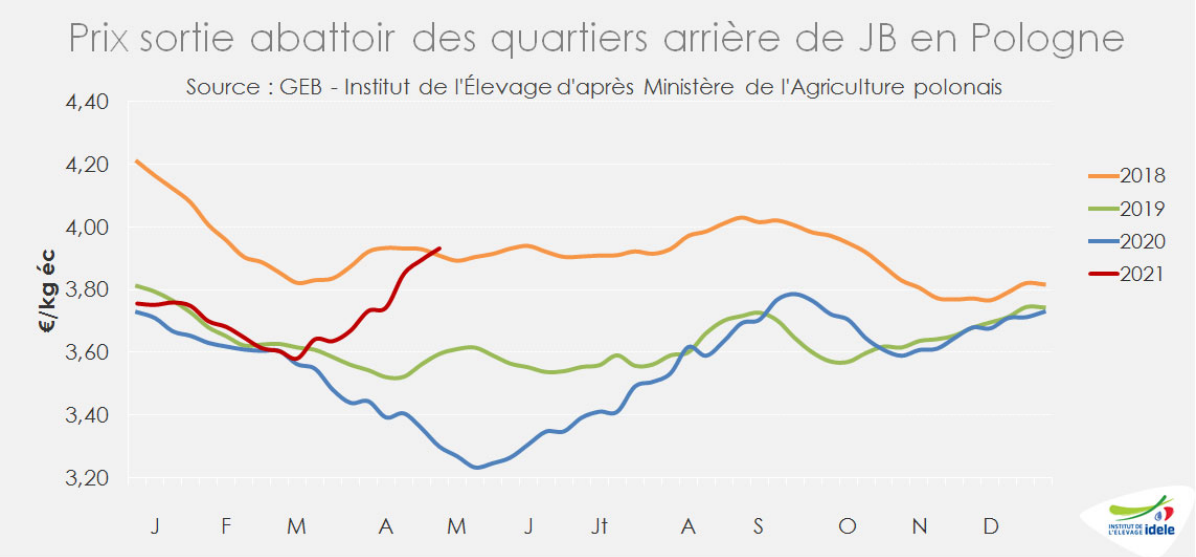
Dernière révision le 18 mai 2021

Les prix des JB finis se sont redressés en Pologne, où la production plafonne, et en Espagne qui a profité du Ramadan pour intensifier ses exports vers les pays tiers. La faiblesse de l'offre en Allemagne continue de soutenir les cours bien que la baisse saisonnière soit amorcée. Seuls les prix des mâles italiens restent atones.

Pologne : nette remontée des cours

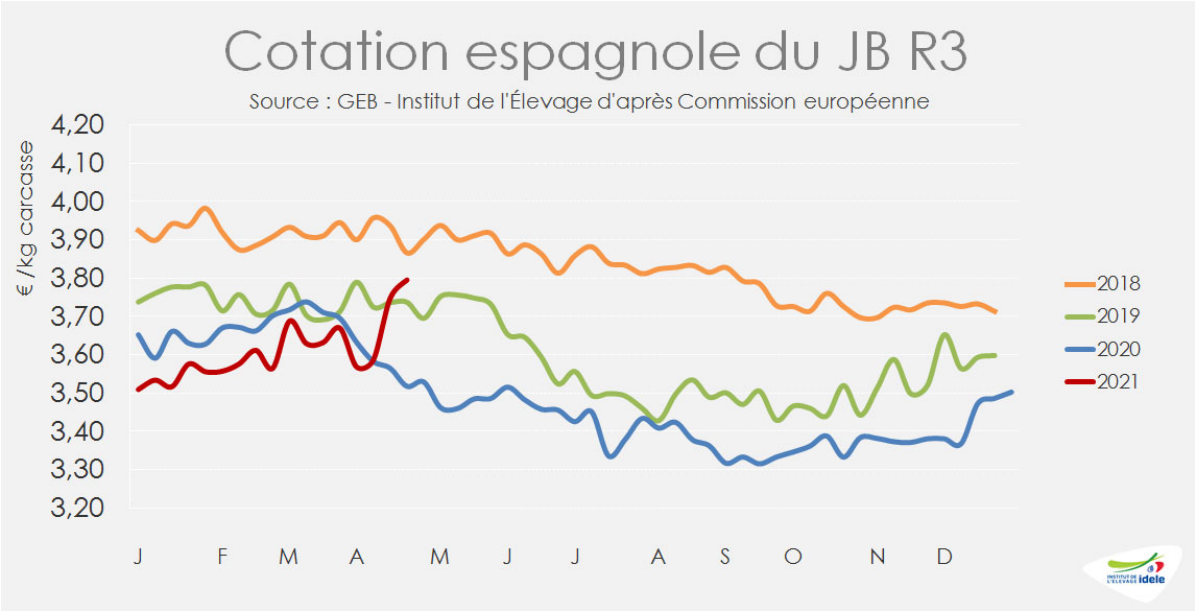
La cotation du JB O polonais a gagné 15 centimes sur les 4 semaines d'avril pour remonter à 3,18 €/kg de carcasse en semaine 17 (+19% /2020 et +7% /2019). Les quartiers arrière se sont particulièrement appréciés sur les 8 dernières semaines d'après les données de prix du ministère de l'Agriculture polonais. Ils sont passés de 3,56 €/kg début mars à 3,97 €/kg fin avril.

Le plafonnement de la production polonaise, alors que les terrasses de restaurants ont débuté leur réouverture en Europe, participe à cette belle remontée des cours.



Espagne : le Ramadan a dopé les exports et les prix

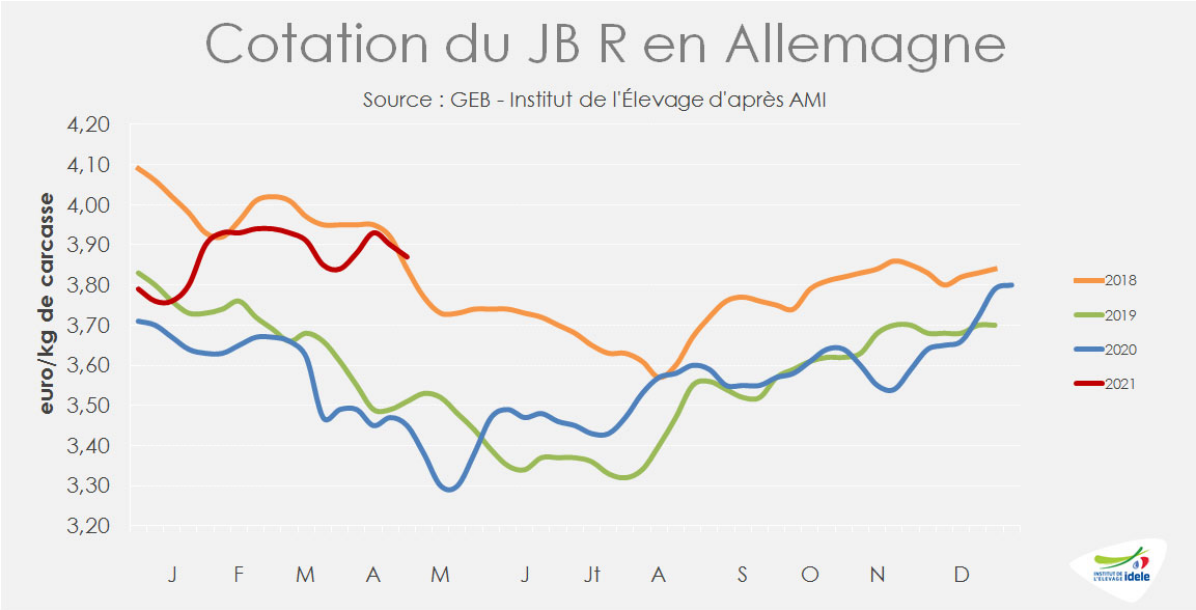
La cotation espagnole du JB R est remontée à 3,80 €/kg de carcasse fin avril (+8% /2020 et +2% /2019).



Que ce soit en viande vers l'Algérie ou en vif vers d'autres pays du pourtour méditerranéen ou du Moyen-Orient (Libye, Liban, Arabie Saoudite, Jordanie), la filière espagnole a profité du mois du Ramadan pour exporter plus. Ceci a permis aux prix des JB de se relever nettement par rapport aux années précédentes. Seule difficulté notée par les opérateurs espagnols : les exports de viande vers l'Algérie ont concerné essentiellement des quartiers avant ce qui a induit une guerre des prix sur les déhanchés. La réouverture des salles de restaurants au Portugal le 19 avril et celle des terrasses en Italie le 26 avril ont redonné un peu de ressort au marché.

Allemagne : baisse saisonnière des cours à un niveau élevé

Les prix des JB allemands ont retrouvé leur niveau – élevé – de 2018, grâce à une offre relativement limitée. Le JB R allemand cotait 2,87 €/kg de carcasse fin avril (+12% /2020 et +10% /2019).

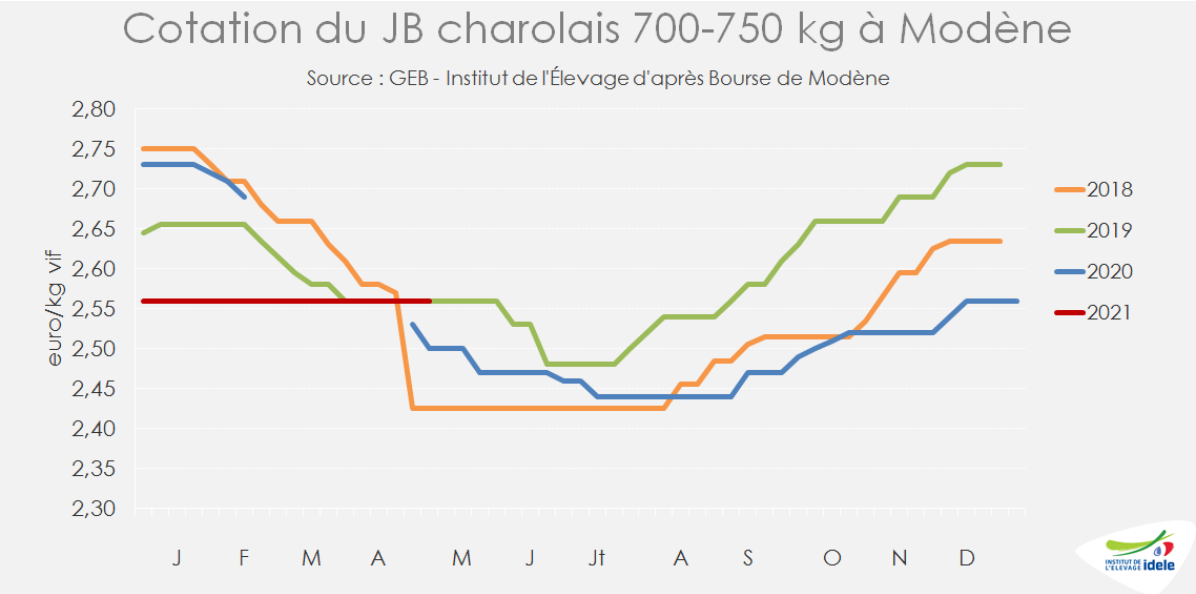


Les abattages de JB restent inférieurs aux niveaux des années précédentes en raison de la baisse structurelle de la production. Sur les 8 dernières semaines connues, les abattages de taurillons étaient en baisse de -5% /2020 et de -2% /2019.

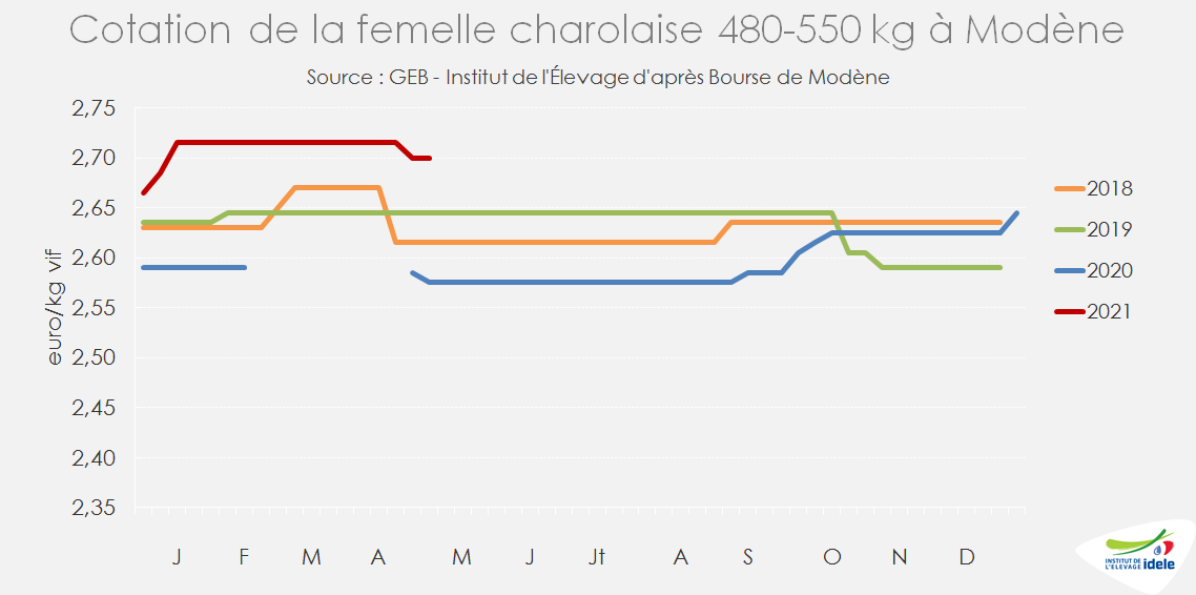
Les achats des ménages étaient en forte hausse au 1er trimestre (+14% /2020 en volume et +20% en valeur) (lire l'article sur les vaches en Europe). Mais les opérateurs restent prudents car l'Allemagne n'a toujours pas établi de plan de réouverture des bars et restaurants. La Sarre, land frontalier de la Moselle qui avait fait cavalier seul en rouvrant restaurants, bars et lieux culturels début avril, a dû ordonner une refermeture le 29 avril, conformément à la loi « frein d'urgence », en raison d'une hausse du taux d'incidence.

Italie : marché stable

Les prix des JB finis restent stables en Italie. Ceci a permis aux cours des mâles de retrouver enfin leur niveau des années précédentes après 9 mois à des niveaux très inférieurs. Le mâle charolais de 700-750 kg cotait toujours 2,56 €/kg vif à Modène début mai (+2% /2020 et = /2019) et le mâle limousin de 600-650 kg 2,75 €/kg (+1% /2020 et -1% /2019).



La cotation de la femelle charolaise a perdu 2 centimes fin avril, mais restait historiquement élevée début mai, à 2,70 €/kg, un niveau très supérieur aux années précédentes (+5% /2020 et +2% /2019).



Les achats de viande de gros bovins par les ménages au 1er trimestre ont dépassé de 6,4% le niveau de 2019 d'après le panel ISMEA-Nielsen. Ils restaient toutefois inférieurs de 2,2% au niveau record du 1er trimestre 2020. Le mois de mars avait été particulièrement élevé en 2020 en raison d'achats d'anticipation par les familles au début du 1er confinement.

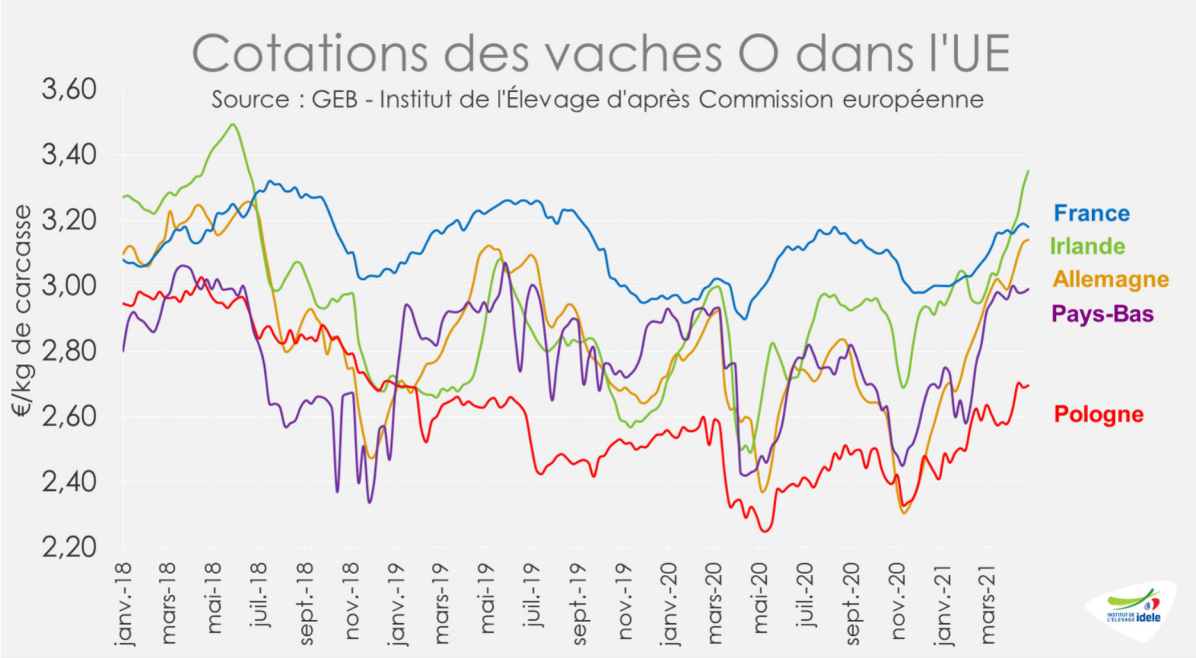
Les terrasses des restaurants ont rouvert le 26 avril, sans provoquer d'appel d'air particulier pour les bovins engraissés en Italie.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cotations ont poursuivi leur hausse

Dernière révision le 12 mai 2021

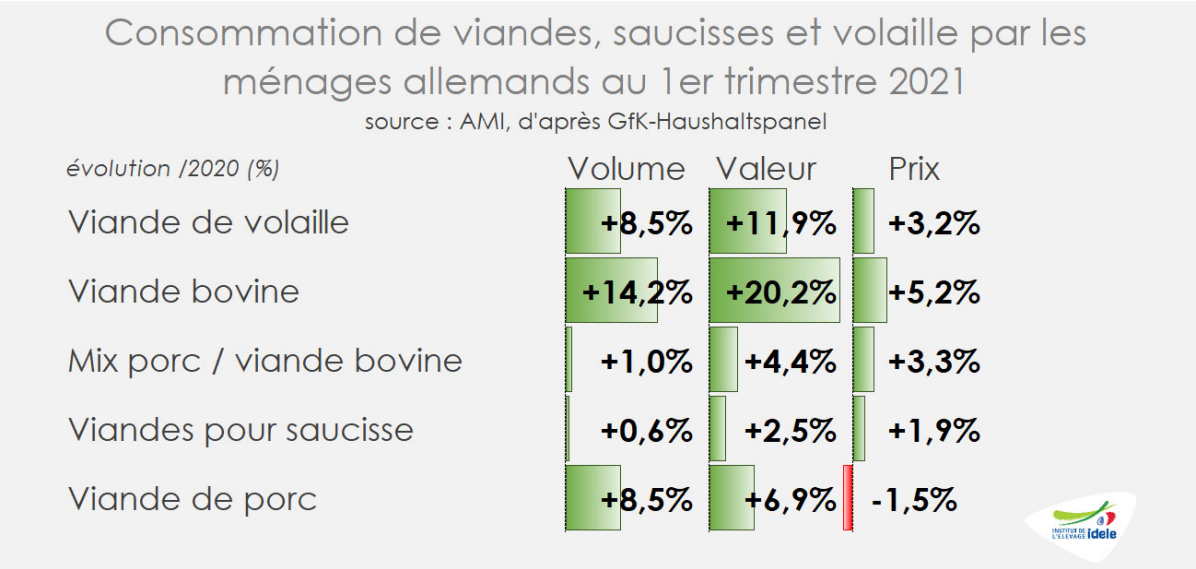
En Europe, la hausse saisonnière des cours s'est poursuivie, parfois à des niveaux très supérieurs aux années précédentes, en Irlande et au Royaume-Uni notamment. Partout, l'offre est restée limitée alors que la demande restait relativement soutenue.



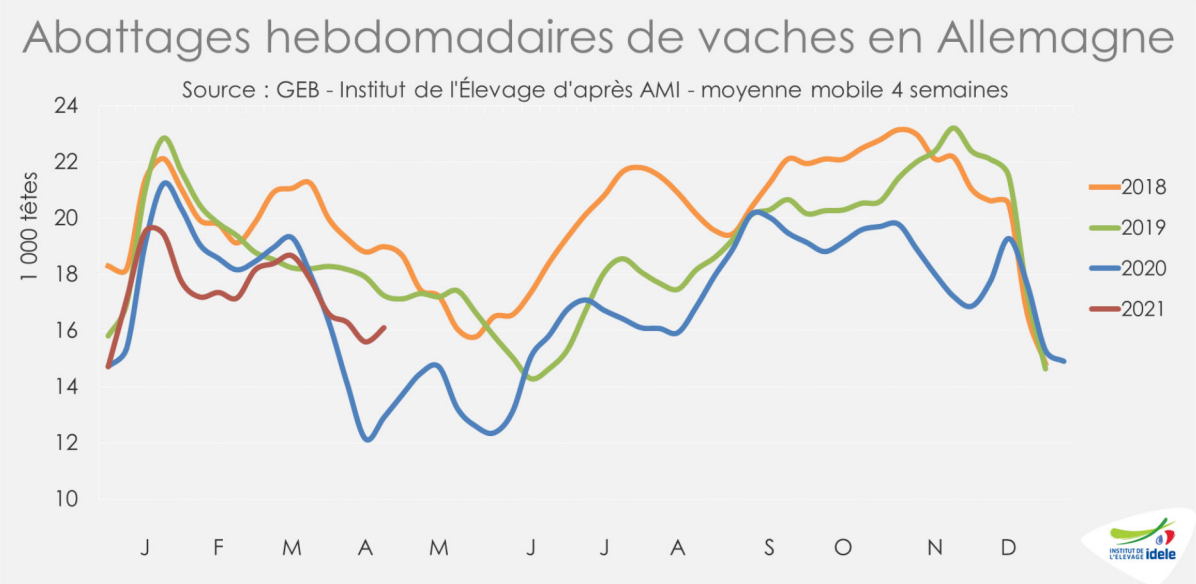
ALLEMAGNE : offre toujours faible et cours soutenus

En **Allemagne** les ventes au détail de viande, de saucisse et de volaille ont à nouveau augmenté sur le premier trimestre 2021 (+5% /2020). La viande bovine a connu à nouveau la plus forte hausse (+15%) alors que le pays était touché par la pandémie en mars 2020 et que les premières restrictions concernant la restauration étaient mises en œuvre.

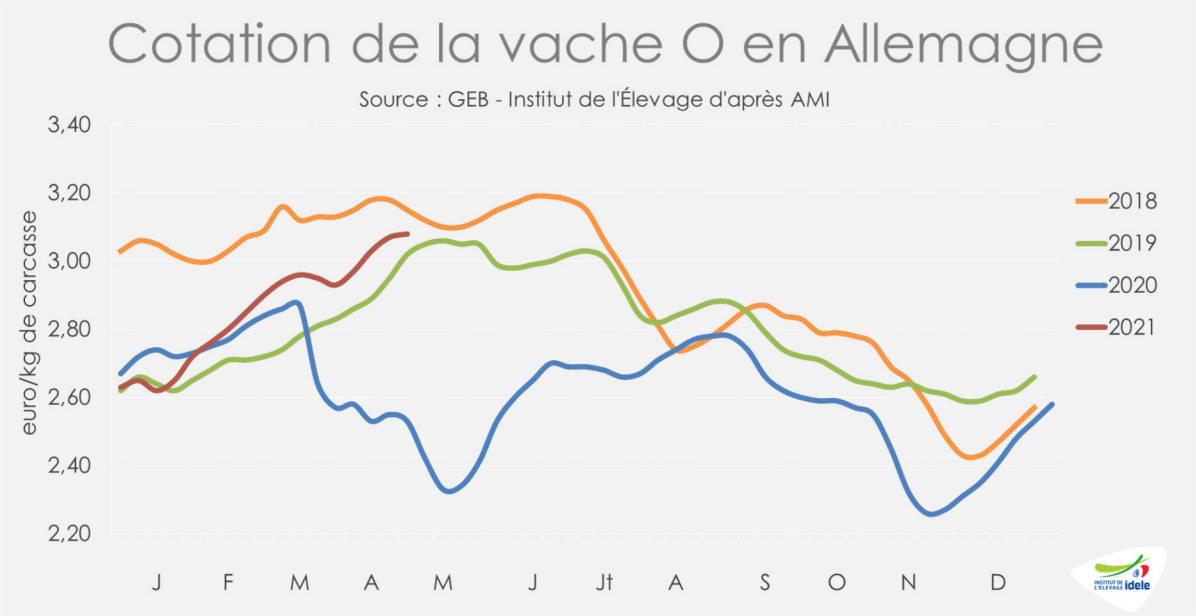
Ces restrictions sur le secteur de la restauration restaient toujours d'actualité début mai entraînant le report de la consommation vers le détail. L'ouverture complète de la restauration n'est pas encore à l'ordre du jour et d'après AMI, les achats au détail des ménages devraient encore être élevés à court terme. En raison de la hausse des températures, la viande à griller devient plus demandée et les trois jours fériés de mai notamment pourraient donner un « coup de fouet » à la saison des barbecues alors que les produits à base de viande de bœuf et les produits plus « copieux » pourraient voir leur consommation diminuer comme habituellement pour cette saison.



En attendant, l'offre en réforme est restée très limitée et la demande vive. Sur les 4 semaines d'avril 2021 (s.14 à 17) les abattages de vaches ont été globalement faibles même si supérieurs aux niveaux du 1er confinement (+25% /2020, mais -7% /2019).

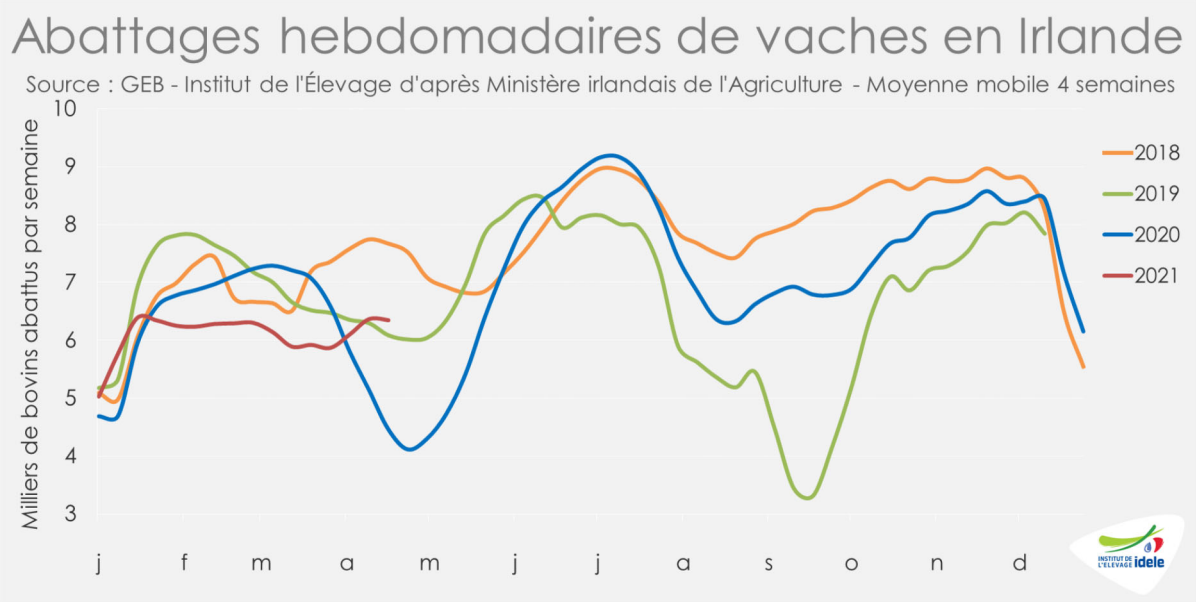


Les cotations ont donc logiquement poursuivi leur hausse saisonnière. En semaine 17, la vache O cotait 3,08 €/kg de carcasse (+22% /2020 et +2% /2019). C'est 15 centimes de plus en un mois et 50 centimes de plus depuis le début de l'année. D'après AMI, le marché devrait rester soutenu dans les semaines à venir faute d'offre. Habituellement, la demande en réforme diminue avec les températures estivales, soit pas avant la fin du mois de mai.

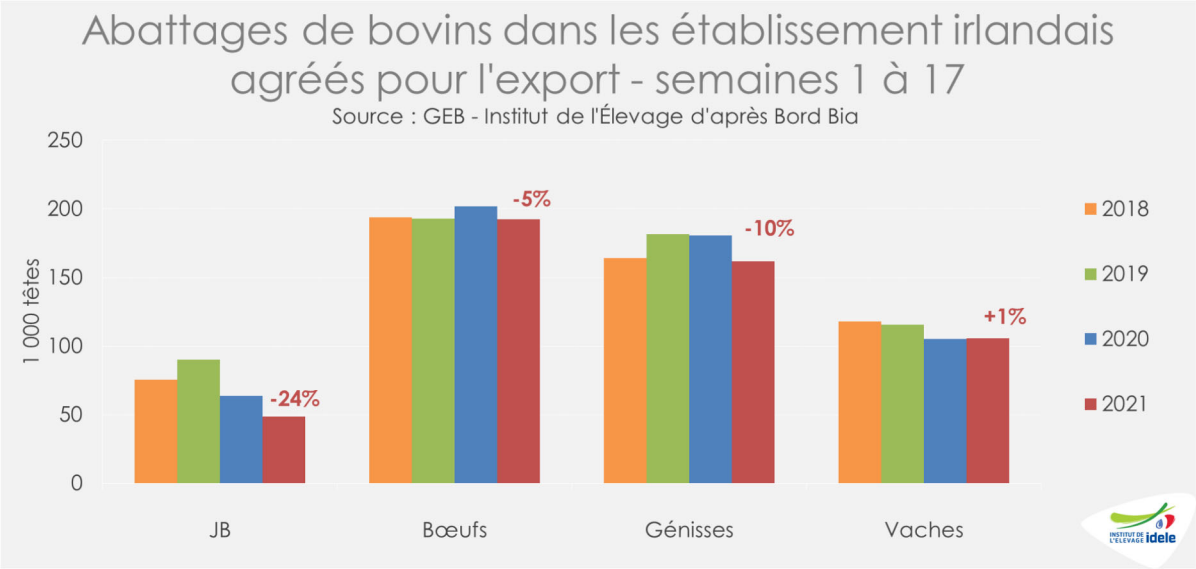


Irlande : les cours poursuivent leur envolée

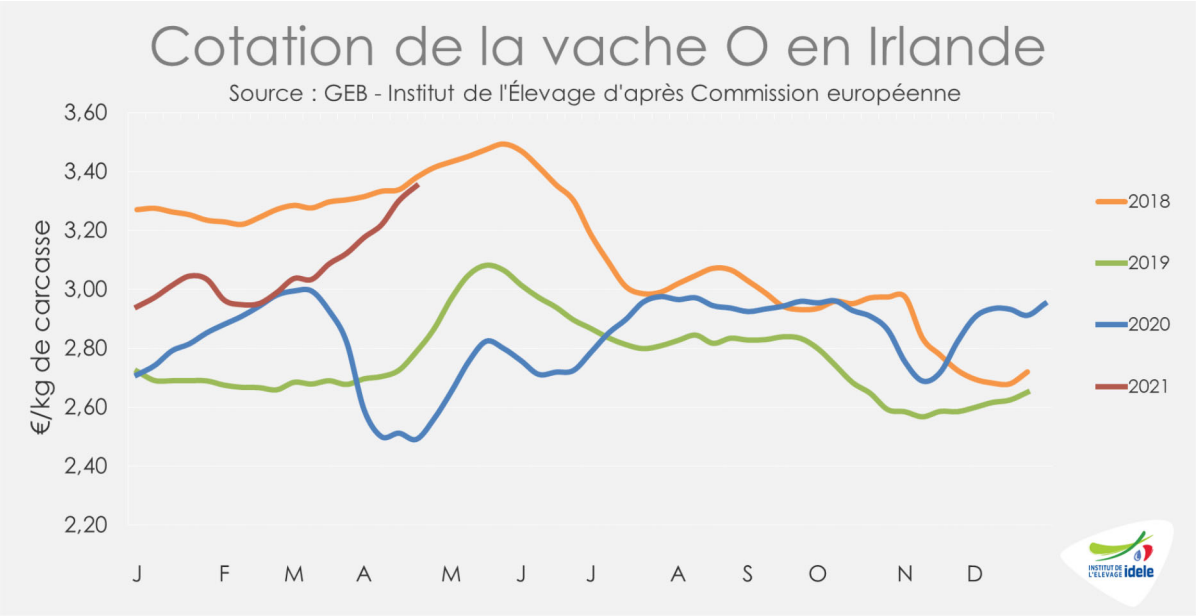
En **Irlande**, l'offre dans toutes les catégories a encore été restreinte tout au long du mois d'avril malgré une demande soutenue des abattoirs. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, sur les 4 semaines d'avril (s.14 à 17) les abattages de gros bovins dans les abattoirs agréés pour l'export ont à nouveau été limités, bien que très supérieurs à une année 2020 particulière (+10% /2020 et -11% /2019). Même situation pour les abattages de réformes qui restent contenus malgré la demande notamment en vaches conformées (+42% /2020 et +4% /2019).



Sur les quatre premiers mois de l'année, les abattages de toutes les catégories ont été en retrait à l'exception de ceux des vaches dont les abattages avaient été affectés en début de pandémie (+1% /2020, mais -9% /2019).



Face à un manque d'offre, les cotations irlandaises ont vivement progressé. Celle de la vache O atteignait 3,35 €/kg de carcasse en semaine 17 (+35% /2020 et +20% /2019) soit 23 centimes de plus sur le mois d'avril (+7%) !



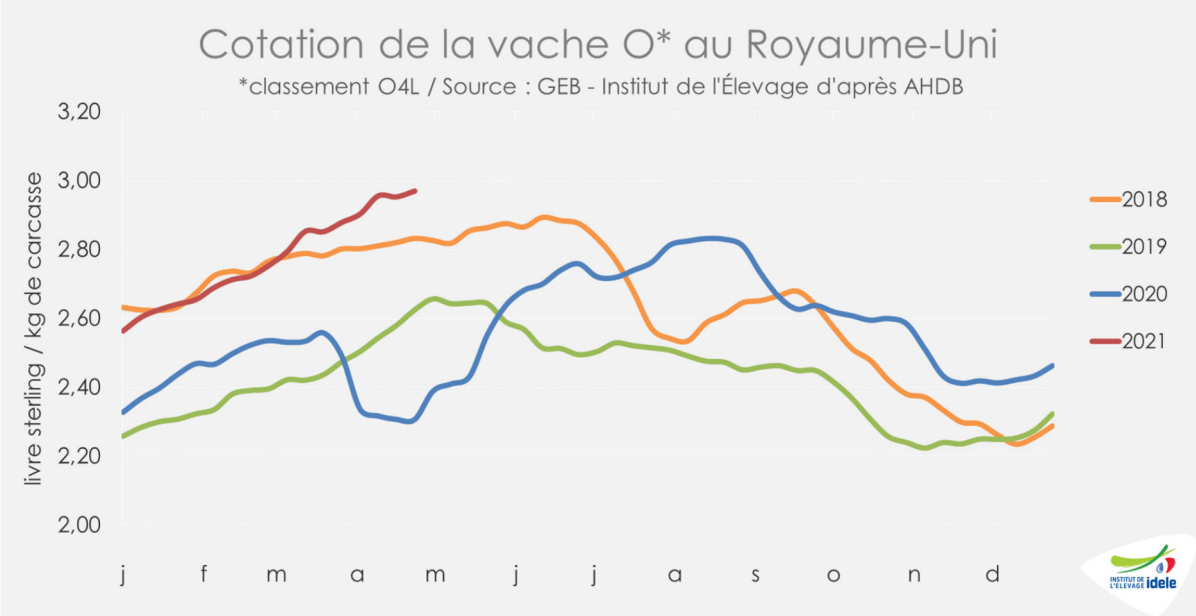
Les autres catégories ne sont pas en reste. Le bœuf R irlandais cotait 4,09 €/kg de carcasse en semaine 17 (+20% /2020 et +11% /2019) en hausse également de 23 centimes au mois d'avril (+6%).

D'après *Bord Bia* sur les deux premiers mois de l'année, si les exportations en valeur de viande bovine irlandaise réfrigérée et congelée ont été globalement stables (+1% /2020 et = /2019 en valeur), elles ont nettement reculé vers son premier client le Royaume-Uni (-6% /2020 et -23% /2019). Les flux vers l'UE-27 ont notamment progressé dans le même temps (+18% / 2019 et 2020) notamment vers la France (+7% /2020), les Pays-Bas (+16%), la Suède (x4) ou l'Allemagne (+4%).

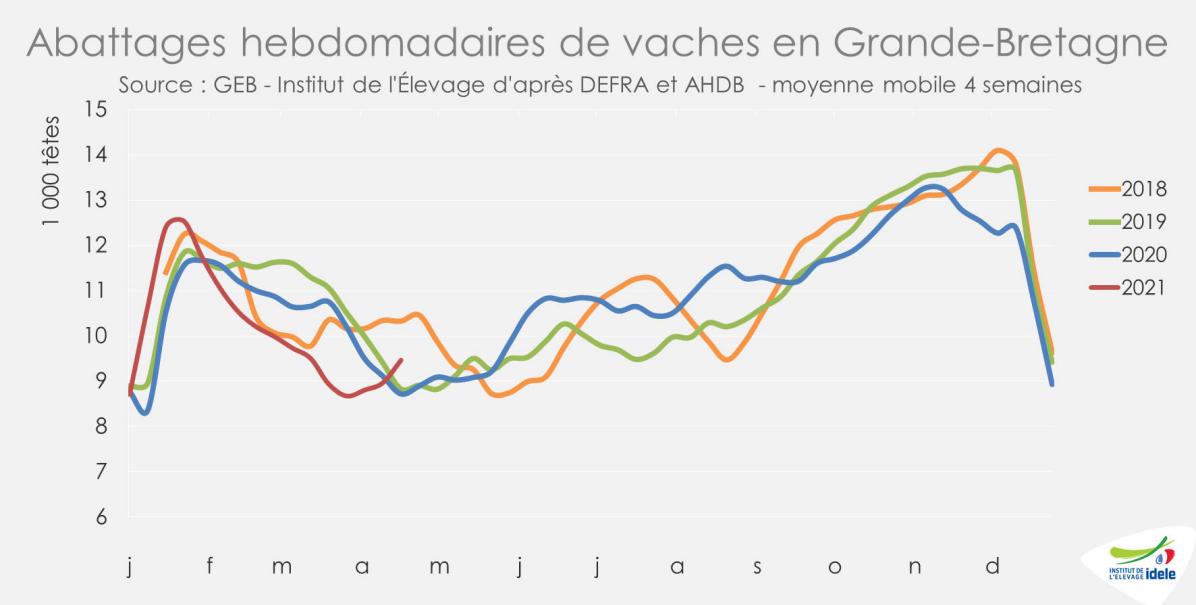
Royaume-Uni : des cours toujours plus haut !

Au **Royaume-Uni**, avant de voir pleinement les effets de la réouverture partielle de la restauration intervenue le 12 avril dernier, les ventes au détail sont restées dynamiques d'après Kantar. Les achats de viande bovine par les ménages britanniques ont continué à tenir bon. Certes, les volumes vendus au détail ont reculé au cours des 12 semaines précédant le 18 avril (-4,7% /2020), mais cette comparaison est tronquée par le début de la pandémie de coronavirus en 2020. Par rapport à 2019, les volumes totaux de viande bovine vendus étaient en nette augmentation (+11%).

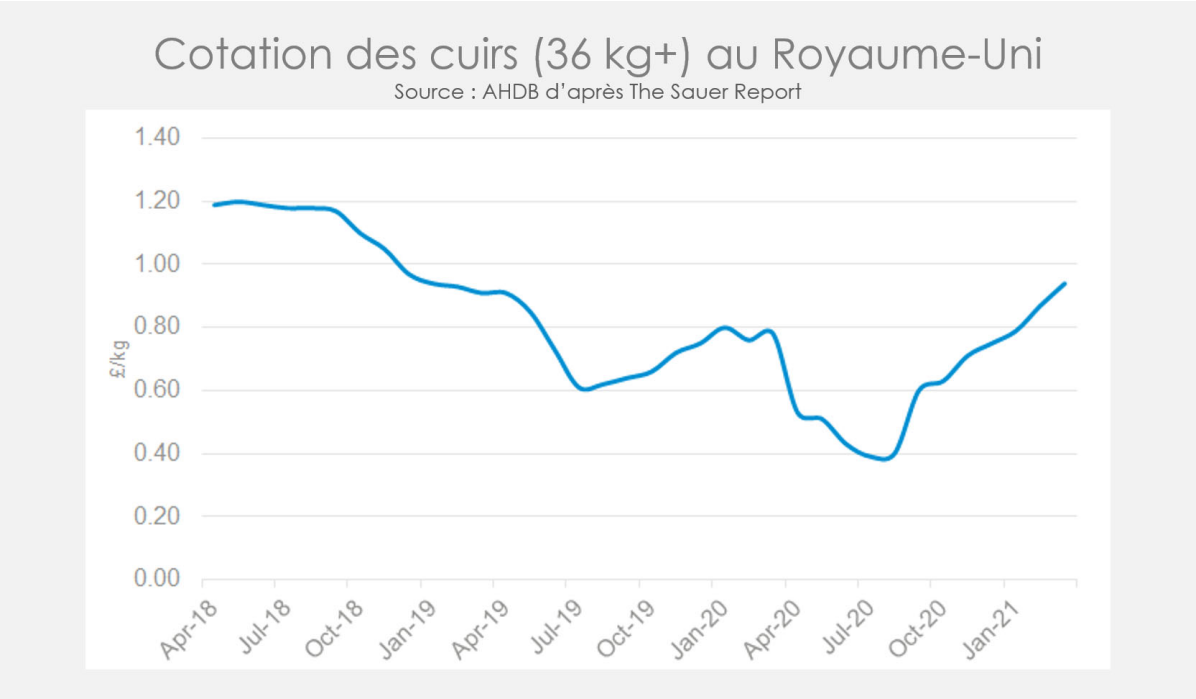
La hausse saisonnière des cours s'est poursuivie, battant chaque semaine de nouveaux records. Début mai, le cours de la vache O atteignait 2,97 £/kg de carcasse (+29% /2020 et +13% /2019) soit 3,42 €/kg de carcasse en semaine 17 ! Et les cours de toutes les catégories de bovins ont suivi la même tendance à la hausse.



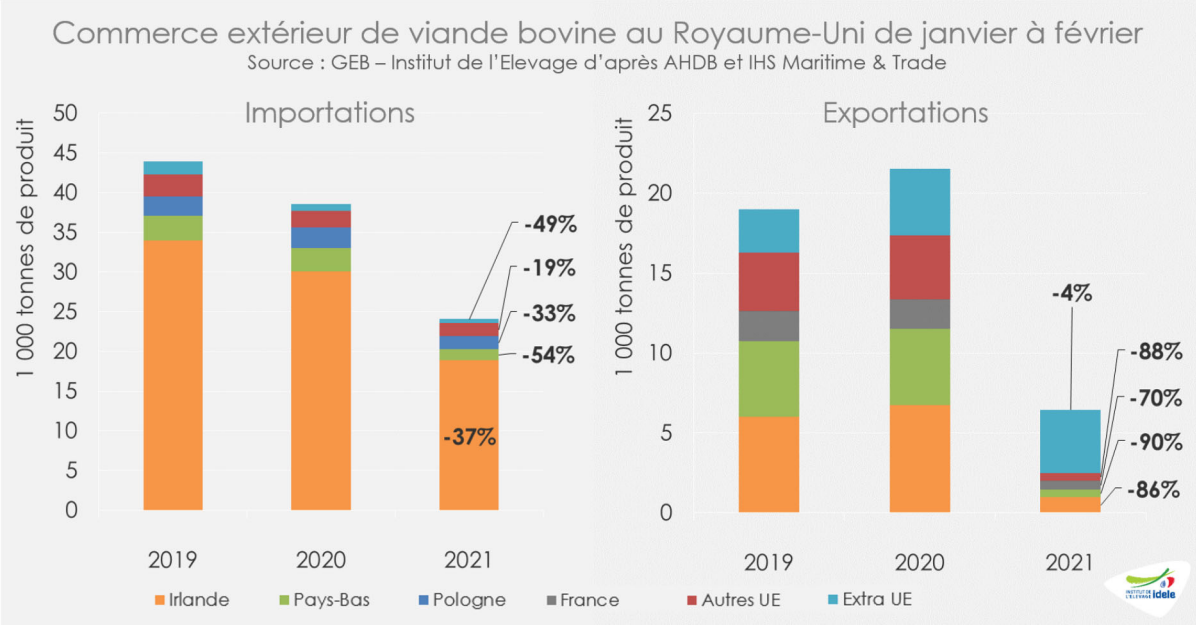
S'ils restent limités, les abattages de gros bovins se sont légèrement redressés pour toutes les catégories. Sur les quatre dernières semaines connues (s.14 à 17) ils ont légèrement progressé (+2% /2020 et +7% /2019). Les abattages de bœufs (-3% /2020 et +2% /2019) et de génisses (-2% /2020 et +9% /2019) atteignent des niveaux intermédiaires entre les deux années précédentes. Ceux de vaches (+9% /2020 et +7% /2019) et surtout ceux de JB (+26% /2020 et +31% /2019) ont enregistré de nettes progressions.



Du côté des cuirs, le marché avait été durement touché au début de la pandémie de coronavirus. En effet, le secteur de la tannerie avait été pratiquement fermé notamment en Italie entraînant une chute des cours dans le monde entier. D'après AHDB, la situation s'est bien redressée depuis, les cotations dépassant nettement le niveau d'avant pandémie. Les hausses pourraient être plus difficiles désormais au Royaume-Uni malgré des abattages en retrait : les récentes hausses de prix ont été soutenues par des acheteurs italiens qui ont désormais reconstitué leurs stocks et la hausse des prix du fret limite désormais l'intérêt de l'exportation d'une partie des produits vers la Chine d'après AHDB.

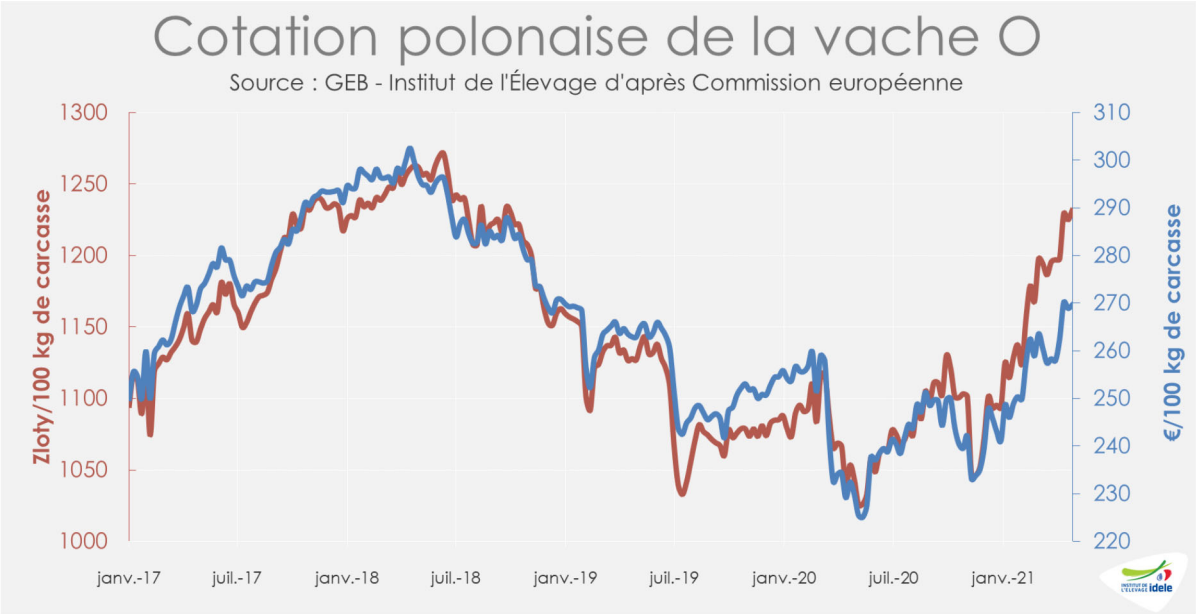


En janvier puis février, le commerce extérieur britannique de viande bovine s'est effondré, notamment vers l'UE alors que de nouvelles procédures douanières sont entrées en vigueur au 1er janvier 2021. Seulement 24 100 téc ont été importées (-38% /2020 et -45% /2019) et 6 400 téc exportées (-70% 2020 et -66% /2019) sur deux mois.



POLOGNE : poursuite du redressement des cours

Le cours de de la vache O polonaise a poursuivi son redressement. Il a repris 12 centimes d'euros (+5%) en avril pour remonter à 2,70 €/kg de carcasse en semaine 17 (+16% /2020 ; +3% /2019). Avec la dépréciation du zloty des semaines passées, le redressement a été encore plus soutenu pour les éleveurs polonais.



Les prix polonais restent tout de même très compétitifs à l'export. Sur le 1er trimestre 2021, la France a ainsi par exemple importé 8 800 téc de viande bovine polonaise (+13% /2020 et -2% / 2019) malgré des disponibilités en retrait.

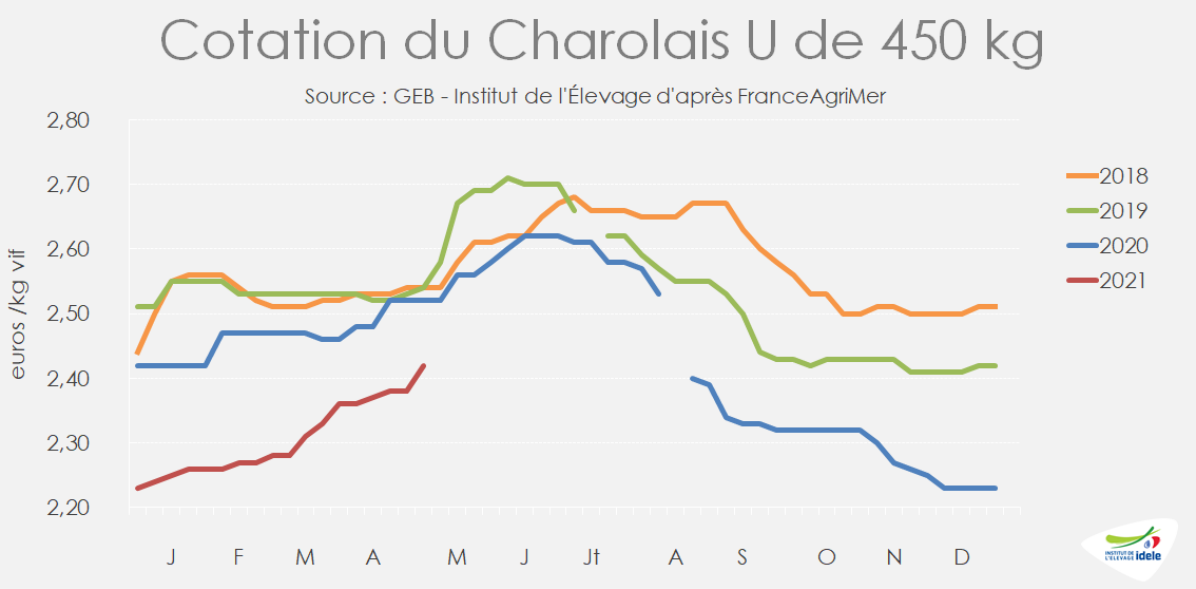
Viandes bovines » Maigre »

La hausse des cours des mâles se poursuit

Dernière révision le 18 mai 2021

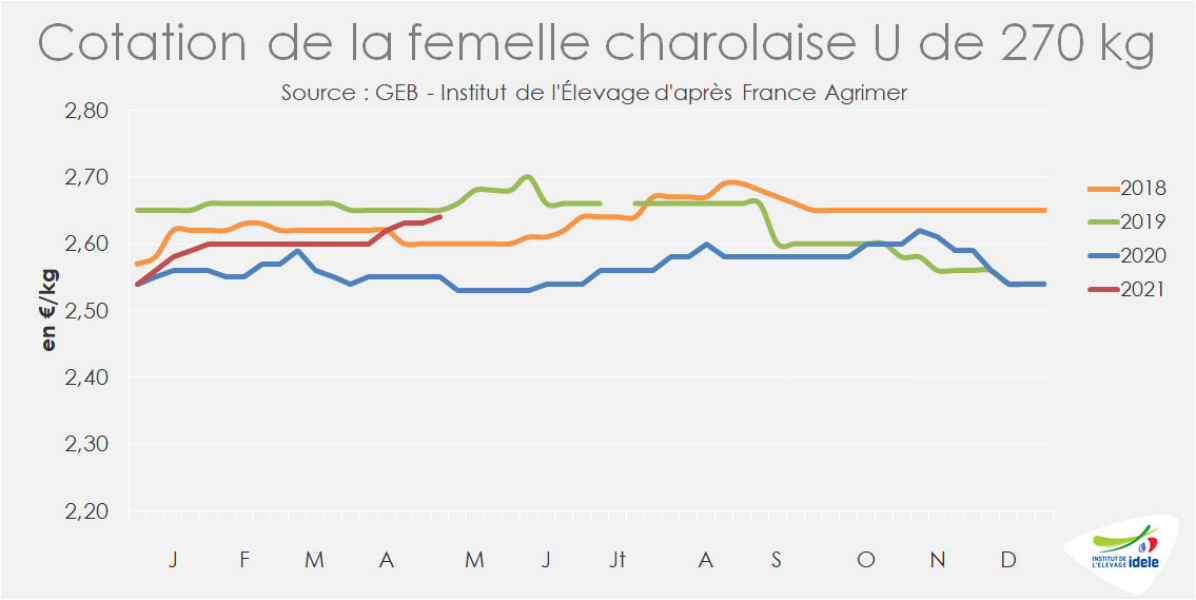
En mâles, les cotations ont suivi leur hausse saisonnière sans toutefois rattraper les cours de 2020. En femelles, les prix étaient toujours fermes. Les exportations de broutards ont été très dynamiques en mars, particulièrement vers l'Espagne, et soutenues vers l'Italie en avril.

En mâles, une hausse des cotations bienvenue



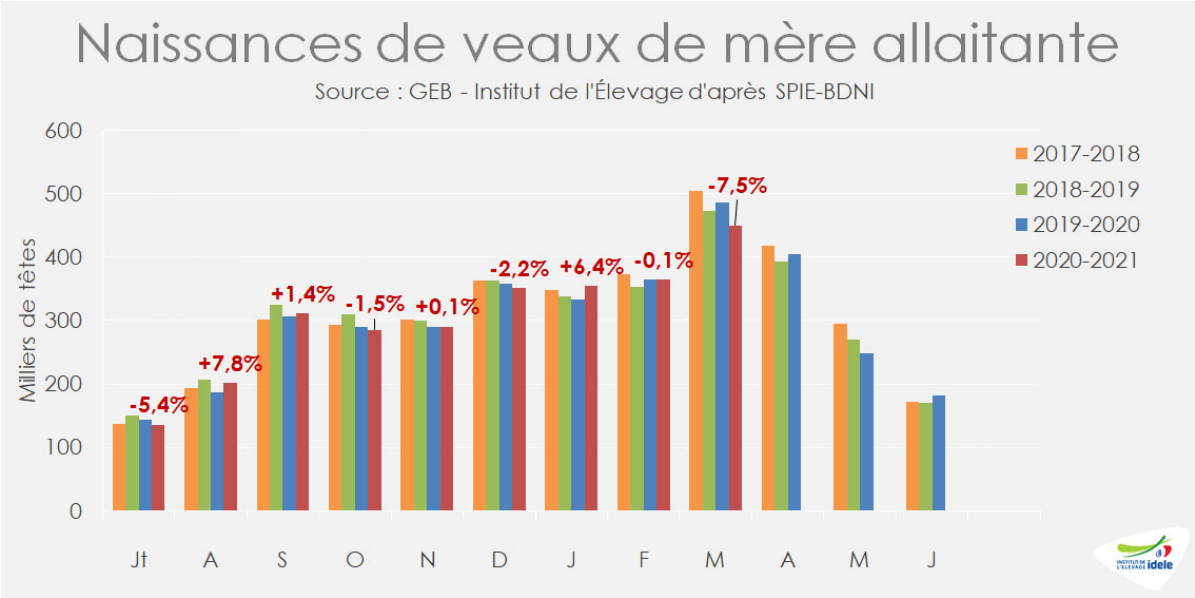
L'écart entre les cotations 2021 et 2020 s'est réduit en avril et début mai. En semaine 18, le Charolais U de 450 kg cotait 2,42 €/kg vif soit -10 cts /2020 (-6%). Il a gagné 6 cts en quatre semaines (+3%). En semaine 18, le Charolais U de 350 kg cotait 2,62 €/kg à -15 cts /2020 (-5% /2020 et -6% /2019). Au 11 mai, le cours du JB fini italien à Modène était stable depuis début décembre.

En mâles plus légers, le prix du Limousin E de 350 kg (plus demandé) était de 2,78 €/kg soit -1% /2020 et -6 %/2019. Le croisé R de 300 kg était quant à lui à 2,37 €/kg (-6% /2020 et -10% /2019).



En femelles, la cotation de la Limousine E de 270 kg affichait toujours une grande stabilité à 2,82 €/kg, soit toujours +7 cts /2020 (+3%) et +1% /2019. La Charolaise U de 270 kg a même profité d'une hausse de +4cts en 4 semaines et cotait à 2,64 €/kg à +4% /2020 et stable /2019, prouvant l'attrait toujours constant pour ces animaux en Italie et en France.

Stabilité des naissances de veaux de mère allaitante



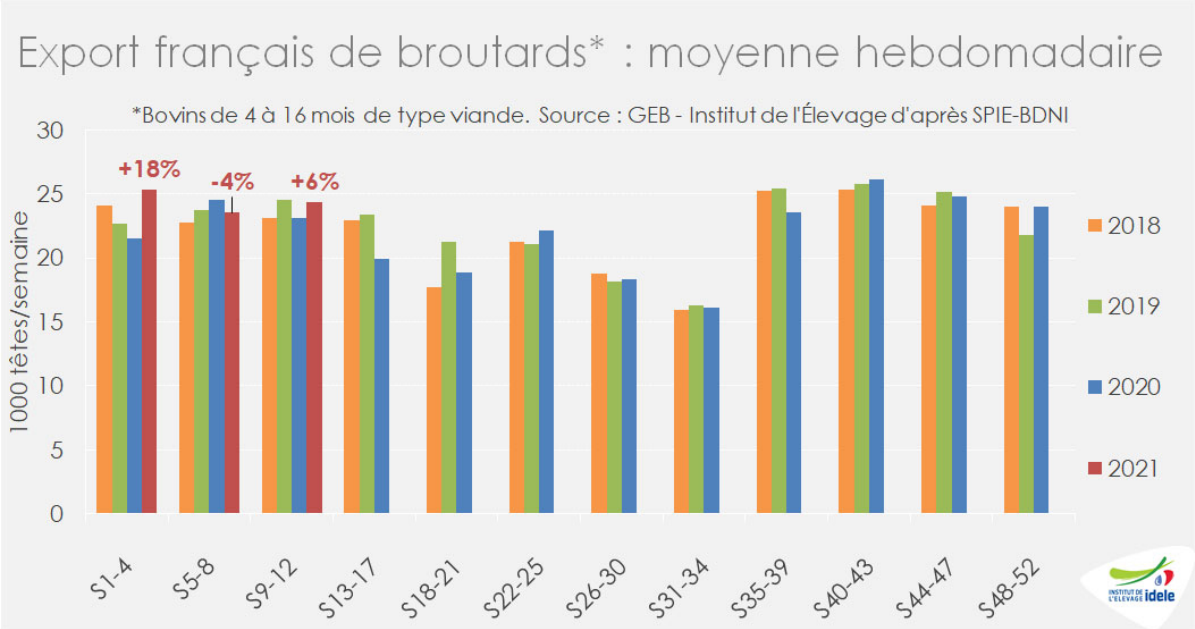
En mars 2021, au pic saisonnier des naissances allaitantes, 450 000 naissances ont été enregistrées par SPIE-BDNI, soit 36 000 naissances de moins qu'en mars 2020 (-7,5% /2020). Par contre, les naissances avaient cru de +21 000 têtes en janvier 2021 (+6,4% /2020). La mise à la reproduction a peut-être mieux réussi début 2020, avançant une partie des naissances … ou nous assistons aux premiers effets de la baisse du cheptel de mères allaitantes. En effet au 1er avril, la France comptait 3 792 000 vaches allaitantes, en recul de -75 000 têtes soit -1,9% /2020.

En cumul de juillet 2020 à mars 2021, 2 745 000 veaux sont nés de mère allaitante, soit un effectif quasi-stable par rapport à la campagne précédente (-0,6%).

Des mâles de 6-12 mois plus nombreux début avril

Au 1er avril 2021, 516 000 mâles de mère allaitante de 6-12 mois étaient présents en ferme, soit +2% /2020, mais -2% /2019. En revanche, les mâles de mère allaitante les plus jeunes (0-6 mois) étaient moins nombreux, à 969 000 têtes d'après la BDNI (-1% /2020 et -2% /2019).

Des exports de broutards dynamiques en mars et en avril



Selon SPIE-BDNI, 97 000 bovins de 4-16 mois ont été exportés entre les semaines 9 et 12, soit +6% /2020 mais légèrement moins qu' en 2019 (-1%). Le covid-19 avait fortement perturbé les envois français de broutards vers les pays tiers et vers l'Espagne en mars 2020 : vers le Maghreb, arrêt à l'époque des exports faute d'agréage possible en France ; en Espagne, les inquiétudes sur le débouché RHD et les exports vers les pays tiers avaient freiné les achats des engraisseurs.

En cumul sur la période s1-s12 de l'année 2021, 293 000 bovins de 4-6 mois de type viande ont été exportés, soit une hausse de +6% /2020 et +3 % /2019. Le très fort démarrage de janvier 2021 et la dynamique de mars 2021 expliquent cette hausse. En cumulé sur s1-s12, les envois ont augmenté de +8% pour les femelles et de +5% pour les mâles. Les femelles ont représenté 37% des envois sur cette période.

Vers l'Espagne en mars selon les Douanes, la France a expédié 13 500 broutards (+39% /2020, mais tout de même -11% /2019). En mars 2021, les engraisseurs espagnols ont envoyé des bovins vivants vers le Liban et l'Arabie saoudite et des bovins finis vers les abattoirs (RHD en cours de réouverture en Europe et Ramadan en Algérie). Les engraisseurs espagnols ont racheté des veaux nourrissons mais aussi des broutards légers français qui valorisent plus vite les céréales renchéries.

Toujours selon les Douanes, en mars, la France a exporté 9 300 broutards vers les pays tiers (x 4,7 /2020 et +10% /2019), dont 4 900 broutards vers Algérie (+144% /2020), alors impactée par le covid-19, et 4 300 broutards vers Israël. Les envois de broutards vers l'Algérie en avril auraient été plus calmes du fait du Ramadan.

Selon les données TRACES les plus récentes, la France a envoyé vers l'Italie 94 000 bovins de tous types sur la période du 28/03 au 01/05, soit +9% /2020.

Le règlement européen de Santé Animale en vigueur dans l'UE-27 depuis le 21 avril

Dans le cadre de ce règlement européen, l'Italie poursuit sa dérogation au délai d'attente après vaccination contre la FCO : 2 injections de vaccin contre le sérotype 8, puis délai d'attente réduit à présent de 10 à 7 jours.

L'Espagne s'est fortement rapprochée de la position italienne et acceptera au 1er septembre 2021 des bovins après 2 injections de vaccin (sérotypes 4 et 8) avec un délai d'attente ramené de 60 à 10 jours. Enfin, l'Espagne a finalement accepté de poursuivre l'importation de veaux nourrissons non issus de cheptel vacciné, désinsectisés depuis 14 jours avec une PCR négative pour la FCO.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Les cours ont décroché, le marché est encombré

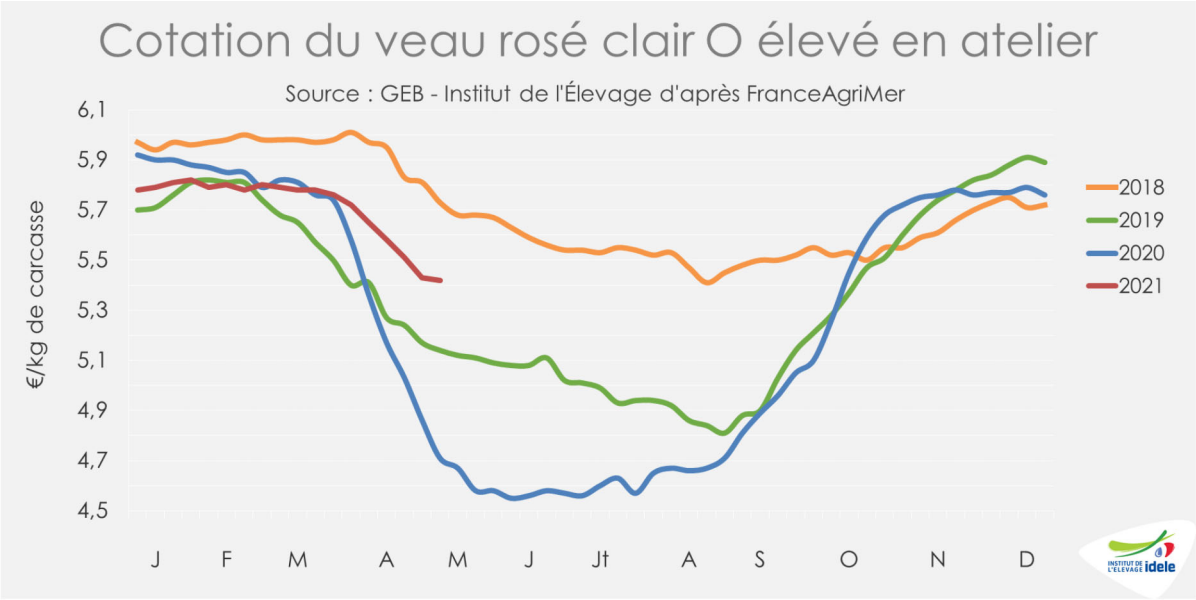
Dernière révision le 18 mai 2021

Les cours du veau gras ont entamé une baisse saisonnière marquée en avril avant de se stabiliser en semaine 18, à l'approche de la Pentecôte. Les restrictions sanitaires du

3ème confinement ont pesé sur la consommation. Les sorties ont été ralenties alors même que les coûts alimentaires explosent.

La cotation du veau gras s'est fortement dégradée

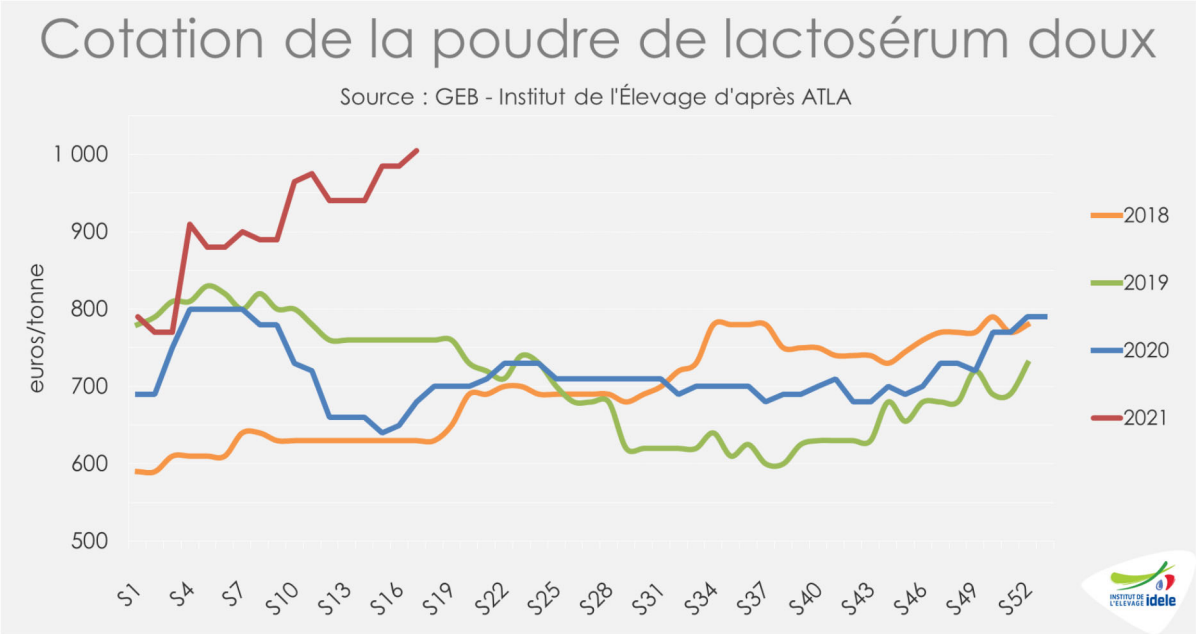
La baisse saisonnière de la cotation du veau rosé clair O, amorcée fin mars, s'est poursuivie de façon marquée en avril. Les cours ont reculé de 23 centimes entre les semaines 14 et 18 pour atteindre 5,42 €/kg de carcasse. Ils restent supérieurs de +15% par rapport au niveau très dégradé de 2020 et de +5% /2019. La chute de la cotation a ralenti en semaine 18, ne perdant qu'un centime en une semaine : l'approche de la Pentecôte, période de mise en avant de la viande de veau, pourrait permettre de stabiliser la cotation au mois de mai.



La cotation du veau de boucherie rosé clair R a fléchi en avril : à 6,15 €/kg de carcasse, elle se situe 57 centimes au-dessus de son niveau de 2020 (+10%).

Les cours alimentaires s'envolent

Les cours de la poudre de lactosérum destinée à l'alimentation animale ont continué de progresser de façon spectaculaire. Ils ont atteint 1 005 €/t en semaine 17, dépassant de +48% leur niveau de 2020.

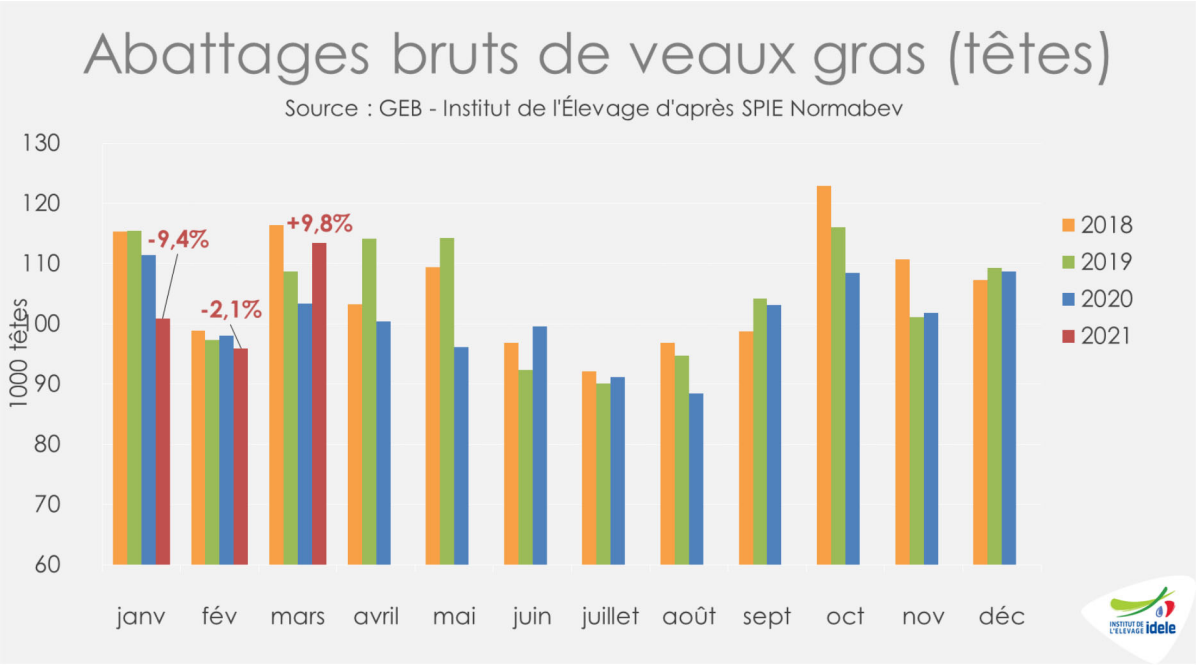


La hausse des cours des ingrédients laitiers a fait augmenter l'IPAMPA des aliments d'allaitement pour veaux qui a atteint l'indice 118 en mars 2021 (base 100 en 2015), soit 1,9 point au-dessus de son haut niveau de 2020 à pareille époque. L'IPAMPA des autres aliments pour veaux était de l'indice 109,3 (+8,3 points /2020).

La baisse saisonnière des cours des veaux gras ne permet pas aux opérateurs de répercuter la hausse des coûts de l'alimentation sur le prix de vente des carcasses.

Le poids et l'âge moyen ont augmenté en mars

Les abattages bruts ont rebondi en mars à 113 000 têtes (+10% /2020) pour 16 500 téc de viande (+11% /2020). Cette hausse de la production d'une année sur l'autre est avant tout liée à la contraction des abattages en mars 2020, fortement ralentis avec l'instauration du confinement. En effet, le nombre de têtes abattues n'a progressé que de +4% par rapport au mois de mars 2019, qui comptait 2 jours ouvrés de moins, et est en repli de -2,5% /2018 (1 jour ouvré de moins).



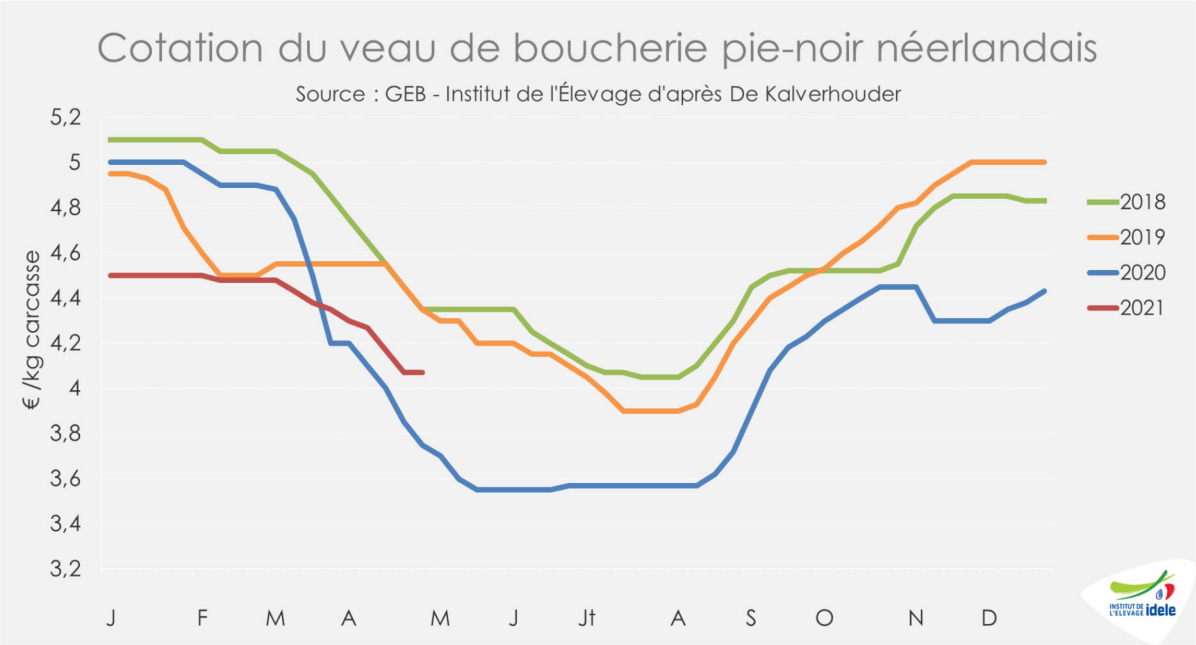
Le marché du veau de boucherie demeure déséquilibré, la demande ne s'est que partiellement maintenue au premier trimestre du fait de la fermeture d'une partie de la RHD. Ce déséquilibre se manifeste par une baisse saisonnière marquée des cotations depuis fin mars, un vieillissement des animaux abattus et un alourdissement des carcasses. En mars, le poids moyen des veaux abattus était de 147,3 kg, soit 1 kg de plus qu'en 2020 et 2019. Les veaux se sont alourdis de 2,8 kg en un mois.

L'âge à l'abattage a également progressé à 186,2 jours (+2,4 jours /2020). La hausse des abattages au mois de mars est peut-être due au rattrapage des faibles abattages du début de l'année 2021, afin d'abattre les animaux avant qu'ils ne dépassent l'âge limite de 8 mois.

Recul des abattages de veaux néerlandais

Aux Pays-Bas, la production de viande de veau a reculé de -18% /2020, à 29 600 téc sur les deux premiers mois de l'année 2021. Le marché a été fortement impacté par la fermeture de la RHD dans les pays importateurs de viande de veau néerlandaise.

La réouverture progressive des terrasses des bars et des restaurants dans certains pays européens (depuis le 26 avril en Italie et à partir du 19 mai en France) fait espérer une reprise des ventes. Selon De Kalverhouder, la cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais s'est stabilisée à 4,07 €/kg de carcasse en semaine 18 (+9% /2020).



Les opérateurs attendent avec impatience la campagne de communication de la Pentecôte

Une importante campagne de communication autour de la viande de veau est prévue en semaine 20, avant le week-end de Pentecôte. Ces opérations de mise en avant pourraient éviter une trop forte baisse de la cotation, d'autant plus que les mauvaises conditions climatiques prévues sont favorables à la consommation de viande de veau. Les opérateurs espèrent de bonnes ventes qui permettront de résorber l'encombrement des sorties.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

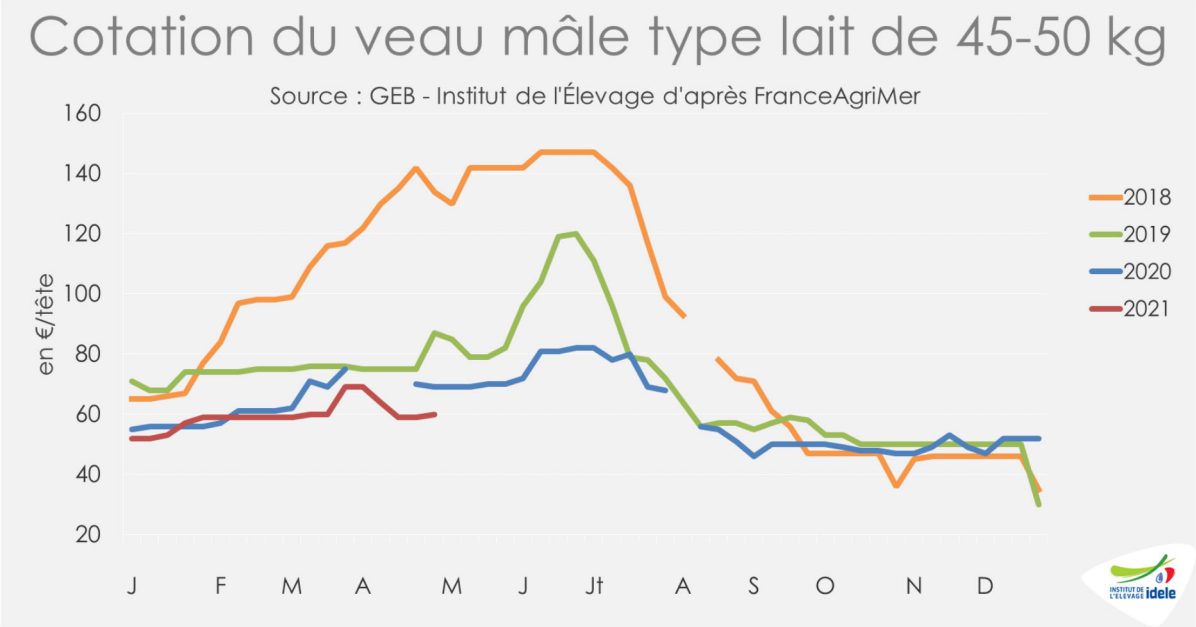
Pas de remontée saisonnière des cours

Dernière révision le 18 mai 2021

Le creux des vêlages laitiers au 1er semestre tire habituellement vers le haut les cotations des veaux nourrissons. Mais cette année encore, les prix stagnent en raison de l'encombrement du marché du veau de boucherie et de la forte hausse des coûts alimentaires. La hausse saisonnière des prix espagnols a été stoppée nette fin mars.

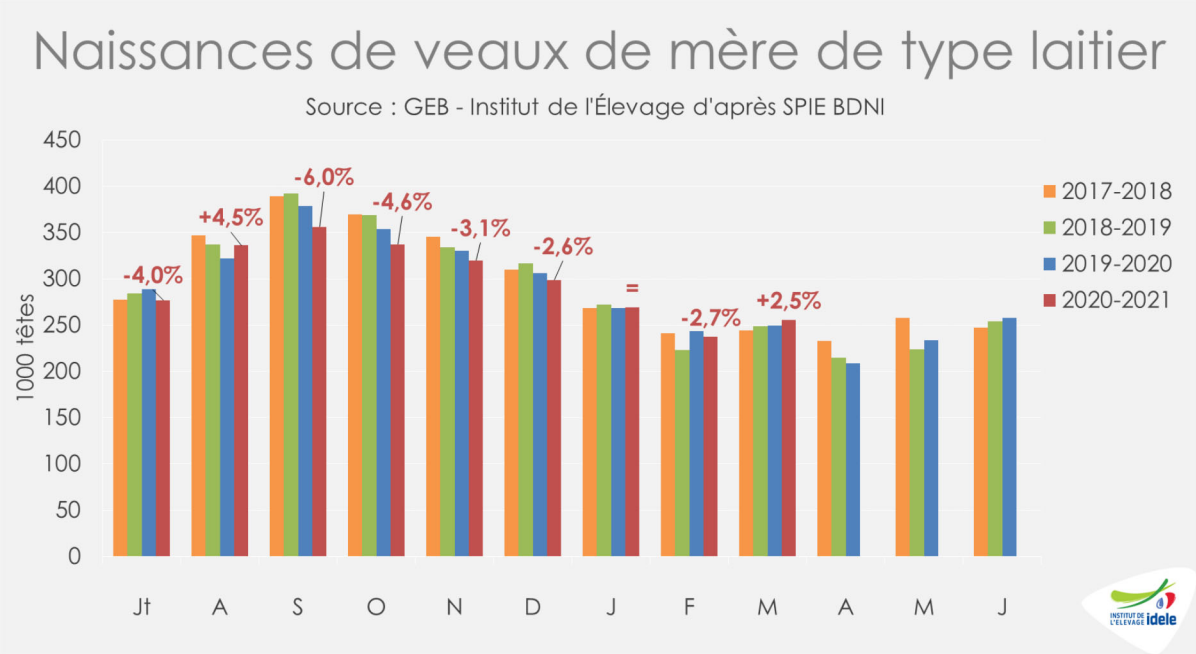
Les cours sont au plus bas

Le marché du veau nourrisson est équilibré en quantité : la faible offre liée au creux des naissances laitières correspond à la demande peu soutenue dans un contexte d'encombrement du marché du veau de boucherie. Néanmoins, la cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg est au plus bas : à 60 €/tête, elle est inférieure de 9 € à son très faible niveau de 2020 et de 27 € /2019. La hausse des coûts des matières premières fait pression sur les cours.



Les naissances laitières maintenues au 1er trimestre 2021

Les naissances laitières ont progressé au mois de mars, malgré une baisse de -2,0% /2020 des effectifs de vaches laitières présentes dans les élevages au 1er avril 2021. 256 000 veaux sont nés de mère laitière, soit une hausse de +2,5% /2020.

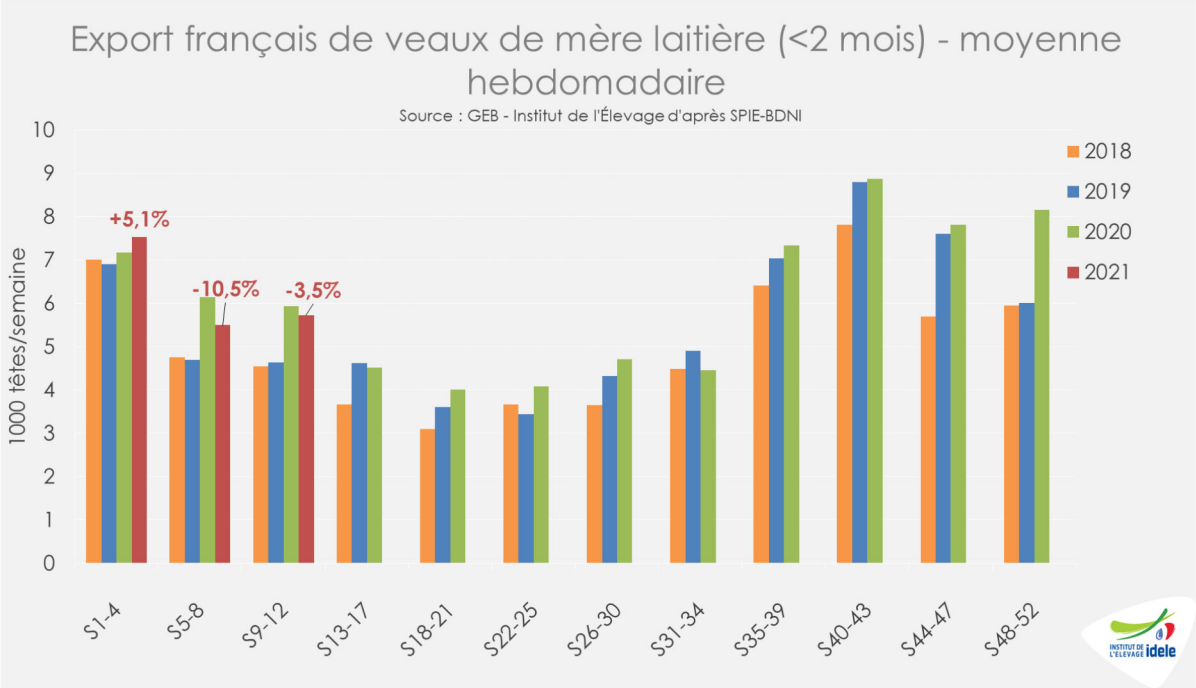


Cette progression des naissances au mois de mars 2021 concerne l'ensemble des types raciaux. Les naissances de veaux laitiers purs ont augmenté de +2,0% /2020 (173 000 têtes), les croisés laitiers de +5,0% (21 000 têtes) et les croisés lait x viande de +3,6% (61 000 têtes). Aussi, les naissances laitières se sont maintenues au premier trimestre de l'année 2021. 761 500 veaux sont nés depuis le mois de janvier soit = /2020 et +2,4% /2019. Elles sont même plutôt en hausse par rapport à l'année 2020, qui était une année bissextile.

En revanche, la progression des naissances laitières au premier trimestre 2021 n'a pas compensé la baisse du second semestre 2020 : les naissances ont reculé sur les 9 premiers mois de la campagne 2020-2021, avec 2 686 500 têtes depuis juillet 2020, soit -2,0% /2019-20.

En mars, les exportations ont été soutenues

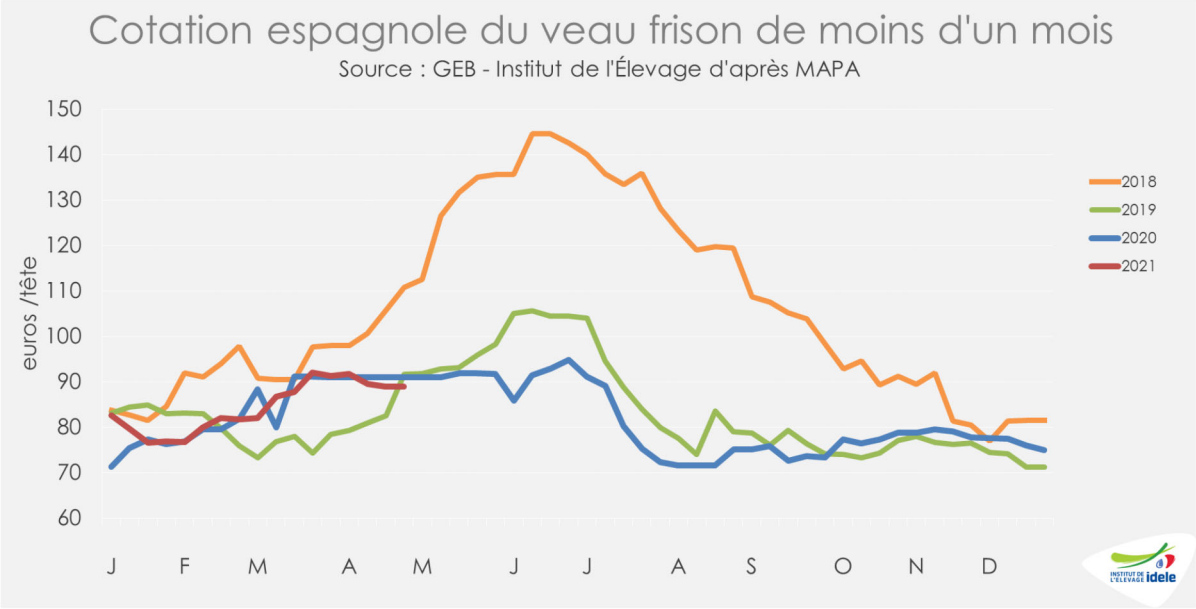
Selon les données SPIE-BDNI, 23 000 veaux de moins de deux mois ont été exportés en mars 2021 (semaines 9 à 12) soit une baisse de -3,5% par rapport aux exportations particulièrement dynamiques de mars 2020. Les envois français de veaux nourrissons restent néanmoins supérieurs de +24% /2019.



Au total, 87 000 têtes ont été exportées au 1er trimestre 2021, soit une légère baisse de -0,7% par rapport au premier trimestre 2020 mais une hausse de +14% /2019.

Coup d'arrêt pour la hausse saisonnière de la cotation du veau frison en Espagne

Au premier trimestre, la hausse saisonnière de la cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois était plutôt marquée. Mais les cours ont stoppé net leur progression en avril. A moins de 89 €/tête en semaine 17, la cotation du veau frison est repassée sous son niveau des années précédentes (-2% /2020 et -3% /2019). La hausse du cours des matières premières pousse les engraisseurs à limiter le coût d'achat des veaux.



En avril, les engraisseurs espagnols auraient encore maintenu leurs achats de veaux nourrissons. Dans le même temps, ils auraient davantage acheté de broutards, leur attrait pour des animaux plus âgés grandissant. La demande espagnole ne devrait cependant pas redresser le prix des veaux laitiers dans les prochaines semaines.

La faible collecte européenne soutient les marchés

Dernière révision le 18 mai 2021

1La collecte se rétablit progressivement en Allemagne et moins nettement en France, après un net fléchissement cet hiver. Ainsi la collecte de l'UE-27 aurait retrouvé son niveau de l'an dernier en avril, grâce aussi au dynamisme de l'Irlande, de la Pologne et dans une moindre mesure de l'Italie.

Très bien orientés depuis janvier, les cours des ingrédients laitiers s'apprécient plus modérément depuis avril. Face à une demande internationale toujours ferme, le rétablissement progressif de la production laitière européenne améliore l'équilibre offre/demande d'autant que la production laitière demeure dynamique aux États-Unis.

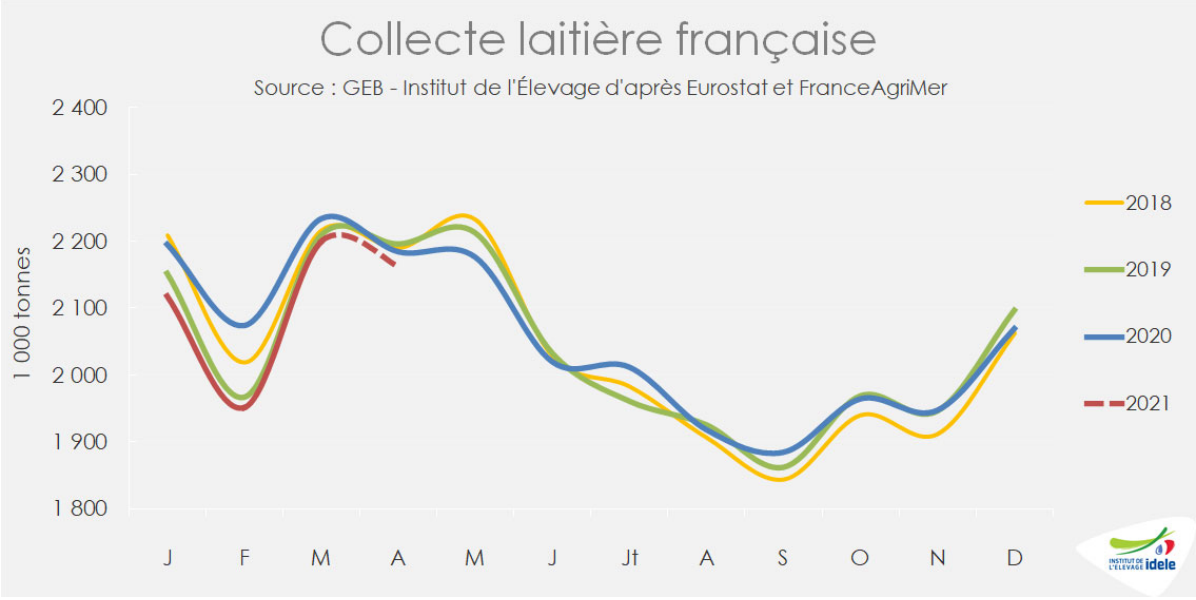
Léger rebond de la collecte européenne

Dernière révision le 18 mai 2021

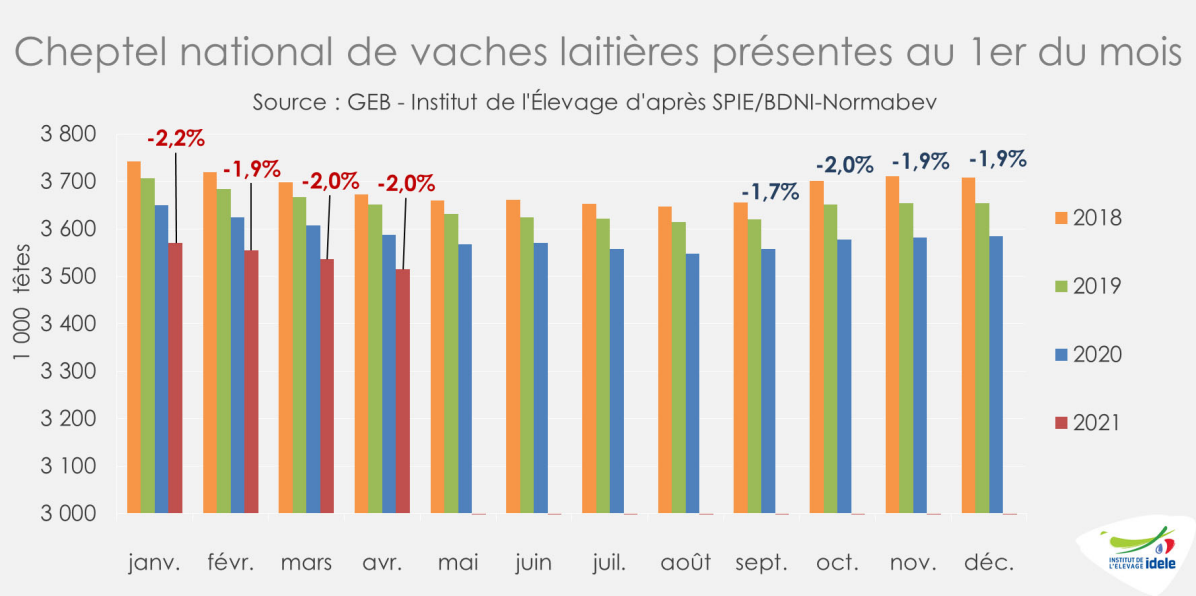
La forte croissance de la collecte irlandaise, et dans une moindre mesure celle de la Pologne, permet à la collecte européenne d'enregistrer un léger rebond en mars, malgré le nouveau repli des deux premiers pays producteurs, l'Allemagne et la France.

Nouveau recul de la collecte française

Après les replis enregistrés en janvier (-3,4% /2020) et février (-2,6%, effet année bissextile neutralisé), la collecte laitière française a poursuivi son recul en mars (-1,5%) et en avril, avec environ -1% d'après notre estimation basée sur les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Au total sur le 1er quadrimestre, la collecte aurait fléchi de -2,1% d'une année sur l'autre (effet bissextile neutralisé), soit son plus bas niveau depuis 2013.



Plusieurs facteurs expliquent cette baisse. Tout d'abord l'orientation baissière du cheptel national de vaches laitières, avec -2% au 1er avril, après un pic à -2,2% au 1er janvier 2021. A 3,52 millions de têtes début avril, soit près de 72 000 vaches de moins qu'un an auparavant, le cheptel est à un nouveau point bas historique.



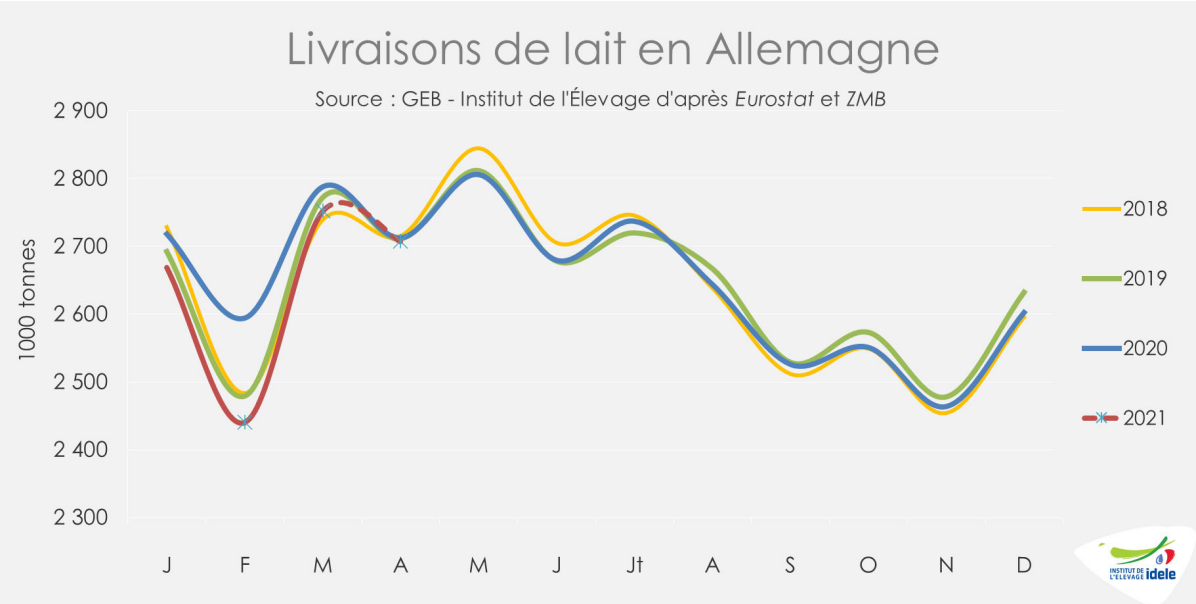
La hausse des coûts de production pèse également sur le contexte économique comme l'illustre l'indice général Ipampa qui n'a cessé de progresser depuis le début du 2nd semestre 2020. Il a atteint en mars un nouveau record à 110,1 (base 100 = 2015), soit + 6% d'une année sur l'autre. Cette augmentation est due à la hausse des coûts des aliments achetés, qui se sont stabilisés en mars, et de l'énergie.

De son côté, le prix du lait n'a pas encore intégré la hausse des coûts de production ni répercuté celle des cours des commodités laitières.En mars, le prix du lait standard (38/32, SIQO compris) était en recul de 5 €l d'un mois sur l'autre à 344 €/1 000 l, mais a retrouvé son niveau de 2020. Pour le lait conventionnel standard, le recul approchait 4 €, à 324 €/1 000 l.

Enfin, les conditions météorologiques n'ont pas favorisé la pousse de l'herbe. Le froid d'abord, puis les faibles précipitations dans de nombreuses régions ont limité les coupes et retardé la mise à l'herbe, certains éleveurs devant distribuer du fourrage pour compléter le pâturage.

Une collecte européenne tirée par l'Irlande

Sur le point d'atteindre son pic saisonnier, les livraisons **allemande** affichent une hausse saisonnière limitée. Après un recul d'une année sur l'autre en janvier et février, elles se sont de nouveau repliées en mars pour le 8ème mois consécutif (-1,3% /2020), mais devraient, en avril, se rapprocher de leur niveau de 2020 (-0,2%) d'après les données hebdomadaires. Le prix du lait est remonté en mars (+5 € d'un mois sur l'autre) pour retrouver son niveau de 2020 (326 €/1 000 l, au standard 32/38).

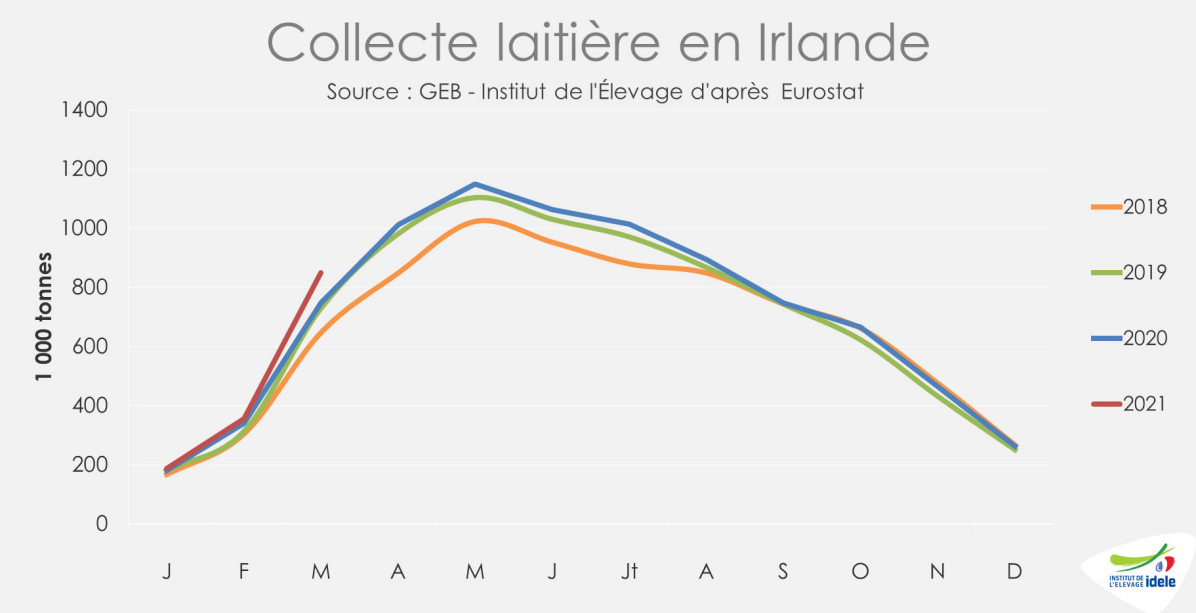


Aux **Pays-Bas**, la collecte a enregistré en mars son 4ème mois de repli consécutif (-0,7% /2020). Sur le 1er trimestre, la collecte néerlandaise accuserait ainsi une baisse de 1,3% d'une année sur l'autre, à 3,49 Mt. Depuis février 2020, les prix demeurent en effet peu attractifs, en lien avec l'arrivée de la pandémie, se situant entre 5 € et 33 €/t de lait sous le niveau de l'année précédente. Mais depuis début 2021, le prix garanti de Friesland Campina ne cesse de progresser, repassant en avril au-dessus de son niveau de 2020, à 360 €/t (+10 € /2020).

En mai, il progresse à nouveau à 375 € et creuse l'écart avec le prix en recul de 2020 et pourrait entraîner une hausse de la collecte néerlandaise.

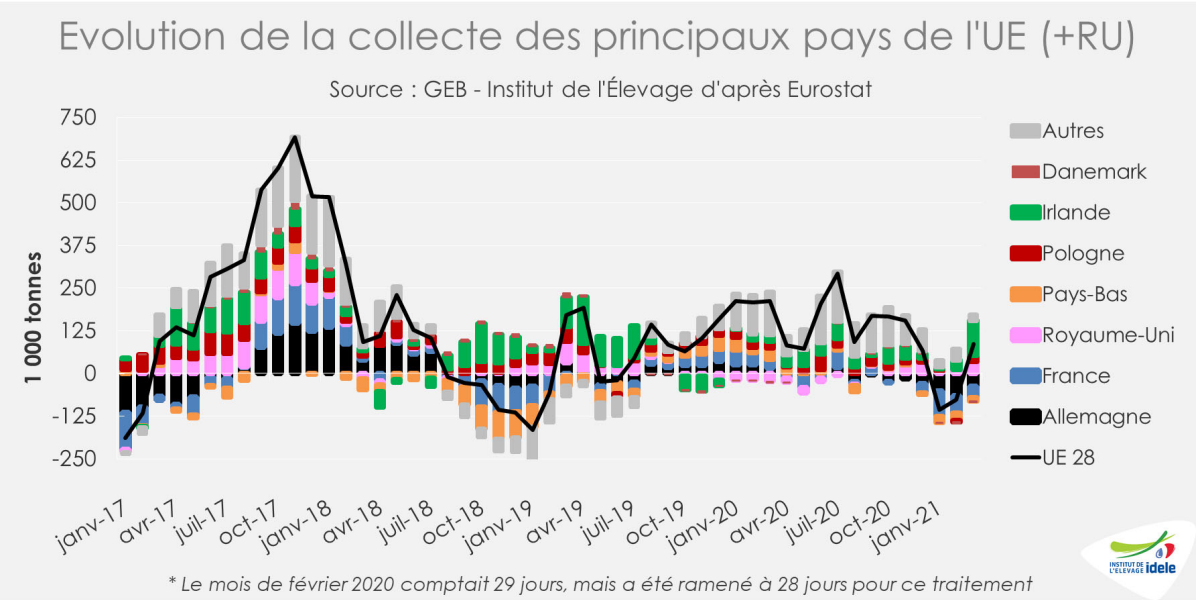
Ces baisses de collecte des 3 premiers pays laitiers de l'UE-27 sont plus que compensées par le dynamisme de quelques pays, Irlande en tête.

La collecte de la république **irlandaise** a encore progressé de +13,5% /2020 en mars, signant un nouveau record historique. Sur le 1er trimestre, la croissance a dépassé +10% /2020, effet année bissextile neutralisé. Cette envolée s'explique par des conditions météorologiques favorables et un prix du lait motivant. Tiré par la progression des prix des commodités laitières, le prix du lait irlandais demeure élevé en fin de 1er trimestre (370 €/1 000 l, +17% /2020) et tarde à enclencher sa baisse saisonnière. A l'approche du pic de collecte, le sentiment de confiance dans le marché semble fort et l'on peut s'attendre à des nouveaux records de production en avril et en mai.



Après un léger repli en février, la collecte **polonaise** a repris sa progression en mars (+1,7% /2020) et affiche une modeste hausse sur le 1er trimestre (+0,6% /2020, effet année bissextile neutralisé).

Après deux mois de repli, la collecte dans l'**UE-27** a enregistré en mars un léger rebond (+0,5% /2020), en très grande partie dû à l'envolée de la collecte irlandaise qui a plus que compensé le recul des trois premiers producteurs européens.



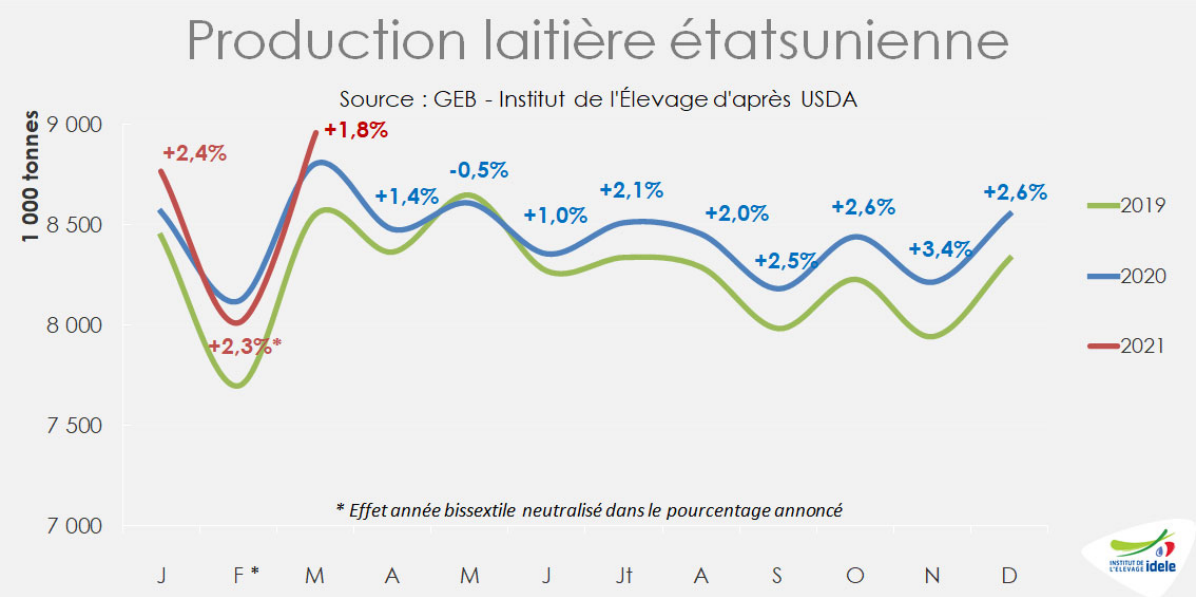
Au **Royaume-Uni**, les livraisons de lait ne cessent de croître. Après des hausses modérées en janvier (+0,6% /2020) et février (+1,1%, effet année bissextile neutralisé), elles ont progressé en mars de +2,6% /2020, à 1,38 million de tonnes. Malgré des conditions climatiques fraîches en avril, les livraisons auraient dépassé le niveau de l'année dernière, notamment tirées des prix du lait en hausse.

Les États-Unis et la Nouvelle-Zélande abondent le marché

Dernière révision le 18 mai 2021

Face à une UE-27 à la peine et à des conditions climatiques difficiles en Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande tirent la production des principales zones exportatrices.

Aux **États-Unis**, le dynamisme de la production laitière ne s'est pas démenti en mars. Selon l'USDA, elle a progressé de +1,8% /2020, établissant un nouveau record pour ce mois, à 8,95 millions de tonnes.



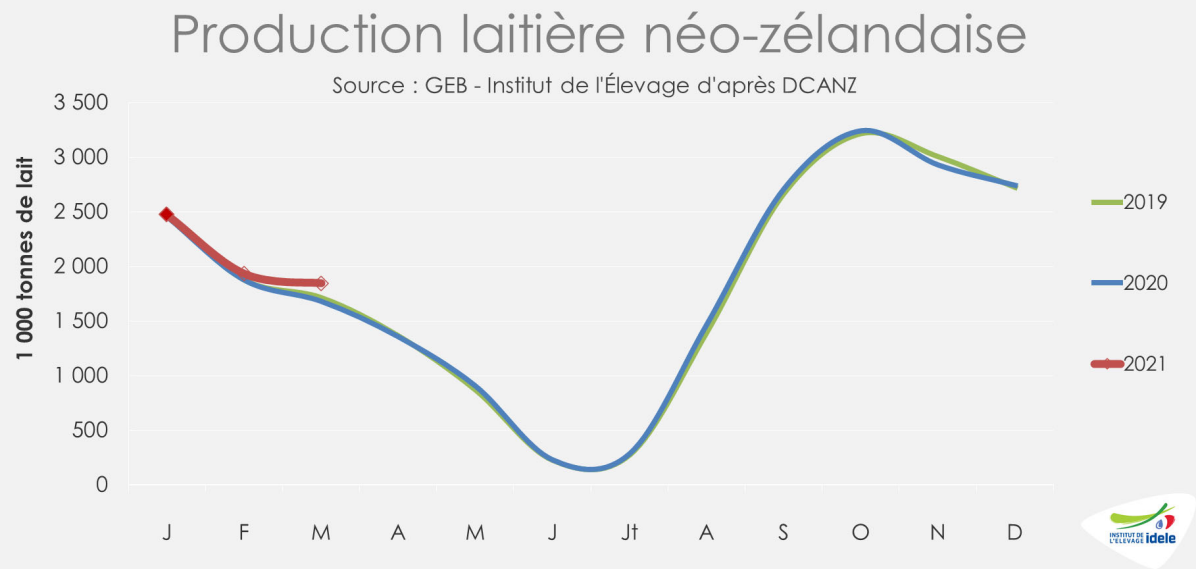
Cette progression provient d'une part d'un cheptel plus étoffé en mars (+0,8% /2020 soit + 77 000 têtes), même si l'écart s'est réduit par rapport à 2020, qui atteint l'effectif historique le plus élevé à 9,47 millions de vaches laitières. D'autre part, les rendements laitiers ont poursuivi leur progression (+1% /2020), mais enregistrent leur plus faible hausse depuis le mois de juin 2020, notamment dans les États de la côte Ouest (Californie, Idaho, Washington et Oregon).

La hausse du coût alimentaire semble avoir marqué une pause en mars. Couplée à un prix du lait en progression d'un mois sur l'autre (+7 $ à 384 $/t en mars), la marge sur coût alimentaire a donc légèrement rebondi (+5 $ d'un mois sur l'autre, à 142 $/t) après avoir chuté de 125 $/t en 3 mois. Le prix du lait devrait à nouveau progresser en avril, suivant l'évolution des prix des fromages. Cependant, le rythme de croissance devrait ralentir au 2nd semestre, sous l'effet de la hausse des coûts alimentaires et face à une production qui avait été très dynamique en 2020.

Nouvelle-Zélande : forte hausse de la production en mars

En baisse saisonnière, la production néozélandaise a progressé en mars pour le 4ème mois consécutif, avec un bond de près de 10%, par rapport à un mauvais mois de mars 2020. A 1,84 million de tonnes, il s'agit cependant du 3ème mois de mars le plus élevé dans l'histoire laitière du pays, grâce à des précipitations bienvenues, situées près de 20% au-dessus des niveaux saisonniers moyens des 20 dernières années. En outre, l'abattage de vaches laitières et de génisses en mars a reculé pour le deuxième mois consécutif (-11% /2020).

Sur les 10 premiers mois de la campagne 2020/2021, la production néozélandaise a progressé de +1,8% /campagne précédente.



Les prévisions de prix du lait de Fonterra sur la campagne 2020/21 ont été révisées à la hausse en mars de 0,40 US$ / kg MS pour une fourchette de 7,30-7,90 US$/kg MS en raison de la forte demande en Chine et en Asie du Sud-Est. Le prix du lait sur la campagne pourrait atteindre le niveau le plus élevé depuis sept ans.

Les producteurs laitiers néo-zélandais sont dans une situation favorable à l'entrée de la nouvelle campagne, avec des prix en hausse et une forte demande pour leur produit laissant présager une nouvelle croissance de l'offre. Au-delà de tout événement météorologique défavorable, les risques les plus importants devraient être un ralentissement de la demande chinoise et dans une moindre mesure une hausse du coût alimentaire.

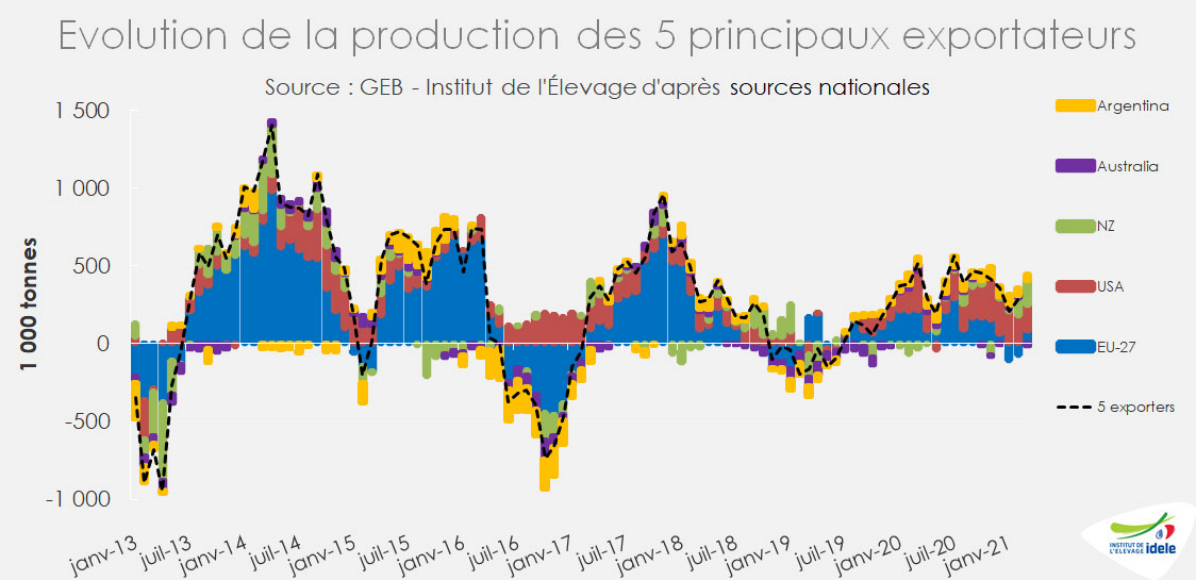
Australie : la production plie sous la météo

En **Australie**, Les conditions météorologiques pèsent toujours fortement sur la production laitière. Après les incendies et la sécheresse en 2020, de fortes inondations provoquées par des pluies soutenues dans l'Est du pays ont affecté le secteur laitier en mars. Certaines fermes n'ont pu être collectées tandis que d'autres ont été endommagées et ont perdu une partie de leur cheptel. En outre, les éleveurs laitiers continuent de faire face à des pénuries de main-d'œuvre.

En mars, la production a reculé de -2% /2020, effaçant la hausse des deux premiers mois de l'année. Sur les 9 premiers mois de la campagne, la croissance de production n'est plus que de +0,6% par rapport à la campagne précédente.

Enfin, en **Argentine**, la collecte a affiché en mars son 21ème mois consécutif de croissance (+4,4% /2020).

En somme, la production dans ces **5 principaux exportateurs mondiaux** a progressé en mars de près d'environ +1,6% /2020, grâce aux fortes hausses aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande.

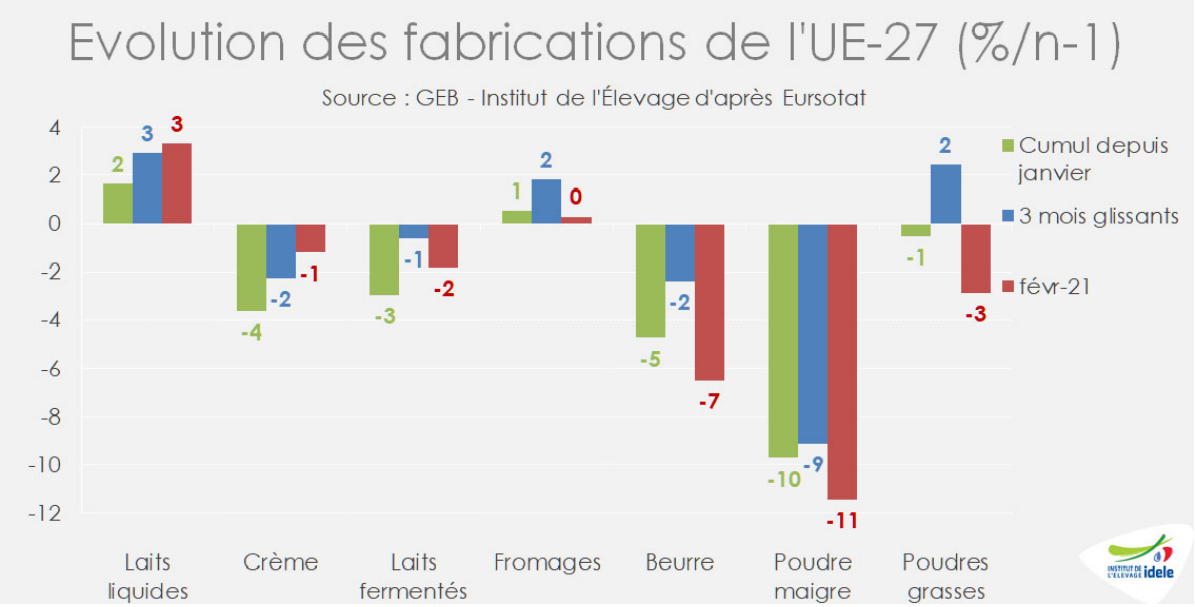


Tous les voyants au vert

Dernière révision le 18 mai 2021

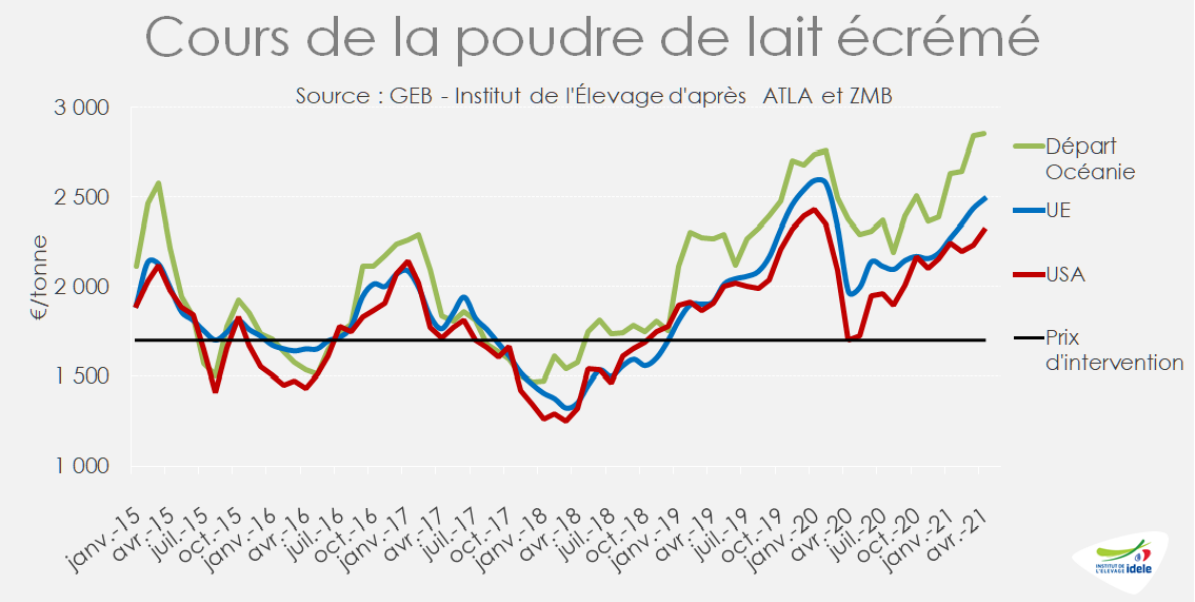
Très bien orientés depuis janvier, les cours des ingrédients laitiers s'apprécient plus modérément depuis avril. Face à une demande internationale toujours ferme, le rétablissement progressif de la production laitière européenne améliore l'équilibre offre/demande d'autant que la production laitière demeure dynamique aux Etats-Unis.

Le fort ralentissement de la collecte européenne a réduit en premier lieu les fabrications de beurre et poudre maigre au 1er trimestre. Celles de fromages et de poudres grasses ont peu varié d'une année sur l'autre, tandis que celles de laits liquides sont restées dynamiques, la fermeture plus ou moins totale de la restauration commerciale stimulant les achats de laits conditionnés. En revanche, les fabrications de crème conditionnée et de laits fermentés ont reflué de -4% et -3% sur la même période.Les exportations de l'UE-27 sur pays tiers ont globalement bien résisté à la chute de la collecte. Les fabricants ont puisé dans leurs stocks et la demande européenne globale a probablement marqué le pas.



Poudre maigre : des cours toujours bien orientés

Le cours de la poudre maigre dans l'UE-27 a dépassé le seuil de 2 500 €/t début mai, soit désormais son plus haut niveau depuis début 2014, à la veille de la seconde crise laitière. Il s'est apprécié de +280 € en quatre mois (+13%) et de +30% en un an. La poudre maigre européenne demeure plus compétitive que la poudre océanienne (2 850 €/t en avril), mais moins que les fabrications états-uniennes (2 320 €/t en avril).



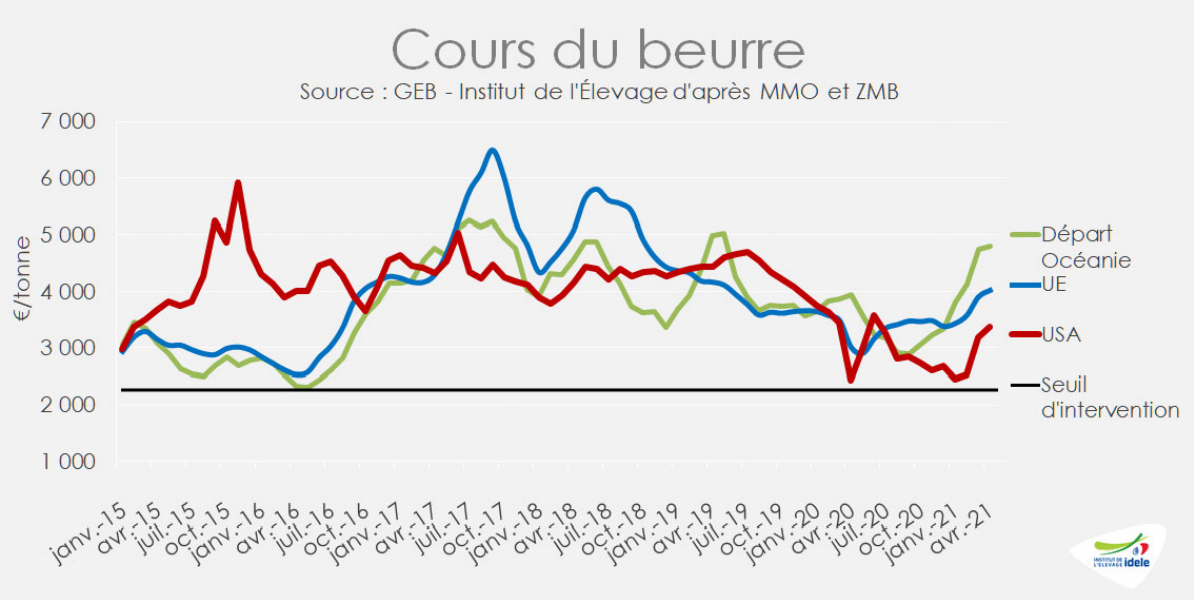
La hausse des cours s'explique par les disponibilités ralenties dans l'UE-27, partiellement compensées par les disponibilités plus abondantes aux États-Unis, face à une demande internationale toujours ferme. Les principaux importateurs, Chine en tête, ont accru leurs achats sur les deux premiers mois (+13% /2020). En face les disponibilités des principaux exportateurs sont à peine suffisantes.

Les exportations de la Nouvelle-Zélande ont fortement fléchi (-25%) sur les deux premiers mois, celles de l'UE-27 ont été quasi maintenues (-2% à 145 000 t) grâce à du déstockage. Le dynamisme des exportations états-uniennes (+19% d'un hiver à l'autre) et le sursaut des exportations australiennes, argentines et uruguayennes, qui pèsent peu sur le marché mondial, ont presque compensé le recul de la Nouvelle-Zélande.

Dans les prochains mois, le repli européen et océanien devrait se renforcer tandis que les États-Unis devraient encore accroître leurs parts de marchés, grâce à des fabrications dynamiques et des stocks conséquents.

Beurre : Marché ferme

Le cours du beurre dans l'UE-27 s'est stabilisé autour de 4 000 €/t en avril, après avoir progressé de +19% en 4 mois et de +35% depuis un an. En France, il s'établit sur le marché spot à 4 290 €/t en 1ère semaine de mai, après avoir enregistré une hausse plus prononcée. En Océanie, il a continué de s'apprécier à 4 800 €/t en avril (+25% depuis janvier et +50% depuis un an). Les disponibilités y sont très réduites non seulement en raison de la baisse saisonnière de la production laitière, mais aussi des orientations industrielles de Fonterra qui privilégie les poudres grasses au mix beurre/poudre maigre.



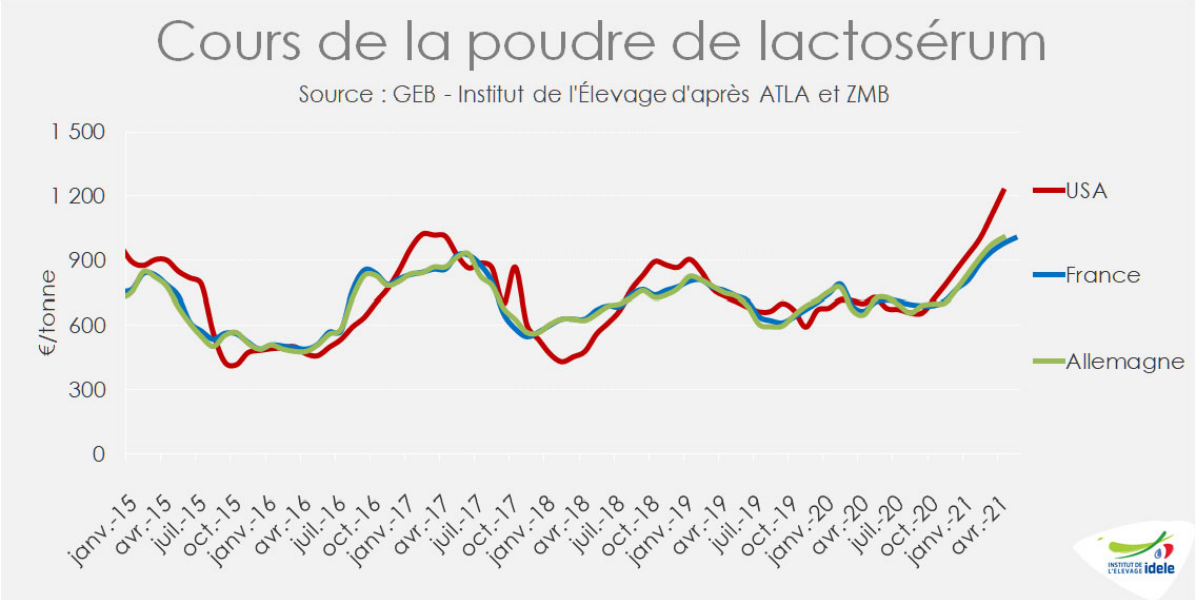
Dans l'UE-27, les fabrications sont aussi ralenties, alors que la demande européenne est plutôt robuste du fait notamment d'achats des ménages toujours importants. D'un côté, les exportations de beurre ont chuté de -22% /2020 sur deux mois, de l'autre les importations ont presque doublé (+83%), mais demeurent relativement marginales.

Aux États-Unis, malgré des fabrications quasi-stationnaires au 1er trimestre, les exportations ont plus que doublé à 12 000 t et les imports ont chuté du fait de stocks conséquents (+46 000 t sur la même période à 160 000 t début avril). La demande intérieure de beurre est visiblement moins ferme. Très bas à l'entrée de l'hiver, le cours du beurre s'est apprécié de +900 €/t à 3 360 €/t en avril, mais demeure bien moindre que dans l'UE et en Océanie.

Les exportations océaniennes de beurre ont aussi reculé de -6% à 81 000 t, si bien que les échanges internationaux ont reflué significativement, de -12% sur les deux premiers mois de 2021 selon ATLA, faute de disponibilités. La Chine a notamment réduit ses achats de beurre (-17% à 26 500 t sur janvier-février) qui proviennent essentiellement de Nouvelle-Zélande, tandis qu'elle a accru ceux de beurre européen, à 3 000 t. Cela reste un volume modeste comparé aux exportations néozélandaises (>20 000 t).

Lactosérum en poudre : Flambée des cours

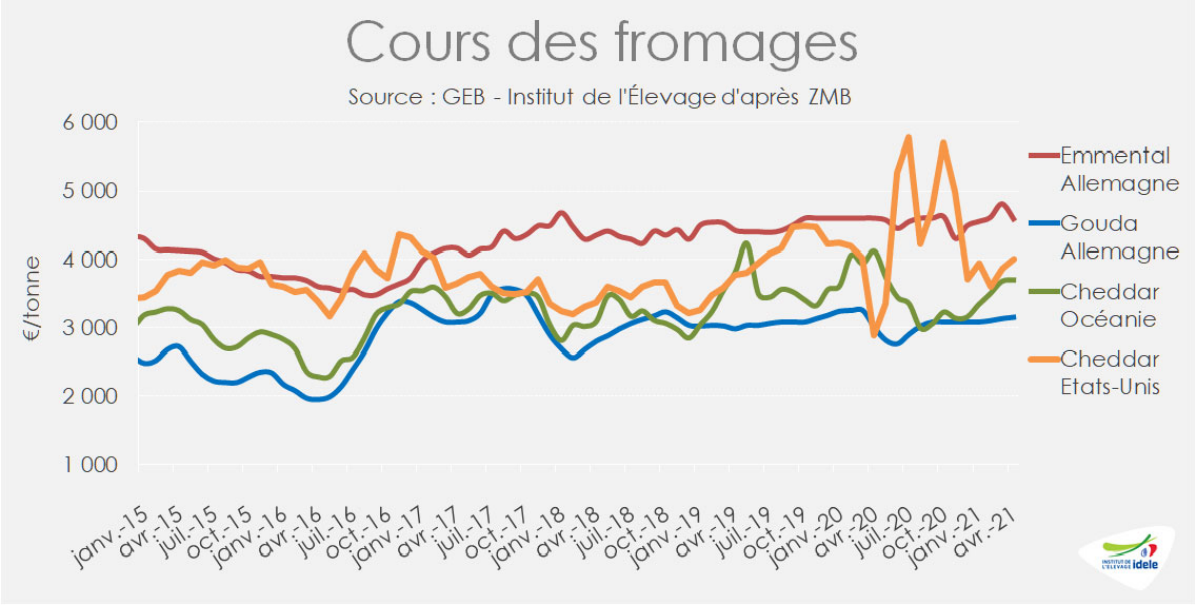
Le prix de la poudre de lactosérum a franchi le seuil des 1 000 €/t fin avril en France. Soit +27% en 4 mois et +48% en un an. Elle a rejoint le haut niveau de début 2014, avant la seconde crise laitière. La demande chinoise tire toujours les cours. Ses importations ont bondi de +50% en deux mois à 125 000 t, essentiellement en provenance des deux principaux fournisseurs, l'UE-27 et les États-Unis, qui ont chacun accru de près de un quart leurs exportations totales sur la même période. Les achats chinois pourraient cependant ralentir si les difficultés de recapitalisation du cheptel porcin en Chine se confirmaient.



Aux États-Unis, les fabrications de poudre lactosérum ont toutefois marqué le pas au 1er trimestre, malgré les fabrications fromagères croissantes, du fait du dynamisme des fabrications de concentrés de protéiques sériques (+9% /2020 pour les WPC et +20% pour les WPI). Cette préférence pour les produits à plus forte teneur en protéines, fortement demandées sur les marchés intérieur et mondial, continue de maintenir la tension sur le marché du lactosérum en poudre.

Marché des fromages plutôt équilibré

Le cours de l'emmental est d'une grande stabilité en Allemagne (4 855 €/t en avril), tandis que celui du gouda, à 3 150 €/t en avril, s'est faiblement apprécié (+2% en 4 mois et +5% en un an). Le marché européen des fromages parait globalement bien équilibré avec des fabrications stables qui couvrent la demande intérieure et les débouchés extérieurs. Les exportations de l'UE-27 ont rebondi en février, après avoir traversé un trou d'air en janvier, et affichent un recul de -2% /2020 sur deux mois.



En revanche, le cours du cheddar s'est tendu en Océanie (+11% en 4 mois à 3 700 €/t en avril). La Nouvelle-Zélande peine à satisfaire la demande asiatique, en premier lieu chinoise (+33% sur 2 mois à 30 700 t). Ses exportations ont fortement progressé début 2021 (+9% /2020 sur deux mois). L'Australie et l'Argentine ont accru leurs expéditions aidées par une reprise de leur production laitière.

Enfin, les exportations états-uniennes ont été stables au 1er trimestre, malgré des fabrications dynamiques. La reprise de l'activité du *food service* a relancé la demande intérieure et tiré les cours, si bien que le cheddar états-unien à 4 000 € /t en avril est moins compétitif que l'océanien. En somme les échanges internationaux enregistrent un léger tassement.

Poudres grasses : cours stabilisés

En avril, les cours de poudres grasses se sont stabilisés à 3 155 €/t dans l'UE-27 et à 3 420 €/t en Océanie. Après avoir grimpé respectivement de +430 € et +820 € en quatre mois, ils se situent désormais +20% et +33% au-dessus de leur niveau d'avril 2020. Depuis janvier, les prix sont alignés de part et d'autre de l'Atlantique, suite à une plus forte remontée des prix aux États-Unis durant l'automne 2020.

Les échanges internationaux ont été très dynamiques au 1er trimestre, signe d'une demande croissante dans les pays déficitaires qui a stimulé les fabrications dans les principaux pays exportateurs. Les échanges internationaux auraient progressé au 1er bimestre de +6% d'une année sur l'autre, selon ATLA. La Nouvelle-Zélande a encore accru ses expéditions, l'UE-27 les a maintenues au même niveau que début 2020, tandis que les fournisseurs secondaires (Australie, Argentine et Uruguay) ont relancé leurs fabrications et leurs exportations grâce à la nette reprise de leur production laitière.

La Chine a acheté plus de la moitié des échanges supplémentaires (+9% à 243 000 t). Le Brésil a aussi doublé ses imports grâce à des disponibilités plus abondantes en Argentine et en Uruguay.

Lait de vache » France »

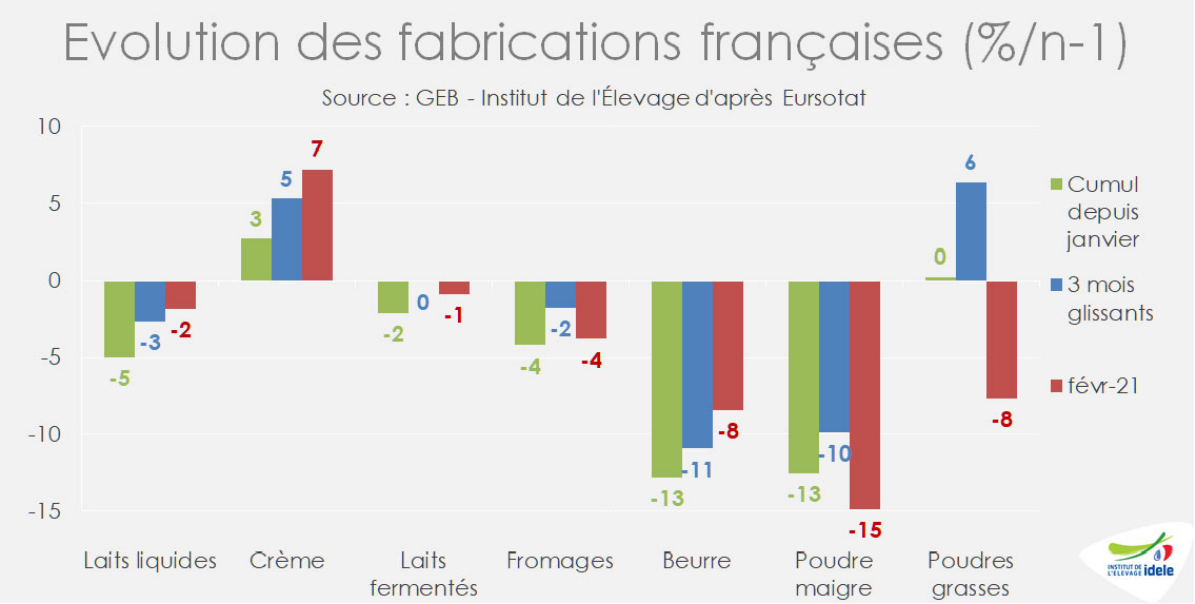
Bonne résistance de l'excédent commercial au reflux de la collecte française

Dernière révision le 18 mai 2021

Le fort ralentissement de la production de lait de vache au 1er trimestre a significativement modifié le profil des fabrications de produits laitiers et par voie de conséquence les échanges extérieurs.

Évolution contrastée des fabrications

Les fabrications de beurre et de poudre maigre ont chuté de -10% sur deux mois. Celles de fromages ont aussi reculé comme la collecte nationale (-4% /2020). Seules les fabrications de pâtes pressées non cuites ont été globalement stables, sous l'effet d'un bond des fabrications de raclette (+19%), mais d'une chute des fromages du Cantal (-13%) et des tommes (-5%).

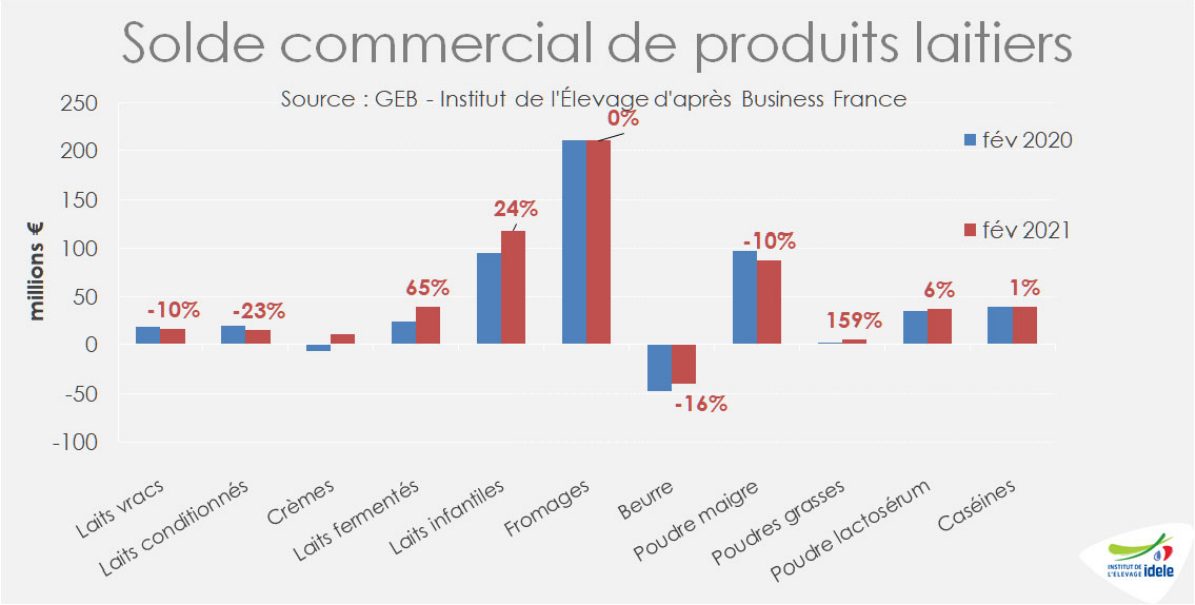


Les fabrications de laits conditionnés ont chuté de -4,5% /2020 sur deux mois, celles d'ultra-frais ont été stationnaires (effet année bissextile neutralisé). En revanche, les fabrications de crèmes conditionnées sont demeurées dynamiques (+5% /2020) en lien avec la demande des ménages toujours ferme.

Réduction de l'excédent laitier en volume, mais maintien en valeur

Le ralentissement de la production laitière française a mécaniquement réduit l'excédent de lait mesuré en équivalent lait, de -12% /2020. Les transformateurs ont toutefois maintenu les exportations totales de produits, si bien que les importations de produits laitiers ont bondi de +7% /2020 en équivalent lait, notamment pour suppléer les moindres fabrications d'ingrédients laitiers.

En valeur l'excédent commercial s'est en revanche amélioré, de +8% à 771 millions d'euros du fait d'un net fléchissement de la valeur totale des importations (-6% à 816 millions d'euros), tandis que les exportations sont demeurées relativement stables à 1,59 milliard € sur deux mois.



Des exportations stables en volume comme en valeur

D'un côté, la France a exporté davantage de produits à forte valeur ajoutée : laits infantiles, laits fermentés, crème et beurre conditionnés et poudres grasses. Mais moins de produits à moindre valeur, comme les laits vracs et de laits conditionnés qui ont chuté faute de disponibilités laitières.

De l'autre, les importations de produits laitiers ont reculé dans toutes les familles de produits, à l'exception des fromages (+37% en volume). Ainsi l'excédent en fromages a chuté de -60% à 19 000 t avec des exportations qui ont légèrement reculé de -8% sur la même période. Malgré cela les échanges extérieurs de fromages sont demeurés stables à 218 M€ ; la valeur unitaire des fromages importés ayant fortement baissé, tandis que celle des fromages exportés s'est sensiblement apprécié.

Le ralentissement des échanges extérieurs de laits (vracs et conditionnés) a ainsi réduit l'excédent commercial de la France pour ces produits. A l'inverse le dynamisme des échanges de crèmes a accru l'excédent commercial. Le dynamisme des exportations de laits fermentés, parallèlement à un tassement des importations, a fortement amélioré l'excédent commercial en valeur au premier bimestre 2021 (+65%).

Les exportations de laits infantiles ont faiblement progressé (+5% en volume, mais +19% en valeur), tandis que les importations se sont tassées en volume (-7%) mais ont progressé en valeur (+6%), ce qui a davantage amélioré l'excédent en valeur (+24% à 118 M€) qu'en volume (+9% sur la même période).

La demande chinoise toujours forte tend les cours

Dernière révision le 18 mai 2021

La demande dans les principaux bassins déficitaires, et notamment la Chine, reste active, face à des disponibilités plutôt contraintes. Une partie importante des flux mondiaux est captée par le géant asiatique, aux dépens de l'Union européenne et du Royaume-Uni.

Avec un marché allégé, les prix de la viande ovine sont exceptionnellement élevés en Europe comparativement aux prix océaniens.

Viande ovine » France »

Une demande moins active après Pâques

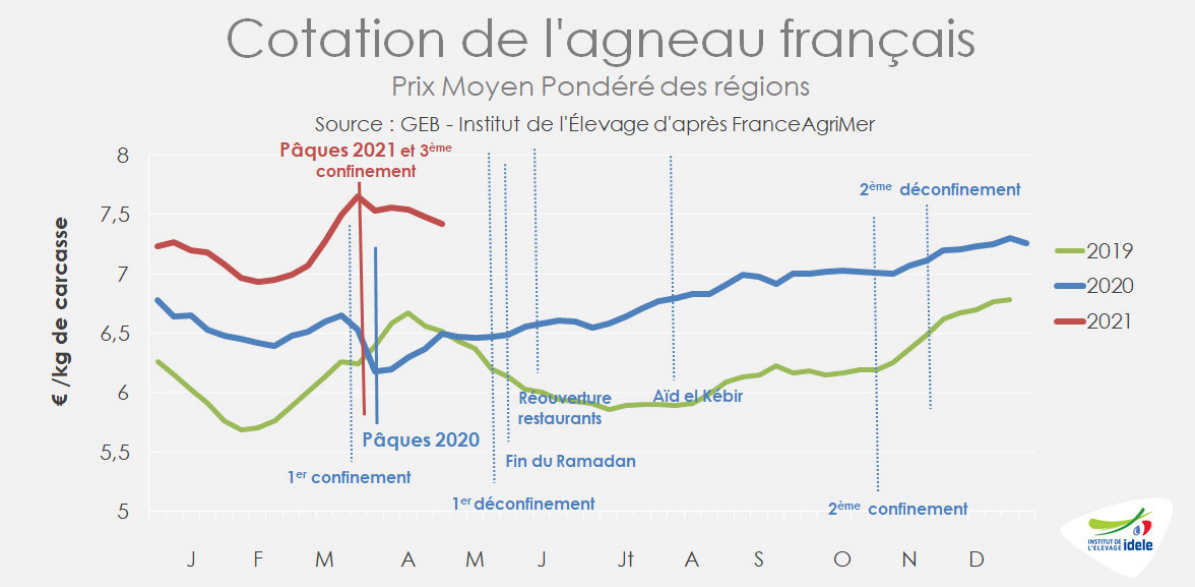
Dernière révision le 18 mai 2021

La demande en viande d'agneau a été forte pour Pâques et les abattages du mois de mars l'ont été tout autant pour approvisionner le marché. Les importations de viande ovine étaient toutefois en recul et la forte hausse des achats d'agneaux vivants a alors permis de compléter l'offre française lors de cette période cruciale pour la filière.

Le cours français poursuit sa lente baisse saisonnière

A 7,42 €/kg en semaine 18 (se terminant le 9 mai), la cotation française poursuit sa baisse saisonnière post-Pâques. Très modérée, celle-ci est contenue par une demande toujours active, grâce au Ramadan. En hausse de +0,92 €/kg d'une année sur l'autre, soit +14%, la cotation demeure à un niveau exceptionnellement élevé.

Les abattages français ont ralenti en avril, après avoir été particulièrement actifs au 1er trimestre et les importations sont probablement demeurées ralenties.

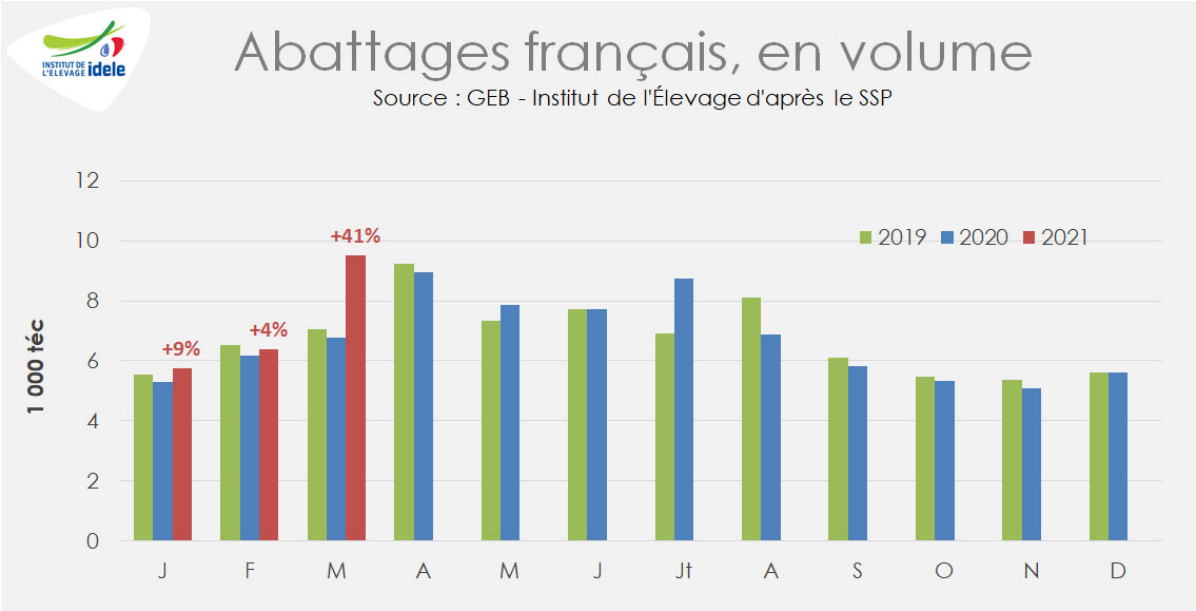


Des abattages français très dynamiques à l'approche de Pâques

Face à une demande des Français au rendez-vous pour célébrer l'agneau pascal, l'approvisionnement s'est accéléré au mois de mars. Il y a eu deux belles semaines d'abattages en 2021, comme ce fût le cas en 2019, pour Pâques (abattages en avril 2019 = 9 225 téc).

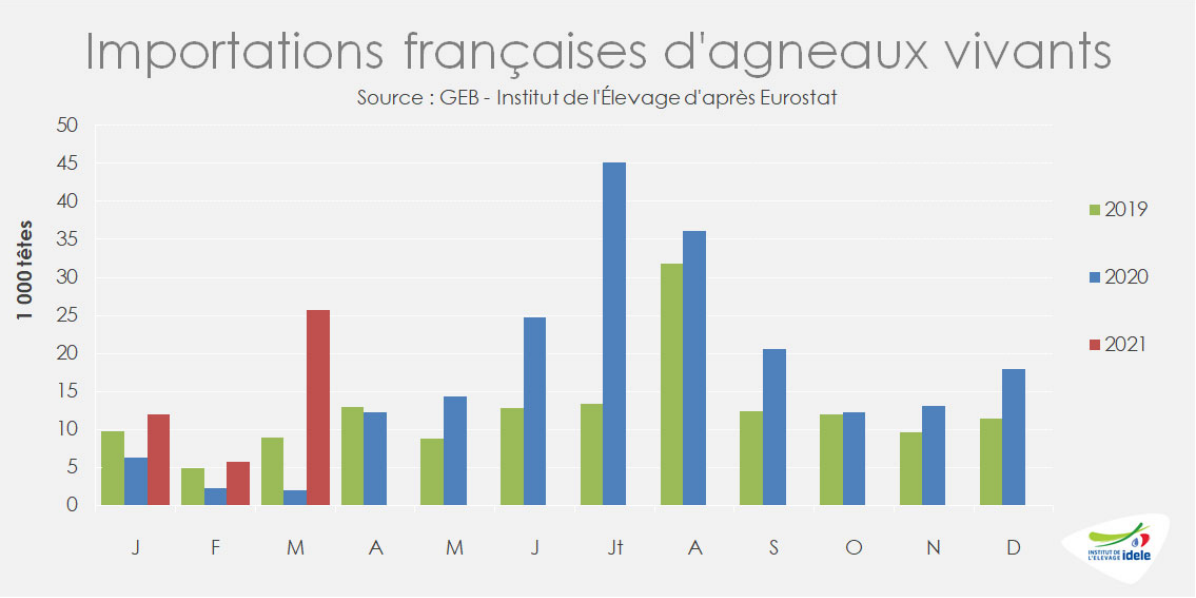
En mars 2021, à 9 527 téc, la production abattue a fortement progressé d'une année sur l'autre : de +2 800 téc soit +41% /2020. Cependant cette hausse est « seulement » de +3% comparée à avril 2019 (Pâques était le 21 avril) ou encore à mars 2018 (Pâques le 1er avril),.

Au 1er trimestre 2021, les abattages français de viande ovine ont fortement progressé en volume, de +19% /2020 et de +13% /2019, grâce à des importations d'agneaux vivants qui sont venues étoffer le disponible français.



Forte hausse des importations d'agneaux vivants pour Pâques

A l'approche de Pâques, les importations d'agneaux vivants ont été multipliées par 13 comparées à celles de mars 2020 et ont même presque doublé par rapport à mars 2018 (+93%). 25 700 agneaux ont ainsi été importés, principalement d'Espagne, pour étoffer la production nationale. L'arrêt des envois d'ovins vifs espagnols vers la Libye, depuis l'incident de décembre dernier (bateaux chargés de veaux espagnols refusés pour suspicion de FCO), a probablement provoqué un report vers d'autres clients importants, comme la France. Ces achats d'agneaux vifs sont venus contrebalancer des importations de viande en retrait et ont ainsi permis de répondre à la demande des ménages.

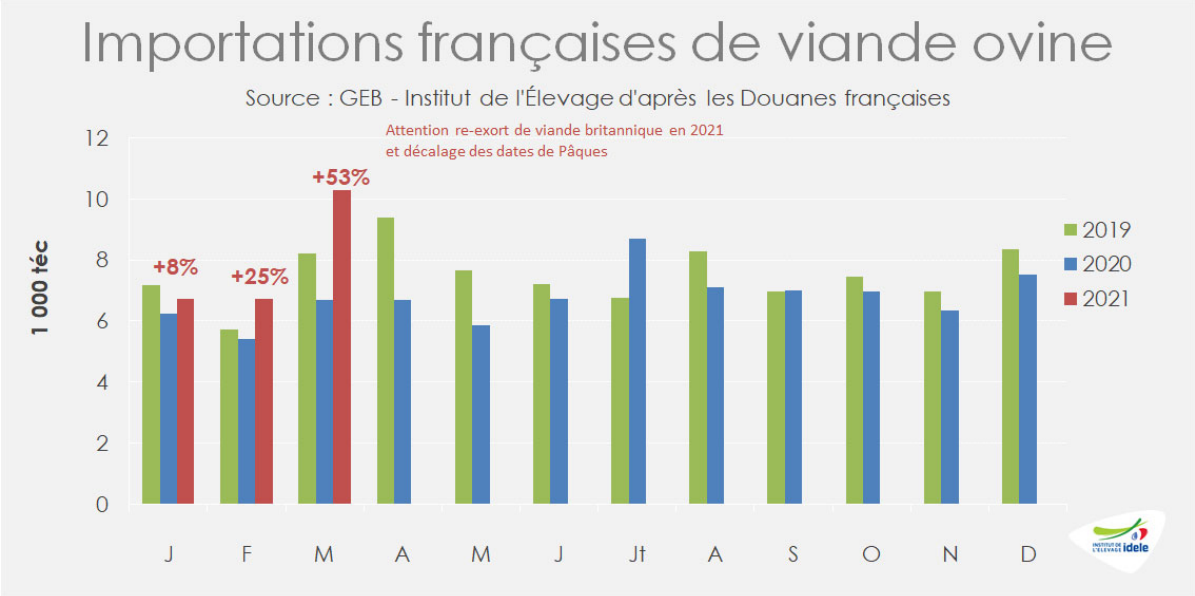


Des importations en trompe l'œil en mars

Les importations françaises de viande ovine ont été particulièrement dynamiques en mars : +53% d'une année sur l'autre, à 10 300 téc. Toutefois, le très probable transit par la France de viande ovine britannique a étoffé artificiellement les importations françaises. Selon les Douanes françaises, les volumes en provenance du Royaume-Uni ont plus que doublé entre mars 2020 et mars 2021 (x 2,5).

Après déduction du ré-export, les importations de viande ovine destinées au marché français ont augmenté en mars de « seulement » +11% /2020. Soit un volume net importé bien moindre qu'en 2018 (-18%), année la plus proche de la situation de Pâques 2021. Au final, les importations de viande d'agneau ont été relativement peu dynamiques le mois précédent Pâques.

Les achats étaient en hausse seulement en provenance d'Espagne (+33% /mars 2018). Les importations de viande ovine irlandaise ont quant à elles chuté (- 8% /mars 2018), tout comme celles de Nouvelle-Zélande (-44% /mars 2018). En retirant les volumes qui n'ont fait que transiter par la France, les imports de viande ovine britannique ont reculé de -27%/ mars 2018.



Des exportations exceptionnellement élevées depuis janvier

Comme en janvier et février, les envois français de viande ovine ont été boostés par la ré-expédition de viande britannique. Portés à 3 200 téc en mars, ils ont été multipliés par six d'une année sur l'autre. Les exportations se sont envolées vers l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas, principaux débouchés du Royaume-Uni.

Viande ovine » UE et monde »

Des prix soutenus en Europe

Dernière révision le 18 mai 2021

L'offre est toujours limitée en Europe comme en Océanie, face à une demande mondiale soutenue. En Nouvelle-Zélande, la sécheresse automnale a ponctuellement stimulé les abattages, mais la demande chinoise est telle que cela n'a pas impacté le marché européen où les prix restent à de très hauts niveaux.

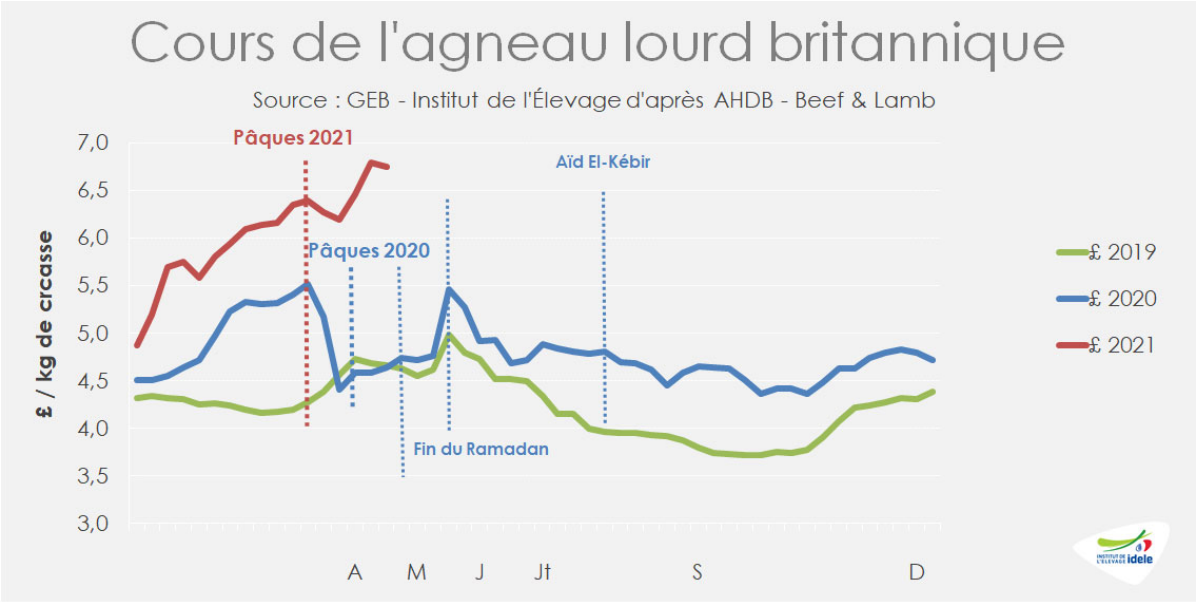
Royaume-Uni : le disponible britannique recule au 1er trimestre 2021

Les abattages britanniques, en volume, ont reculé au 1er trimestre de -10% /2020, sur la même tendance que l'an passé. En mars, les abattages d'agneaux (-1%) comme de réformes (-17%) ont baissé, mais la hausse des poids moyens de carcasse (+3%) a permis de maintenir les volumes abattus au niveau de mars 2020. L'offre est notamment contrainte par un cheptel en repli. Avec des importations en recul (-8% sur les deux premiers mois /2020), notamment depuis l'Irlande malgré la hausse en provenance d'Océanie, le disponible britannique a chuté au 1er trimestre.

Les exportations de viande ovine, essentiellement concentrées vers la France depuis le début d'année (ré-export), auraient aussi fortement reculé : -40% sur deux mois /2020 (attention, rupture de données des douanes britanniques à partir du 1er janvier 2021). Malgré un accord post-Brexit, les envois de viande britannique vers le marché européen (90% des envois) sont freinés par des surcoûts non tarifaires qui représenteraient entre 1% et 8% de la valeur de la carcasse, contre 0,4% avant le Brexit (selon *Farmers Weekly*).

Le marché est léger et la cotation s'envole : 6,74 £/kg en semaine 17, soit + 2,10 £/2020.

En plus de difficultés d'approvisionnement, les exportateurs britanniques rencontrent des obstacles pour obtenir l'accès à d'importants marchés : à cause de la tremblante, ils n'ont actuellement pas accès aux marchés chinois et nord-américains (contrairement à la Nouvelle-Zélande et l'Australie qui en sont indemnes).



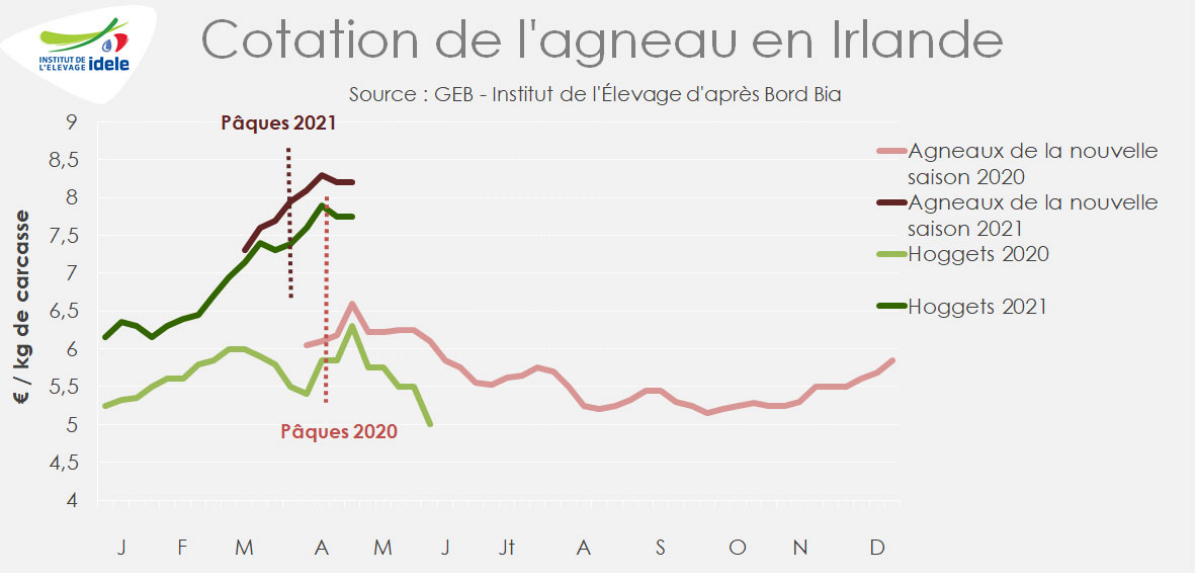
Irlande : des sorties limitées face à une forte demande

Les approvisionnements sont toujours limités face à une demande intérieure élevée : le confinement des Irlandais a stimulé la consommation de viande d'agneau, comme dans beaucoup de pays. En semaine 17, les *Hoggets* étaient cotés 7,75 €/kg, soit +1,45 € /2020 et les agneaux de printemps 8,20 €/kg, soit +1,60 € /2020.

Les abattages d'ovins ont reculé au 1er trimestre comme en avril de -8% /2020. Les sorties d'agneaux de printemps ne sont pas très dynamiques : la plupart des éleveurs étant passés à l'agnelage plus tardif, les disponibilités en agneaux de printemps sont faibles. Les approvisionnements en *Hoggets* viennent aussi à manquer. De plus, les importations d'agneaux vivants d'Irlande du Nord ont chuté depuis le Brexit (-30% sur 16 semaines, selon *Bord Bia*).

Les exportations irlandaises de viande ovine sont alors restées en net retrait en février 2021 : -33% /2020, à 3 130 téc. Elles ont reculé notamment vers le Royaume-Uni (-54%) et la France (-41%).

Fin avril, les prix de l'agneau irlandais étaient très similaires à ceux payés en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord.

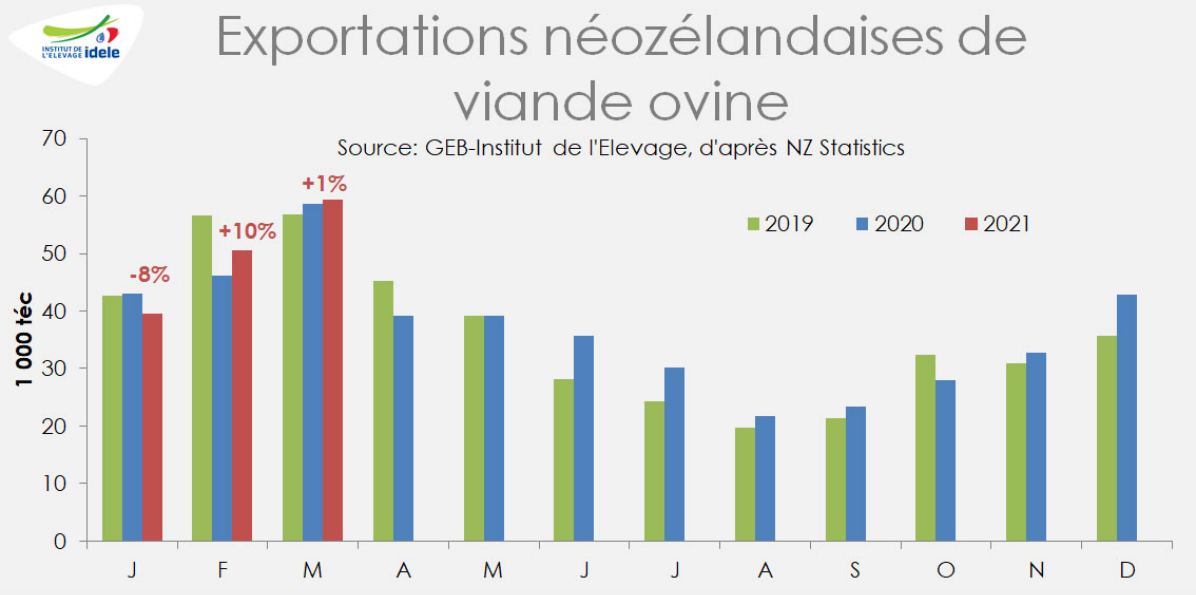


Nouvelle-Zélande : importante hausse des abattages d'agneaux en mars

Après des baisses en janvier et février 2021, les abattages ont rebondi en mars : +22% de viande ovine produite, du fait de sorties abondantes d'agneaux (+27%/ 2020, à 61 565 téc), les effectifs ayant au contraire reculé de -10% pour les réformes. La Nouvelle-Zélande était en automne de mars à mai et des sécheresses ont alors été enregistrées dans plusieurs régions.

Le nombre d'ovins en Nouvelle-Zélande a chuté de près d'un million en 2020 : les chiffres de *Stats NZ* enregistraient un cheptel à 26 millions d'individus en juin 2020, soit -800 000 têtes /juin 2019 et bien loin du pic de 70 millions de moutons en 1982.

Les exportations de viande ovine ont alors modestement progressé au 1er trimestre (+1% /2020) ; en revanche, les flux ont fortement varié selon les destinations : bond vers la Chine (+50%), mais chute vers le Royaume-Uni (-22%) et l'UE-27 (-30%). Le marché chinois est très attractif, car les besoins en protéines animales importées sont toujours forts en 2021, malgré une reconstitution de leur cheptel porcin. La Nouvelle-Zélande reste de loin le 1er fournisseur de la Chine et la recapitalisation qui perdure en Australie fragilise temporairement son principal concurrent.



Recul de ressource laitière début 2021

Dernière révision le 18 mai 2021

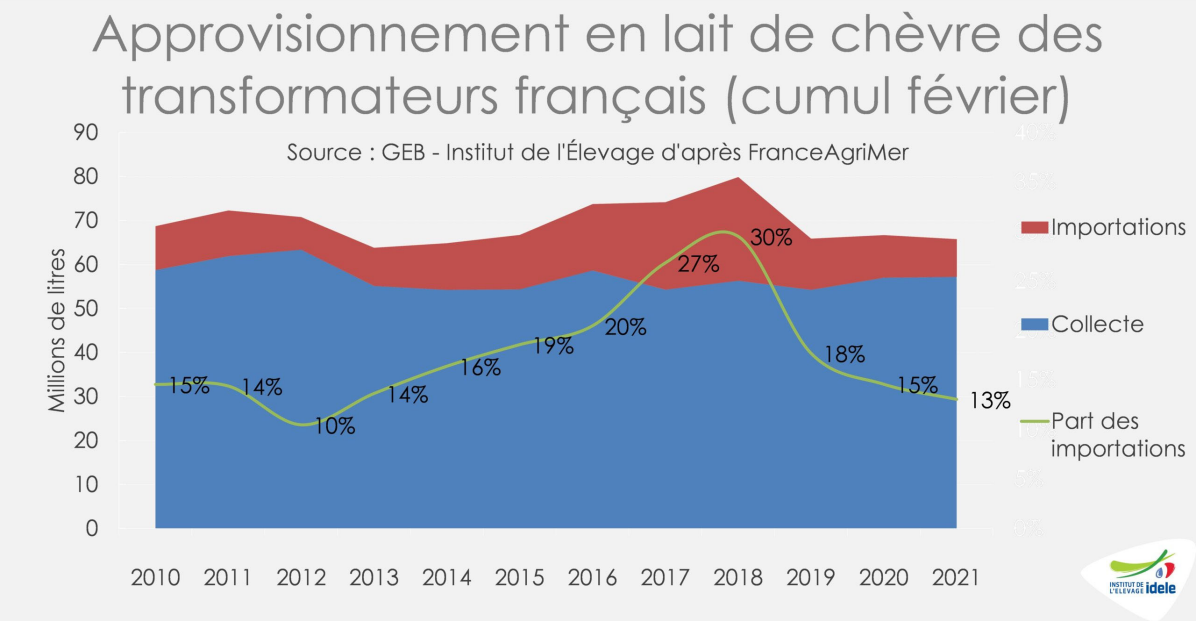
Malgré une collecte stable, les transformateurs ont réduit les importations et par voie de conséquence leurs approvisionnements, ce qui s'est répercuté sur les fabrications de fromages.

Recul de ressource laitière début 2021

Dernière révision le 18 mai 2021

Malgré une collecte stable, les transformateurs ont réduit les importations et par voie de conséquence leur approvisionnement, qui s'est répercuté sur les fabrications de fromages.

L'approvisionnement industriel, un fragile équilibre

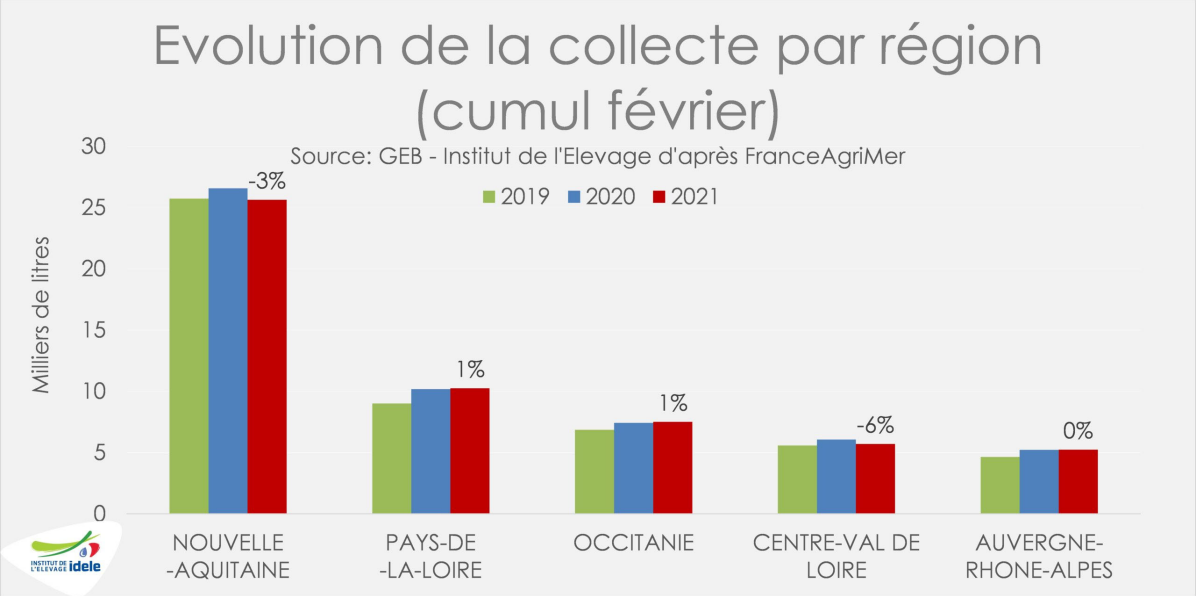


L'approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs français (collecte et importations), s'est établi à 66 millions de litres au 1er bimestre. Il a baissé de près de 1 million de litres d'une année sur l'autre (-1,4% /2020).

D'un côté, la collecte de lait de chèvre a démarré timidement : à 57 millions de litres en deux mois, elle a été sensiblement stable d'une année sur l'autre (+0,4% /2020), impactée par des fourrages récoltés à l'automne de mauvaise qualité et par le décalage des naissances. De l'autre les importations de produits de report caprins ont chuté de près -12% en deux mois, à 8,5 millions de litres (-1,1 million de litres), une tendance amorcée en 2020 suite aux difficultés logistiques rencontrées par les transformateurs en pleine crise sanitaire. Limitées aussi par l'effondrement des disponibilités espagnoles, les importations pourraient reculer davantage au fil des mois.

Ainsi, la renationalisation de la fourniture du marché se poursuit : les importations ont représenté 13% de l'approvisionnement total des industriels français début 2021, contre 15% sur l'année 2020 (et 30% en 2018).

La collecte à la peine dans le principal bassin de production

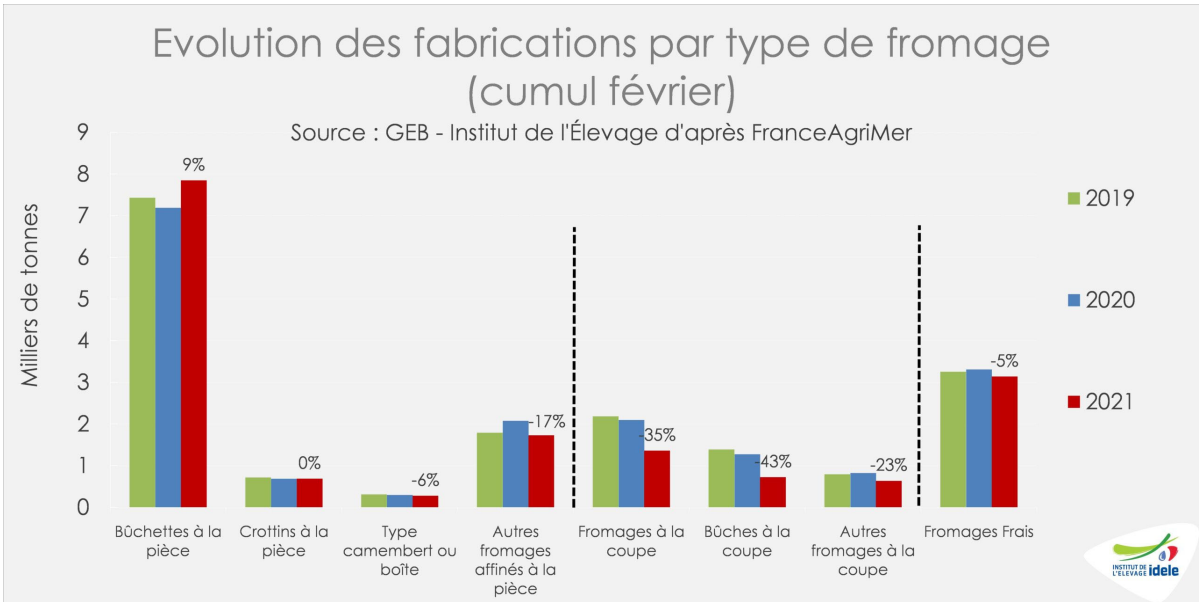


La timide croissance de la collecte nationale est principalement imputable aux conditions climatiques, qui ont impacté la qualité des fourrages récoltés à l'automne, ainsi qu'à la hausse des prix des compléments alimentaires. Mais les réalités régionales sont disparates.

La Nouvelle-Aquitaine, principal bassin caprin avec 44% des livraisons nationales, connaît une forte baisse de sa collecte, de -3% à 25,6 millions de litres au premier bimestre. Cette évolution est à rapprocher de la médiocre qualité des fourrages, mais aussi de la pyramide d'âges de ses éleveurs (moins favorable que celle des autres régions). Le Centre-Val de Loire a pour sa part vu sa collecte chuter de -6% /2020, à 5,7 millions de litres.

Les livraisons ont en revanche progressé de +1% en un an en Pays-de-la-Loire et en Occitanie, à 10,2 et 7,5 millions de litres respectivement. Malgré le timide démarrage des lactations, impactées par des conditions adverses, les installations dans ces bassins de production, plus récents, boostent la collecte. Enfin la collecte a été stable en AURA à 5,2 millions de litres sur les deux premiers mois de 2021.

Les fabrications fromagères reculent, la bûchette reste reine



Malgré la demande dynamique en fromages au lait de chèvre (avec une hausse des volumes commercialisés en LS-GMS estimée à +7%, fin mars), les fabrications de fromages ont baissé en ce début d'année, de -4% /2020 à 15 000 t sur les deux premiers mois de 2021. Confrontés à un approvisionnement légèrement sous pression, les transformateurs ont privilégié la reconstitution des stocks de produits de report caprins afin de sécuriser la fourniture du marché le reste de l'année.

La bûchette est la seule catégorie à ne pas avoir suivi cette tendance. A 7 800 t, ses fabrications nationales ont progressé de +9% /2020, soit +700 t. Les transformateurs auraient privilégié les fabrications de cette valeur sûre très demandée (ingrédient et produit final, rassurant d'un point de vue sanitaire). Ainsi, elles ont représenté 53% des fabrications des fromages industriels de chèvre au 1er bimestre 2021, contre 46% il y a un an.

Les transformateurs ont délaissé les autres formats et types de fromages. Ainsi, les fabrications des fromages à découper ont fortement chuté, à l'image des bûches affinées de 1 kg, qui se sont effondrées de -43% d'une année sur l'autre, avec 720 t produites. Les fabrications de fromages frais, à 3 200 t au 1er bimestre, ont également reflué de -5% /2020.

La filière caprine a bien rebondi en 2020…de bon augure pour 2021 malgré la hausse de l'aliment !

Dernière révision le 18 mai 2021

L'an passé à la même époque, en plein premier confinement, nous titrions le Dossier Annuel caprin : « Résister d'abord, relancer ensuite ». Au prix d'efforts de tous ses acteurs et d'abord des éleveurs, la filière laitière caprine a plié sous les fermetures de débouchés (RHD, rayons à la coupe, marchés de plein air…), mais a vite rebondi en France



Si bien que sur 2020, la collecte aura progressé de +4% d'une année sur l'autre malgré la sécheresse qui a une fois de plus affecté la plupart des régions caprines. Le prix du lait payé aux livreurs a été porteur (+3,1% en prix moyen) alors que le prix de vente des fromages par les transformateurs industriels (PVI) progressait lui aussi (+2,1%). La consommation nationale a progressé, surtout les achats des ménages face à la fermeture de l'essentiel de la RHD durant plus du tiers de l'année. Le marché s'est aussi renationalisé, avec la chute des importations de caillé congelé.

Tout irait bien dans le meilleur des mondes caprins possibles ? Malheureusement, le constat n'est pas si simple. D'une part le marché du chevreau a considérablement pâti à Pâques 2020, avec des stocks de congelé qui ont affecté le marché tout le reste de l'année. Si les ventes de chevreaux représentent en moyenne 1% à 3% du produit caprin (selon que les éleveurs engraissent ou non), la dévalorisation se traduit directement sur le revenu. D'autre part, les producteurs fermiers ont dû dépenser une énergie considérable pour trouver ou créer des circuits alternatifs. Enfin, beaucoup d'éleveurs ont une nouvelle fois été affectés par la sécheresse estivale et tous sont touchés par la hausse des prix des aliments achetés et de l'énergie depuis la fin 2020, qui s'est accentuée début 2021. Les revenus estimés pour 2020 sont cependant en hausse pour presque tous les systèmes, l'atelier caprin permettant éventuellement de compenser les baisses des autres ateliers, bovins viande ou grandes cultures.

2021 restera compliqué avec la situation sanitaire que l'on connaît. Mais les perspectives semblent toujours positives pour la filière caprine, malgré la hausse des matières premières, la dévalorisation du chevreau et les aléas climatiques plus fréquents. Le contraste est frappant avec la situation en Espagne (prix et collecte en berne), et aux Pays-Bas où la filière fait face aux à des contraintes environnementales de plus en plus drastiques.

Dossier Économie de l'Élevage n°518 – Mars 2021